



# *Gazette officielle du Québec*

## QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 19 juillet 1969

Québec, Saturday, July 19, 1969

### Règlements

### Rules

1<sup>o</sup> Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2<sup>o</sup> Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3<sup>o</sup> Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4<sup>o</sup> Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5<sup>o</sup> L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6<sup>o</sup> Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7<sup>o</sup> La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le **mercredi**, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than **Wednesday, noon**; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8<sup>o</sup> Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9<sup>o</sup> Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

**Tarif des annonces, abonnements, etc.**

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre, \$20; du 1er avril au 31 décembre, \$15 et du 1er juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

*L'Éditeur officiel du Québec,*  
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, 30 avril 1969

**Advertising, Rates, Subscriptions, etc.**

First insertion: 35 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,  
*Québec Official Publisher.*

Parliament Buildings,  
Québec, April 30, 1969

27440 — 1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis No 107)  
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107).

**Lettres patentes****A & W Dress Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Abe Wineck, administrateur, 5474, Mountain Sights, Judith Lecker, secrétaire, épouse de Kenneth Dollinger, 1010 ouest, Ste-Catherine, tous deux de Montréal, et Laura Wineck, ménagère, épouse de David Bregman, 1425, Carol Crescent, Laval, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements de tous genres et de toutes descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « A & W Dress Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,*  
*compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30110 1937-69

**Alpha Art Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Donald W. Seal, 3435, Drummond, Philip Shaposnick, 6870, Chester, David Goldenblatt, 3500, Mountain, tous trois de Montréal, et Gary Moscovitz, 260, St-Aubin, Saint-Laurent, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

**Letters Patent****A & W Dress Co. Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Abe Wineck, executive, 5474 Mountain Sights, Judith Lecker, secretary, wife of Kenneth Dollinger, 1010 St. Catherine West, both of Montreal, and Laura Wineck, housewife, wife of David Bregman, 1425 Carol Crescent, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing of all types and descriptions, under the name of "A & W Dress Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

30110-o 1937-69

**Alpha Art Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald W. Seal, 3435 Drummond, Philip Shaposnick, 6870 Chester, David Goldenblatt, 3500 Mountain, all three of Montreal, and Gary Moscovitz, 260 St. Aubin, Saint-Laurent, all four advocates, for the following purposes:

Faire le commerce d'oeuvres d'art, antiquités, sculptures, peintures, dessins et tableaux, sous le nom de « Alpha Art Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110 2445-69

**Arsima inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1969, constituant en corporation: Jacques Bergeron, professeur et consultant en mathématiques, Lucille Raymond, diplômée en puériculture, épouse dudit Jacques Bergeron, tous deux de 74, rue du Zouave, Salaberry-de-Valleyfield, et Andrée Beaulieu, professeur et consultante en art, épouse de Irving Green, 5217, Ponsard, Montréal, pour les objets suivants:

Pratiquer la consultation et l'expertise en mathématiques appliquées, en psychopédagogie éducationnelle ainsi qu'en sciences et en art, sous le nom de « Arsima inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$10 chacune et en 340 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2456-69

**Art et Photocopie de Québec inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1969, constituant en corporation: Raymond Bernier, voyageur, Thérèse Moreau, ménagère, épouse dudit Raymond Bernier, tous deux de 1214, Maguire, et Fernand Perreault, pilote, 1585, du Ruisseau, tous trois de Sillery, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils de reproduction, par photocopie et arts graphiques, sous le nom de « Art et Photocopie de Québec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1212, Maguire, Sillery, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2478-69

**Association des Principaux d'Écoles de la Lanaudière**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Noiseux, huissier, Gaétane Casgrain, ménagère, épouse dudit Roger Noiseux, tous deux de 175, 12e avenue Laurier, Laurentides, et Patrick Vallée, avocat, 177, boulevard Ste-

To deal in art work, antiques, sculptures, paintings, drawings and pictures, under the name of "Alpha Art Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110-o 2445-69

**Arsima inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Bergeron, mathematics teacher and consultant, Lucille Raymond, graduate in the care of children, wife of the said Jacques Bergeron, both of 74 Du Zouave Street, Salaberry-de-Valleyfield, and Andrée Beaulieu, art teacher and consultant, wife of Irving Green, 5217 Ponsard, Montreal, for the following purposes:

To give consultations and expert advice in applied mathematics, in educational psychopedagogy as well as in the sciences and arts, under the name of "Arsima inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 600 common shares of \$10 each and 340 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2456-69

**Art et Photocopie de Québec inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Bernier, commercial traveller, Thérèse Moreau, housewife, wife of the said Raymond Bernier, both of 1214 Maguire, and Fernand Perreault, pilot, 1585 du Ruisseau, all three of Sillery, for the following purposes:

To manufacture and deal in duplicating machines for photocopy or graphic arts, under the name of "Art et Photocopie de Québec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1212 Maguire, Sillery, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2478-69

**Association des Principaux d'Écoles de la Lanaudière**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roger Noiseux, bailiff, Gaétane Casgrain, housewife, wife of said Roger Noiseux, both of 175, 12th Avenue Laurier, Laurentides, and Patrick Vallée, advocate, 177 Ste-Anne Boulevard,

Anne, Sainte-Anne-des-Plaines, pour les objets suivants:

Défendre et promouvoir les intérêts professionnels, sociaux et économiques des principaux, sous le nom de « Association des Principaux d'Écoles de la Lanaudière ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o

2106-69

**Association des Rechapeurs et Marchands de pneus du Québec inc.**

**Québec Retreaders and Tire Dealers Association Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Turcotte, 128, Saint-Sacrement, François Ratté, 103, 3e avenue, tous deux de Québec, Gilles Picard, Saint-Pascal, comté de Kamouraska, et Gaétan Métivier, 177, Dodier, Thetford Mines, tous quatre marchands, pour les objets suivants:

Promouvoir et coordonner l'activité du secteur du rechapeage et de la vente du pneu, sous le nom de « Association des Rechapeurs et Marchands de pneus du Québec inc.— Québec Retreaders and Tire Dealers Association Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$150,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o

2512-69

**Autocar du Nord inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1969, constituant en corporation: Fredo Fillion, entrepreneur, 135, Orléans, Charles-David Maltais, vendeur, 231, St-Armand, et Jean Simard, avocat, 121, St-Nicolas, tous trois de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Autocar du Nord inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o

2411-69

**B.K. Service Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1969, constituant en corporation: Giacomo Georgio Sand, 211, Dresden, Mont-Royal, Brahm L. Campbell, 43, Aldred Crescent, Hampstead, et Seymour

Sainte-Anne-des-Plaines, for the following purposes:

To uphold and promote the professional, social and economic interests of principals, under the name of "Association des Principaux d'Écoles de la Lanaudière".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Joliette, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110

2106-69

**Association des Rechapeurs et Marchands de pneus du Québec inc.**

**Québec Retreaders and Tire Dealers Association Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Georges Turcotte, 128 Saint-Sacrement, François Ratté, 103, 3rd Avenue, both of Québec, Gilles Picard, Saint-Pascal, County of Kamouraska, and Gaétan Métivier, 177 Dodier, Thetford Mines, all four merchants, for the following purposes:

To promote and co-ordinate the activities of the sector of the tire retreading and trade, under the name of "Association des Rechapeurs et Marchands de pneus du Québec inc.— Québec Retreaders and Tire Dealers Association Inc.".

The amount to which are limited the immovables which may be acquired and owned by the corporation is \$150,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110

2512-69

**Autocar du Nord inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fredo Fillion, contractor, 135 Orléans, Charles-David Maltais, salesman, 231 Saint-Armand, and Jean Simard, advocate, 121 Saint-Nicolas, all three of Chicoutimi North, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Autocar du Nord inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi North, judicial district of Chicoutimi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110

2411-69

**B.K. Service Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Giacomo Georgio Sand, 211 Dresden, Mount Royal, Brahm L. Campbell, 43 Aldred Crescent, Hampstead, and Seymour Luteran,

Luterman, 7920, Côte Saint-Luc, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer des pièces et appareils de plomberie et de chauffage, éléments et fournitures pour la climatisation et la réfrigération, en faire le commerce, sous le nom de « B.K. Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110 2304-69

**Beauce Speedway Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1969, constituant en corporation: Guy-Benoit Dumas, Maurice Dumas, tous deux entrepreneurs, Clément Fortin, marchand, Jean-Paul Morin, cultivateur, et Jean-Guy Morin, garagiste, tous de Saint-Côme-de-Kennebec, pour les objets suivants:

Exploiter une piste d'accélération, une piste de courses d'automobiles, des salles de quilles, de billards, et autres places d'amusement, sous le nom de « Beauce Speedway Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Côme-de-Kennebec, district judiciaire de Beauce.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2543-69

**Denis Beaugard inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1969, constituant en corporation: J.-Denis Beaugard, courtier d'assurance, 5, rue Ste-Marie, Marieville, Huguette Beaupré, secrétaire, fille majeure, 2055, St-Joseph, Saint-Hyacinthe, et René Déry, avocat, 300, rue Bernard, Sainte-Rosalie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en assurance, sous le nom de « Denis Beaugard inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5, rue Ste-Marie, sud, Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2339-69

**Bélem Photo inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1969, constituant en corporation: Jean-H. Gagné, 1640, des Rocs, Henri LaRue, 2660, des Forges, tous deux de Sainte-Foy, Guy Tremblay, 1970, rue Vézina, tous trois avocats, et Paule Gauthier, avocate, fille majeure, 630, Père Marquette,

7920 Côte St. Luc, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in plumbing and heating parts and supplies, air conditioning units and supplies, refrigeration units and supplies, under the name of "B.K. Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110-o 2304-69

**Beauce Speedway Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy-Benoit Dumas, Maurice Dumas, both contractors, Clément Fortin, trader, Jean-Paul Morin, farmer, and Jean-Guy Morin, garage-keeper, all of Saint-Côme-de-Kennebec, for the following purposes:

To operate a speedway, an automobile race track, bowling alleys, billiard-rooms, and other amusement places, under the name of "Beauce Speedway Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Côme-de-Kennebec, judicial district of Beauce.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2543-69

**Denis Beaugard inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: J.-Denis Beaugard, insurance broker, 5 Ste-Marie Street, Marieville, Huguette Beaupré, secretary, spinster of the full age of majority, 2055 St-Joseph, Saint-Hyacinthe, and René Déry, advocate, 300 Bernard Street, Sainte-Rosalie, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Denis Beaugard inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5 Ste-Marie Street South, Marieville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2339-69

**Bélem Photo inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-H. Gagné, 1640 des Rocs, Henri LaRue, 2660 des Forges, both of St. Foy, Guy Tremblay, 1970 Vézina Street, all three advocates, and Paule Gauthier, advocate, spinster of the full age of majority, 630 Père Marquette,

ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographes, sous le nom de « Bélem Photo inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 8,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1150, rue Rousseau, Sillery, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30110-o 2505-69

#### Ben-Son Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Benoit Poiré, voyageur, Émilienne Patry, ménagère, épouse dudit Benoit Poiré, et Denis Poiré, voyageur, tous trois de 6, Curé Pelletier, Lauzon, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Ben-Son Products Ltd. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lauzon, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30110-o 2476-69

#### Blanc Sablon Drive Yourself Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Charles-Henri Desrosiers, avocat, Marcel Desrosiers, garagiste, et Fernand Hachey, agent de réclamations, tous trois de 196, Humphrey, app. 6, Sept-Iles, pour les objets suivants:

Posséder un ou plusieurs établissements de location de véhicules automobiles, sous le nom de « Blanc Sablon Drive Yourself Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Blanc-Sablon, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30110-o 2427-69

#### La Bourse d'Automobiles du Québec Itée Québec Automobiles Exchange Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Louis-Claude Trudel, 237, Bloomfield, Montréal, René Beaudry, 235, Desaulniers, Saint-Lambert, et Yves Bertrand, 190, Poitou, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, outils, machines, instruments et appareils, sous le nom de « La Bourse d'Automobiles du Québec Itée — Québec Auto-

the latter two of Québec, for the following purposes:

To carry on business as photographers, under the name of "Bélem Photo inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 8,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1150 Rousseau Street, Sillery, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2505-69

#### Ben-Son Products Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Benoit Poiré, traveller, Émilienne Patry, housewife, wife of the said Benoit Poiré, and Denis Poiré, traveller, all three of 6 Curé Pelletier, Lauzon, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, goods and merchandise, under the name of "Ben-Son Products Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Lauzon, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2476-69

#### Blanc Sablon Drive Yourself Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles-Henri Desrosiers, advocate, Marcel Desrosiers, garage-keeper, and Fernand Hachey, claims adjusters, all three of 196 Humphrey, Apt. 6, Sept-Iles, for the following purposes:

To own one or several establishments dealing in the renting of motor vehicles, under the name of "Blanc Sablon Drive Yourself Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Blanc-Sablon, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2427-69

#### La Bourse d'Automobiles du Québec Itée Québec Automobiles Exchange Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-Claude Trudel, 237 Bloomfield, Montréal, René Beaudry, 235 Desaulniers, Saint-Lambert, and Yves Bertrand, 190 Poitou, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, tools, machines, implements and appliances, under the name of "La Bourse d'Automobiles du Québec Itée — Québec Auto-

mobiles Exchange Ltd.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 1879-69

**Bousquet Machinery & Equipment Ltd.  
Machinerie & Équipement Bousquet Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, avenue Macdonald, Hampstead, Jason Ruby, avocat, 47, place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, et Glacia Miller, secrétaire, célibataire, 3201, avenue Forest Hill, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer tous genres de machinerie d'usage industriel et domestique, en faire le commerce, sous le nom de « Bousquet Machinery & Equipment Ltd.—Machinerie & Équipement Bousquet Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 600 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110 1866-69

**La Boutique de Vénus inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1969, constituant en corporation: Eugène Veilleux, vendeur, route rurale numéro 3, Blaise Doyon, commerçant, 623, 1re avenue, tous deux de Beauceville-Est, et René Bernard, commerçant, Beauceville, pour les objets suivants:

Exploiter des ateliers et magasins, sous le nom de « La Boutique de Vénus inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beauceville-Est, district judiciaire de Beauce.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2547-69

**Boutique Michel-Chantal inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1969, constituant en corporation: Mariette Lauzon, commerçante, veuve de Philius Lauzon, 8101, Montoir, Anjou, Édouard-J. Kennedy, rentier, 7071, De Lorimier, Montréal, et Ronald Kennedy, vendeur, 490, Galland, app. 39, Dorval, pour les objets suivants:

Commerce de lingerie en général, sous le nom de « Boutique Michel-Chantal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

mobiles Exchange Ltd.», with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 1879-69

**Bousquet Machinery & Equipment Ltd.  
Machinerie & Équipement Bousquet Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 Macdonald Avenue, Hampstead, Jason Ruby, advocate, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, and Glacia Miller, secretary, spinster, 3201 Forest Hill Avenue, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in any and all types of industrial and domestic machinery, under the name of "Bousquet Machinery & Equipment Ltd.—Machinerie & Équipement Bousquet Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 600 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110-o 1866-69

**La Boutique de Vénus inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Eugène Veilleux, salesman, Rural Route Number 3, Blaise Doyon, trader, 623, 1st Avenue, both of Beauceville-Est, and René Bernard, trader, Beauceville, for the following purposes:

To operate stores and workshos, under the name of "La Boutique de Vénus inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Beauceville-Est, judicial district of Beauce.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2547-69

**Boutique Michel-Chantal inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mariette Lauzon, trader, widow of Philius Lauzon, 8101 Montoir, Anjou, Édouard-J. Kennedy, annuitant, 7071 De Lorimier, Montreal, and Ronald Kennedy, salesman, 490 Galland, Apt. 39, Dorval, for the following purposes:

To deal in lingerie in general, under the name of "Boutique Michel-Chantal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 1556, rue Mont-Royal est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2354-69

#### Brite-Lite Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, avocat, 3495, Mountain, Mary A. Dowling, secrétaire, veuve de Joseph Dowling, 255, Kensington, Mary Claire O'Toole, secrétaire, veuve d'Arthur George O'Toole, 4635, Clanranald, tous trois de Montréal, Thomas, Calder, 7, Lazard, et Hayk Sumbulian, 1255, Sherwood Crescent, ces deux derniers avocats, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Fabriquer des produits, articles et marchandises de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Brite-Lite Industries Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110 2150-69

#### Buanderie & Cosmétiques Colette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Jean-Marc Labelle, homme d'affaires, Colette Labelle, ménagère, épouse dudit Jean-Marc Labelle, tous deux de 62, 19<sup>e</sup> rue, Germain Labelle, homme d'affaires, Nicole Labelle, ménagère, épouse dudit Germain Labelle, tous deux de 66, 19<sup>e</sup> rue, et Colette Deslauriers, ménagère, épouse de Gérard Deslauriers, 68, 18<sup>e</sup> rue, tous de Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeur et faire le commerce du savon et de ses produits, parfums, cosmétiques, lotions et autres produits semblables, sous le nom de « Buanderie & Cosmétiques Colette inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3537, rue Ontario est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2558-69

#### Lorenzo Bureau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Lorenzo Bureau, entrepreneur, Jean Bureau, journalier, tous deux de Saint-Victor, et Marc Bureau, contremaître, 199, 5<sup>e</sup> rue, Saint-Georges, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 1556 Mount-Royal St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2354-69

#### Brite-Lite Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Galt Michaud, advocate, 3495 Mountain, Mary A. Dowling, secretary, widow of Joseph Dowling, 255 Kensington, Mary Claire O'Toole, secretary, widow of Arthur George O'Toole, 4635 Clanranald, all three of Montreal, Thomas Calder, 7 Lazard, and Hayk Sumbulian, 1255 Sherwood Crescent, the latter two advocates, of Mount Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, articles and merchandise of all kinds, under the name of "Brite-Lite Industries Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110-o 2150-69

#### Buanderie & Cosmétiques Colette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marc Labelle, businessman, Colette Labelle, housewife, wife of said Jean-Marc Labelle, both of 62, 19th Street, Germain Labelle, businessman, Nicole Labelle, housewife, wife of said Germain Labelle, both of 66, 19th Street, and Colette Deslauriers, housewife, wife of Gérard Deslauriers, 68, 18th Street, all of Laval, for the following purposes:

To carry on business as cleaners and to deal in soap and its products, perfumes, cosmetics, lotions and other similar products, under the name of "Buanderie & Cosmétiques Colette inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3537 Ontario Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2558-69

#### Lorenzo Bureau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lorenzo Bureau, contractor, Jean Bureau, labourer, both of Saint-Victor, and Marc Bureau, foreman, 199, 5th Street, Saint-Georges, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et construction de toutes sortes, sous le nom de « Lorenzo Bureau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Victor, district judiciaire de Beauce.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2546-69

**C. & H. Cartage Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1969, constituant en corporation: Christopher Holdaway, gérant, 6470, Beurling, Verdun, Ian G. Harding, homme d'affaires, 5735, Pellan, Brossard, et Thomas E. Herron, secrétaire-trésorier, 847, Bellerive, Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de camionnage et transport général, sous le nom de « C. & H. Cartage Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 299, boulevard Churchill, Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110 2442-69

**Camp L'Escale**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Sauvé, prêtre, 4035, Rouen, Maurice Lafond, facteur, 611, Valois, et Raymond Simard, machiniste, 1453, Bourbonnière, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser un ou des camps de vacances au service des jeunes provenant de familles défavorisées au plan socio-économique, sous le nom de « Camp L'Escale ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 1778-69

**Roger Carrier inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1969, constituant en corporation: Roger Carrier, marchand, Rose Marie Vear, institutrice, épouse dudit Roger Carrier, tous deux de 449, 1re avenue, et Gaétan Duval, comptable, tous trois de Saint-Georges, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vêtements, fourrures, chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Roger Carrier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

To carry on business as general contractors in paving and construction works of all kinds, under the name of "Lorenzo Bureau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Victor, judicial district of Beauce.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2546-69

**C. & H. Cartage Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Christopher Holdaway, manager, 6470 Beurling, Verdun, Ian G. Harding, businessman, 5735 Pellan, Brossard, and Thomas E. Herron, secretary treasurer, 847 Bellerive, Jacques-Cartier, for the following purposes:

To operate enterprises of trucking and general cartage, under the name of "C. & H. Cartage Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 299 Churchill Boulevard, Greenfield Park, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110-o 2442-69

**Camp L'Escale**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Gilles Sauvé, priest, 4035 Rouen, Maurice Lafond, mailman, 611 Valois, and Raymond Simard, machinist, 1453 Bourbonnière, all three of Montreal, for the following purposes:

To organize one or more holiday camps for young people from families living in adverse socio-economic conditions, under the name of "Camp L'Escale".

The amount to which the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 1778-69

**Roger Carrier inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Carrier, merchant, Rose Marie Vear, teacher, wife of the said Roger Carrier, both of 449, 1st Ave., and Gaétan Duval, accountant, all three of Saint-Georges, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, furs, footwear, leather articles and their accessories, under the name of "Roger Carrier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 449, 1<sup>re</sup> avenue, Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o

2544-69

#### Centre Technique d'Ameublement inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Gilbert Marcouiller, télégraphiste, 1410, 3<sup>e</sup> avenue, Grand'Mère, Jean-Marie Beaulieu, électricien, 4262, rue Ste-Marthe, et Guy Turgeon, journalier, 2512, 43<sup>e</sup> rue, ces deux derniers de Shawinigan, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Centre Technique d'Ameublement inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4813, rue Ste-Marthe, Shawinigan-Est, district judiciaire de Saint-Maurice.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o

2265-69

#### Chamdev Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Viola Unger, marchande, veuve de feu Bela Unger, 2422, rue Goyer, George Vidor, propriétaire de taxi, 5639, Clanranald, tous deux de Montréal, et Fred H. Knottenbelt, représentant, 120 nord, avenue Brock, Montréal-ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce de textiles de toutes sortes, sous le nom de « Chamdev Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 24,000 actions privilégiées de \$1 chacune, et 16,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1295, chemin Chambly, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110

2421-69

#### Ciné-Club amateur V.M. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Pierre Mouly, vendeur, Roberto Casabo, institutrice, épouse dudit Pierre Mouly, et Jean Mouly, vendeur, tous trois de Saint-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Faire le commerce, la location et la réparation des appareils cinématographiques, stéréophoniques, radiophoniques et de télévision, sous le nom de « Ciné-Club amateur V.M. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

The head office of the company is at 449, 1<sup>st</sup> Ave., Saint-Georges, judicial district of Beauce.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110

2544-69

#### Centre Technique d'Ameublement inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26<sup>th</sup> day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilbert Marcouiller, telegrapher, 1410, 3<sup>rd</sup> Avenue, Grand'Mère, Jean-Marie Beaulieu, electrician, 4262 Ste-Marthe Street, and Guy Turgeon, labourer, 2512, 43<sup>rd</sup> Street, the latter two of Shawinigan, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Centre Technique d'Ameublement inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 4813 Ste-Marthe Street, Shawinigan-East, judicial district of Saint-Maurice.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110

2265-69

#### Chamdev Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21<sup>st</sup> day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Viola Unger, merchant widow of the late Bela Unger, 2422 Goyer Street, George Vidor, taxi owner, 5639 Clanranald, both of Montreal, and Fred H. Knottenbelt, representative, 120 Brock Avenue North, Montreal West, for the following purposes:

To deal in textiles of all kinds, under the name of "Chamdev Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 24,000 common shares of \$1 each and 16,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1295 Chambly Road, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110-o

2421-69

#### Ciné-Club amateur V.M. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29<sup>th</sup> day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Mouly, salesman, Roberte Casabo, teacher, wife of the said Pierre Mouly, and Jean Mouly, salesman, all three of Saint-Basile-le-Grand, for the following purposes:

To deal in, rent and repair cinematographic, stereophonic, radiophonic and television sets, under the name of "Ciné-Club amateur V.M. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 1297, chemin Chambly, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

30110-o 2451-69

**Ciné Son inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1969, constituant en corporation: Pierre Trépanier, technicien en électronique, 1055, 8e avenue, Pointe-aux-Trembles, Raymond Clouston, gérant, Ripon, et Marc Beauchemin, administrateur, 83, Pontmain, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériel audiophonique et vidéo servant à la radiodiffusion et aussi à la télédiffusion, enregistré sur rubans, sur disques et sur rubans magnétoscopiques, sous le nom de « Ciné Son inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

30110-o 2262-69

**Club auto-neige Volant de Hudson inc. Hudson Flying Snow-Mobile Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Seguin, journalier, Jacques Mallette, directeur, tous deux de Choisy, David Cameron, cultivateur, Lucien Mallette, vendeur-mécanicien, tous deux d'Hudson Heights, Roland Seguin, menuisier, Florent Guilbeault, gérant, André Carrière, plombier, 96, Cameron, Léo Charlebois, gentilhomme, Robert Tisso, opérateur, 27, McNaughton, Edward Tetro, vérificateur, 28, Cameron, Donald Gaudreau, gérant de service de pièces, tous sept d'Hudson, Rolland Gibault, assistant-pharmacien, 409, Salaberry, Salaberry-de-Valleyfield, Raymond Brouillette, hôtelier, Sainte-Marthe, et Paul Castonguay, chauffeur, Vaudreuil, pour les objets suivants:

Organiser tous genres de services récréatifs et sportifs, sous le nom de « Club auto-neige Volant de Hudson inc.—Hudson Flying Snow-Mobile Club Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Hudson, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

30110-o 2447-69

**Le Club Lions de Matane inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1969, constituant en corporation sans capital-actions:

The head office of the company is at 1297 Chambly Road, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

30110 2451-69

**Ciné Son inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Trépanier, electrical technician, 1055, 8th Avenue, Pointe-aux-Trembles, Raymond Clouston, manager, Ripon, and Marc Beauchemin, administrator, 83 Pontmain, Laval, for the following purposes:

To deal in audiophonic and video material used in broadcasting and also in televising, registered on tapes, on records and on magnetoscopic tapes, under the name of "Ciné Son inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

30110 2262-69

**Club auto-neige Volant de Hudson inc. Hudson Flying Snow-Mobile Club Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean Seguin, labourer, Jacques Mallette, director, both of Choisy, David Cameron, farmer, Lucien Mallette, salesman and mechanic, both of Hudson Heights, Roland Seguin, carpenter, Florent Guilbeault, manager, André Carrière, plumber, 96 Cameron, Léo Chalebois, gentleman, Robert Tisso, operator, 27 McNaughton, Edward Tetro, inspector, 28 Cameron, Donald Gaudreau, manager of a parts service, all seven of Hudson, Rolland Gibault, assistant pharmacist, 409 Salaberry, Salaberry-de-Valleyfield, Raymond Brouillette, hotel-keeper, Sainte-Marthe, and Paul Castonguay, driver, Vaudreuil, for the following purposes:

The organization of all kinds of recreational and sports services, under the name of "Club auto-neige Volant de Hudson inc.—Hudson Flying Snow-Mobile Club Inc."

The amount to which are limited the immovables which may be acquired and owned by the corporation is \$500,000.

The head office of the corporation is at Hudson, judicial district of Montreal.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

30110 2447-69

**Le Club Lions de Matane inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without

Éphrem Lebreux, 186, St-Sacrement, Valmont Pinel, 436, Cité Jardin, Robert Bernier, 192, St-Pierre, Georges Nazair, 388, Cité Jardin, tous quatre commerçants, Luigi Piazzalunga, voyageur de commerce, 119, de la Fabrique, Fernand Joncas, agent d'assurance, 102, St-Antoine, J.-Berchmans Levasseur, comptable, 378, St-Jean, Oscar D'Amours, travailleur social professionnel, 225, St-Christophe, Valéry Richard, professeur, 468, de Grand-Pré, et Lucien Paquet, gérant, 212, Boucher, tous de Matane, pour les objets suivants:

Promouvoir la théorie et la mise en pratique des principes de bon gouvernement et de civisme, sous le nom de « Le Club Lions de Matane inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2527-69

#### Club Optimiste Anjou inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Richard Crépeault, 7711, du Mail, Serge Campeau, 6000, Portage, tous deux d'Anjou, et Pierre Campeau, 8555, Clark, Montréal, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Venir en aide aux pauvres et aux nécessiteux, spécialement aux petits gars nécessiteux et aux délinquants, juvéniles, sous le nom de « Club Optimiste Anjou inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Anjou, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 3712-68

#### Club Optimiste de Châteauguay inc. Optimist Club of Châteauguay Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4<sup>e</sup> jour de juin 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Leduc, représentant, 145, St-Joseph, Jos-A. Vinet, débosseleur, 37a, Laramée, tous deux de Châteauguay-Centre, Claude De Sève, trésorier, 300, Salaberry nord, Bernard Charbonneau, opérateur, 45, St-Paul, et Maurice Casavant, secrétaire-trésorier, 59, Duranceau, ces trois derniers de Châteauguay, pour les objets suivants:

Développer l'optimisme comme philosophie de la vie, sous le nom de « Club Optimiste de Châteauguay inc.—Optimist Club of Châteauguay Inc. ».

Le siège social de la corporation est à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 1637-69

share capital: Éphrem Lebreux, 186 Saint-Sacrement, Valmont Pinel, 436 Cité Jardin, Robert Bernier, 192 Saint-Pierre, Georges Nazair, 388 Cité Jardin, all four traders, Luigi Piazzalunga, commercial traveller, 119 de la Fabrique, Fernand Joncas, insurance agent, 102 Saint-Antoine, J.-Berchmans Levasseur, accountant, 378 Saint-Jean, Oscar D'Amours, professional social worker, 225 Saint-Christophe, Valéry Richard, teacher, 468 de Grand-Pré, and Lucien Paquet, manager, 212 Boucher, all of Matane, for the following purposes:

To promote the theory and the practice of good citizenship and good administration principles, under the name of "Le Club Lions de Matane inc."

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is \$200,000.

The head office of the corporation is at Matane, judicial district of Rimouski.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2527-69

#### Club Optimiste Anjou inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Richard Crépeault, 7711 du Mail, Serge Campeau, 6000 Portage, both of Anjou, and Pierre Campeau, 8555 Clark, Montreal, all three businessmen, for the following purposes:

To come to the aid of the poor and needy, especially to young boys in need and juvenile delinquents, under the name of "Club Optimiste Anjou inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Anjou, judicial district of Montréal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 3712-68

#### Club Optimiste de Châteauguay inc. Optimist Club of Châteauguay Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gilles Leduc, representative, 145 Saint-Joseph, Jos-A. Vinet, auto body repairman, 37a Laramée, both of Châteauguay Centre, Claude De Sève, treasurer, 300 Salaberry North, Bernard Charbonneau, operator, 45 Saint-Paul, and Maurice Casavant, secretary-treasurer, 59 Duranceau, the latter three of Châteauguay, for the following purposes:

To develop optimism as a philosophy of life, under the name of "Club Optimiste de Châteauguay inc.—Optimist Club of Châteauguay Inc."

The head office of the corporation is at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 1637-69

**Colette produits de beauté inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1969, constituant en corporation: Gérard Deslauriers, homme d'affaires, Colette Deslauriers, ménagère, épouse dudit Gérard Deslauriers, et Florence Deslauriers, ménagère, épouse de Henne Deslauriers, tous trois de 68, 18e rue, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de savon et de ses produits, parfums, cosmétiques, lotions et autres produits semblables, sous le nom de « Colette produits de beauté inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 237, boulevard des Laurentides, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2557-69

**La Compagnie Devcon Itée  
Devcon Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1969, constituant en corporation: Jean-Paul Houle, 3, Elisabeth, Lucerne, Roland Lanthier, 1, Bassano, Ottawa, province d'Ontario, tous deux docteurs, et Ronald Bélec, avocat, 54, Thérien, Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « La Compagnie Devcon Itée — Devcon Company Ltd. », avec un capital divisé en 1,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale et en 160,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lucerne, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2461-69

**Construction Albert inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1969, constituant en corporation: J.-Claude Gagnon, 50, boulevard Arthur Buies, Paul-Émile Gagnon, 81, rue St-Jean, tous deux avocats, et Claudette Lauzier, secrétaire, fille majeure, 314, du Rosaire, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Construction Albert inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de la valeur nominale de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de la valeur nominale de \$100 chacune.

**Colette produits de beauté inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Deslauriers, businessman, Colette Deslauriers, housewife, wife of said Gérard Deslauriers, and Florence Deslauriers housewife, wife of Henne Deslauriers, all three of 68, 18th Street, Laval, for the following purposes:

To deal in soap and its products, perfumes, cosmetics, lotions and other similar products, under the name of "Colette produits de beauté inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 237 Laurentian Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2557-69

**La Compagnie Devcon Itée  
Devcon Company Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Houle, 3 Elisabeth, Lucerne, Roland Lanthier, 1 Bassano, Ottawa, Province of Ontario, both doctors, and Ronald Bélec, advocate, 54 Thérien, Hull, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and constructors and to deal in all kinds of material, under the name of "La Compagnie Devcon Itée — Devcon Company Ltd.", with a capital stock divided into 1,000,000 common shares without nominal value and into 160,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Lucerne, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2461-69

**Construction Albert inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1969, have been issued the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Claude Gagnon, 50 Arthur Buies Boulevard, Paul-Émile Gagnon, 81 St. John Street, both advocates, and Claudette Lauzier, secretary, spinster of the full age of majority, 314 du Rosaire, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and constructors and to deal in all kinds of material, under the name of "Construction Albert inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 784-69

#### Construction Seigneurie des Saules inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1969, constituant en corporation: Liliane Azar, secrétaire, fille majeure, Blanche Azar, réceptionniste, fille majeure, toutes deux de 3594, Rosemont, Montréal, et Mathias Kozina, avocat, 150, Ashton, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Construction Seigneurie des Saules inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2347-69

#### Créations Jacques Perreault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1969, constituant en corporation: Jacques Perreault, commerçant, 5261, De Lamotte, Guy Saint-Aubin, 2185, Nicolas-Perrôt, et Normand Duval, 50, Place Crémazie, suite 606, ces deux derniers avocats, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Créations Jacques Perreault inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2485, de Salaberry, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2323-69

#### Roger Cyr & fils limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1969, constituant en corporation: Roger Cyr, entrepreneur, Thérèse Roy, ménagère, épouse dudit Roger Cyr, et Robert Cyr, peintre, tous trois de 157, rue Perrault, Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Roger Cyr & fils limitée », avec un capital divisé en 500 actions ordinaires sans valeur nominale.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 784-69

#### Construction Seigneurie des Saules inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Liliane Azar, secretary, spinster of the full age of majority, Blanche Azar, receptionist, spinster of the full age of majority, both of 3594 Rosemont, Montreal, and Mathias Kozina, advocate, 150 Ashton, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Construction Seigneurie des Saules inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2347-69

#### Créations Jacques Perreault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jacques Perreault, trader, 5261 De Lamotte, Guy Saint-Aubin, 2185 Nicolas-Perrôt, and Normand Duval, 50 Place Crémazie, Suite 606, the latter two advocates, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of shoes, leather articles and their accessories, under the name of "Créations Jacques Perreault inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2485 de Salaberry, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2323-69

#### Roger Cyr & fils limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Cyr, contractor, Thérèse Roy, housewife, wife of the said Roger Cyr, and Robert Cyr, painter, all three of 157 Perrault St., Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Roger Cyr & fils limitée", with a capital stock divided into 500 common shares of no nominal value.

Le siège social de la compagnie est à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 901-69

The head office of the company is at Repentigny, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 901-69

**Les Distributions Trois C inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1969, constituant en corporation: Raymond Mercier, notaire, 2942, de Vincennes, Sainte-Foy, Antonio Dupuis, 820, des Jésuites, Québec, et Maurice-A. Carrier, 2101, Boisjoli, Sillery, ces deux derniers comptables, pour les objets suivants:

Fabriquer, exporter, importer et faire le commerce de jouets, nouveautés, ameublements, quincaillerie, du bois et de toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « Les Distributions Trois C inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7251, rue des Pécans, Orsainville, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2437-69

**Les Distributions Trois C inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Mercier, notary, 2942 de Vincennes, St. Foy, Antonio Dupuis, 820 des Jésuites, Québec, and Maurice-A. Carrier, 2101 Boisjoli, Sillery, the latter two accountants, for the following purposes:

To manufacture, export, import and deal in toys, novelties, furniture, hardware, wood and all other specialties related thereto, under the name of "Les Distributions Trois C inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 7251 des Pécans Street, Orsainville, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2437-69

**Le Domaine Philippe inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Néron, trésorier, 89, Ste-Angèle, Guy Simard, ingénieur, 856, St-Jean, et Fernand Bilodeau, photographe, 693, St-Joseph, tous trois de Roberval, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des propriétaires de chalets, sous le nom de « Le Domaine Philippe inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation est 89, avenue Ste-Angèle, Roberval, district judiciaire de Roberval.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2471-69

**Le Domaine Philippe inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Paul Néron, treasurer, 89 Ste-Angèle, Guy Simard, engineer, 856 St-Jean, and Fernand Bilodeau, photographer, 693 St-Joseph, all three of Roberval for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of cottage owners, under the name of "Le Domaine Philippe inc."

The amount to which the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$5,000.

The head office of the corporation is at 89 Ste-Angèle Avenue, Roberval, judicial district of Roberval.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2471-69

**Ecos Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1969, constituant en corporation: Gerald McCarthy, avocat, 3495, Mountain, Valérie Jean Higgins, Céline Trudeau, et Pearl Tippett, ces trois dernières secrétaires, célibataires, de 4, place Ville Marie, bureau 514, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de consultation en matières de recherche, mise en valeur, technique et gestion, sous le nom de « Ecos Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

**Ecos Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald McCarthy, advocate, 3495 Mountain, Valerie Jean Higgins, Céline Trudeau, and Pearl Tippett, the latter three secretaries, spinsters, of 4 Place Ville Marie, suite 514, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of research and development, and technical and management consulting, under the name of "Ecos Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est 1170, carré du Beaver Hall, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110

2314-69

#### Les Éditions Médicales inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4<sup>e</sup> jour de juin 1969, constituant en corporation: Jean-Paul Ostiguy, 450, Sherbrooke est, Gilles Ouellette, 4850, Côte des Neiges, app. 605, tous deux de Montréal, Pierre Fleury, 8260, De la Seine, Anjou, Yvon Scheffer, 303, Édouard, Laval, tous quatre médecins, et Louis Choinière, administrateur, 37, Dupré, Beloeil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs et relieurs, sous le nom de « Les Éditions Médicales inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$25 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 450, rue Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o

2624-69

#### Les Entreprises Laury inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Paul-A. McEvoy, marchand, Isabelle Charland, ménagère, épouse dudit Paul-A. McEvoy, tous deux de 157, André Chénier, et Georges Miller, traiteur, 161, Vanier, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Les Entreprises Laury inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 157, rue André Chénier, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o

2200-69

#### Les Entreprises Lecabrie Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: D'Arcy Carrière, maître électricien, Buckingham, Luc Lefebvre, comptable, et Arthur Brière, maître électricien, ces deux derniers de Pointe-Gatineau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Entreprises Lecabrie Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

The head office of the company is at 1170 Beaver Hall Square, Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110-o

2314-69

#### Les Éditions Médicales inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean-Paul Ostiguy, 450 Sherbrooke East, Gilles Ouellette, 4850 Côte des Neiges, Apt. 605, both of Montreal, Pierre Fleury, 8260 De la Seine, Anjou, Yvon Scheffer, 303 Édouard, Laval, all four doctors, and Louis Choinière, administrator, 37 Dupré, Beloeil, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers and bookbinders, under the name of "Les Éditions Médicales inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$25 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 450 Sherbrooke Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110

2624-69

#### Les Entreprises Laury inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-A. McEvoy, merchant, Isabelle Charland, housewife, wife of the said Paul-A. McEvoy, both of 157 André Chénier, and Georges Miller, caterer, 161 Vanier, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Les Entreprises Laury inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 157 André Chénier St., Laval, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110

2200-69

#### Les Entreprises Lecabrie Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: D'Arcy Carrière, master electrician, Buckingham, Luc Lefebvre, accountant, and Arthur Brière, master electrician, the latter two of Pointe-Gatineau, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises Lecabrie Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-Gatineau, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 1918-69

**Ferme Normand Crête inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1969, constituant en corporation: Normand Crête, cultivateur, Madeleine Taillefer, institutrice, épouse dudit Normand Crête, tous deux de Dundee, Lucien Crête, camionneur, Ormstown, et Maurice Crête, employé de textile, Huntingdon, pour les objets suivants:

Exploiter une ou des fermes, sous le nom de « Ferme Normand Crête inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dundee, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2212-69

**Fielding Construction Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1969, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, 6612, chemin Nice, Côte Saint-Luc, Anne Belfer, secrétaire, fille majeure, 4878, La Peltrie, Montréal, Morris Shuter, gérant de bureau, 201, Harland, Hampstead, et Marjorie B. Massey, secrétaire d'administration, épouse d'Arthur Berkeley, 490, boulevard Galland, app. 2, Dorval, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de « Fielding Construction Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110 2133-69

**Firstbrook & Cassie (Qué.) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1969, constituant en corporation: John E. Lawrence, 61, avenue Chesterfield, Tass Grivakes, 500, avenue Roslyn, André Gervais, 427, avenue Mt. Stephen, tous trois de Westmount, Peter Gundy, 4732, avenue Victoria, et David M. Doubilet, 5435, avenue Westmore, ces deux derniers de Montréal, tous les cinq avocats, pour les objets suivants:

Exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce d'agents, courtiers et gérants d'assurances, sous le nom de « Firstbrook & Cassie (Qué.) Ltd. », avec un capital-actions divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

The head office of the company is at Pointe-Gatineau, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 1918-69

**Ferme Normand Crête inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1969, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Normand Crête, farmer, Madeleine Taillefer, teacher, wife of the said Normand Crête, both of Dundee, Lucien Crête, trucker, Ormstown, and Maurice Crête, textile employee, Huntingdon, for the following purposes:

To operate one or more farms, under the name of "Ferme Normand Crête inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Dundee, judicial district of Beauharnois.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2212-69

**Fielding Construction Corp.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Brownstein, advocate, 6612 Nice Road, Côte Saint-Luc, Anne Belfer, secretary, fille majeure, 4878 La Peltrie, Montréal, Morris Shuter, office manager, 201 Harland, Hampstead, and Marjorie B. Massey, executive secretary, wife of Arthur Berkeley, 490 Galland Boulevard, apt. 2, Dorval, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Fielding Construction Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110-o 2133-69

**Firstbrook & Cassie (Qué.) Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John E. Lawrence, 61 Chesterfield Avenue, Tass Grivakes, 500 Roslyn Avenue, André Gervais, 427 Mt. Stephen Avenue, all three of Westmount, Peter Gundy, 4732 Victoria Avenue, and David M. Doubilet, 5435 Westmore Avenue, the latter two of Montreal, all five advocates, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of insurance agents, brokers and managers, under the name of "Firstbrook & Cassie (Qué.) Ltd.", with a capital stock divided into 5,000 common shares without par value.

Le siège social de la compagnie est à place du Canada, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110

2044-69

**Flowers Canada, Québec Region, Inc.  
Fleurs Canada, Région du Québec, inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Rita Perron, épouse de Léandre Fradette, 219, rue Notre-Dame, Thetford Mines, Samuel Wigdor, 1245, Mont-Royal, Outremont, Jacques Dion, 7995, place Turgeon, Charlesbourg, Jules Bouré, 1627, Garnier, Québec, Imelda Gilbert, épouse d'Aimé Giguère, 510, 1ère avenue, Saint-Georges, Issie Berish, 5717, Parkhaven, Côte Saint-Luc, Guy Gilbert, 16 est, Racine, Chicoutimi, William Porfesz, 1107, Mill Hill, Montréal, tous les huit fleuristes, Albert Luck, 460 nord, Ballantyne, Montréal-Ouest, Peter Owen, boîte 806, Carrie Hill, Waterloo, Fred Alldis, 740, 46e avenue, Lachine, George Archer, 1237, chemin de l'Église, Sainte-Foy, et Charles Gratton, 924, St-Aubin, Saint-Laurent, ces cinq derniers cultivateurs de fleurs, pour les objets suivants:

Stimuler et encourager la récolte, la distribution et la vente des fleurs, arbustes, fougères et plantes de toutes sortes, sous le nom de « Flowers Canada, Québec Region, Inc. — Fleurs Canada, Région du Québec, inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut détenir ou posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110

4663-68

**La Fondation de la Fraternité  
Internationale des Ouvriers  
en électricité — Local 568**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Michel Décary, avocat, 6, Place Décary, Dorval, Henri Gagnon, représentant syndical, 3405, Ste-Catherine est, Montréal, et Guy Perreault, agent d'affaires, 2665, Auvergne, Laval, pour les objets suivants:

Recevoir et maintenir un fonds ou des fonds et les appliquer à des fins d'éducation syndicale, sous le nom de « La Fondation de la Fraternité Internationale des Ouvriers en électricité, Local 568 ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o

1043-69

The head office of the company is at Place du Canada, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110-o

2044-69

**Flowers Canada, Québec Region, Inc.  
Fleurs Canada, Région du Québec, inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Rita Perron, wife of Léandre Fradette, 219 Notre-Dame Street, Thetford Mines, Samuel Wigdor, 1245 Mt. Royal, Outremont, Jacques Dion, 7995 Place Turgeon, Charlesbourg, Jules Bouré, 1627 Garnier, Québec, Imelda Gilbert, wife of Aimé Giguère, 510, 1st Avenue, Saint-Georges, Issie Berish, 5717 Parkhaven, Côte Saint-Luc, Guy Gilbert, 16 Racine East, Chicoutimi, William Porfesz, 1107 Mill Hill, Montreal, all eight florists, Albert Luck, 460 Ballantyne North, Montreal West, Peter Owen, Box 806, Carrie Hill, Waterloo, Fred Alldis, 740, 46th Avenue, Lachine, George Archer, 1237 Church Road, Sainte-Foy, and Charles Gratton, 924 St. Aubin, Saint-Laurent, the latter five flower growers, for the following purposes:

To promote and encourage the growing, distribution and sale of flowers, shrubs, ferns and plants of all kinds, under the name of "Flowers Canada, Québec Region, Inc. — Fleurs Canada, Région du Québec, inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or own, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110-o

4663-68

**La Fondation de la Fraternité  
Internationale des Ouvriers  
en électricité — Local 568**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Michel Décary, advocate, 6 Décary Place, Dorval, Henri Gagnon, Union representative, 3405 St. Catherine East, Montreal, and Guy Perreault, business agent, 2665 Auvergne, Laval, for the following purposes:

To receive and maintain a fund or funds and to apply them to union education, under the name of "La Fondation de la Fraternité Internationale des Ouvriers en électricité, Local 568".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is \$1,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110

1043-69

**Fonds Richelieu inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1969, constituant en corporation: Maurice Paquin, 224, Rodin, Beloeil, Micheline Corbeil, fille majeure, 350, Willowdale, Outremont, Michel Gilbert, 200, Elgar, Verdun, Mario-R. Girard, 3455, Côte des Neiges, et Claude Camirand, 2200, des Carrières, ces deux derniers de Montréal, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding) et de placement, sous le nom de « Fonds Richelieu inc. », avec un capital total de \$700,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 6,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 1850-69

**Forte Developments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1969, constituant en corporation: Daniel S. Miller, avocat, 5714, avenue Edgemore, Côte Saint-Luc, Maureen Montgomery, 30, place Côte Vertu, Saint-Laurent, et Eleanor Johnson, 5327A, Prince de Galles, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « Forte Developments Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110 2243-69

**Glandol Industries Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1969, constituant en corporation: Harry Glanz, 839, Connaught, Laval, Robert Dalfen, 4350, chemin Côte des Neiges, app. 517, Murray Dalfen, 4882, Fulton, et Jacob Glanz, ces trois derniers de Montréal, tous quatre administrateurs, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes de tissus et produits d'iceux, en faire le commerce, sous le nom de « Glandol Industries Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110 1475-69

**Fonds Richelieu inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Paquin, 224 Rodin, Beloeil, Micheline Corbeil, spinster of the full age of majority, 350 Willowdale, Outremont, Michel Gilbert, 200 Elgar, Verdun, Mario-R. Girard, 3455 Côte des Neiges, and Claude Camirand, 2200 des Carrières, the two latter of Montreal, all five advocates, for the following purposes:

To carry on business as a holding and investment company, under the name of "Fonds Richelieu inc.", with a total capital stock of \$700,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 6,900 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 1850-69

**Forte Developments Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel S. Miller, advocate, 5714 Edgemore Avenue, Côte Saint-Luc, Maureen Montgomery, 30 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, and Eleanor Johnson, 5327A Prince of Wales, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Forte Developments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110-o 2243-69

**Glandol Industries Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harry Glanz, 839 Connaught, Laval, Robert Dalfen, 4350 Côte des Neiges Road, apt. 517, Murray Dalfen, 4882 Fulton, and Jacob Glanz, the latter three of Montreal, all four executives, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with all kinds of fabrics or fabric products, under the name of "Glandol Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110-o 1475-69

**Hains & fils Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1969, constituant en corporation: Gilles Hains, commerçant, 5, Des Forges, Drummondville, Gaston Fontaine, 1907, Cardin, Tracy, et Charles Gagnon, 26, Guévremont, Sorel, ces deux derniers comptables, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Hains & fils Itée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,200 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 388 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 1991-69

**Hamelin & Associés, Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1969, constituant en corporation: Ivan Hamelin, 550, du Collège, J.-Édouard Hamelin, 840, Montcalm, tous deux courtiers d'assurances, de Berthierville, et Réal-D. Champagne, assureur-vie, 23, St-Gabriel, Saint-Gabriel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Hamelin & Associés, Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 550, du Collège, Berthierville, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2385-69

**Hôtel Prince Itée  
Prince Hotel Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1969, constituant en corporation: Joseph Abud, employé d'hôtel, 161, Abitibi, James Abud, restaurateur, tous deux de Malartic, et Yvon Lafontaine, comptable agréé, 838, 3e avenue, Val d'Or, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel-Prince Itée — Prince Hotel Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2554-69

**Félix Huard inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

**Hains & fils Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Gilles Hains, trader, 5 Des Forges, Drummondville, Gaston Fontaine, 1907 Cardin, Tracy, and Charles Gagnon, 26 Guévremont, Sorel, the latter two accountants, for the following purposes:

The lumber industry and trade, under the name of "Hains & fils Itée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, 1,200 class "A" preferred shares of \$1 each and 388 class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 1991-69

**Hamelin & Associés, Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ivan Hamelin, 550 du Collège, J.-Édouard Hamelin, 840 Montcalm, both insurance brokers, of Berthierville, and Réal-D. Champagne, life insurer, 23 St-Gabriel, Saint-Gabriel, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Hamelin & Associés, Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 550 du Collège, Berthierville, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2385-69

**Hôtel Prince Itée  
Prince Hotel Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Joseph Abud, hotel employee, 161 Abitibi, James Abud, restaurant keeper, both of Malartic, and Yvon Lafontaine, chartered accountant, 838, 3rd Avenue, Val d'Or, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel Prince Itée — Prince Hotel Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Malartic, judicial district of Abitibi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2554-69

**Félix Huard inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1969, constituant en corporation: Félix Huard, entrepreneur forestier, Pauline Fortier, ménagère, épouse dudit Félix Huard, tous deux de Saint-Émile-d'Auclair, et Léandre Michaud, comptable agréé, Cabano, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Félix Huard inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Auclair, district judiciaire de Kamouraska.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
30110-o 2463-69

**Immeubles Marie-Jean limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1969, constituant en corporation: Gaétan-M. Legault, avocat, Denyse Desrochers, ménagère, épouse dudit Gaétan-M. Legault, tous deux de 86, rue Brady, et Jacques Therrien, gérant, 121, rue Nicolet, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Immeubles Marie-Jean limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 84, rue Brady, Hull, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
30110-o 2455-69

**Les Immeubles Marieville inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1969, constituant en corporation: Micheline Tétreault, secrétaire, épouse de Normand Tétreault, 112, St-Joseph, Luc Gervais, et Guy Brochu, ces deux derniers avocats, de 491, Ste-Marie, tous trois de Marieville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Marieville inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 4,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
30110-o 2454-69

**Les Immeubles Petite Vallée Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1969, constituant en corporation: François de B. Gravel, 220, Grande-Allée est, Québec, Yvon Germain, 901, Myrand, et Michel Fréchette, 2470, des Quatre-Bourgeois, ces deux derniers de Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

22nd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Félix Huard, forestry contractor, Pauline Fortier, housewife, wife of the said Félix Huard, both of Saint-Émile-d'Auclair, and Léandre Michaud, chartered accountant, Cabano, for the following purposes:

The lumber industry and trade, under the name of "Félix Huard inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Auclair, judicial district of Kamouraska.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
30110 2463-69

**Immeubles Marie-Jean limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaétan-M. Legault, advocate, Denyse Desrochers, housewife, wife of said Gaétan-M. Legault, both of 86 Brady Street, and Jacques Therrien, manager, 121 Nicolet Street, all three of Hull, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Immeubles Marie-Jean limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 84 Brady Street, Hull, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
30110 2455-69

**Les Immeubles Marieville inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Micheline Tétreault, secretary, wife of Normand Tétreault, 112 St-Joseph, Luc Gervais, and Guy Brochu, the latter two advocates of 491 Ste-Marie, all three of Marieville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Marieville inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 4,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Marieville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
30110 2454-69

**Les Immeubles Petite Vallée Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François de B. Gravel, 220 Grande-Allée East, Québec, Yvon Germain, 901 Myrand, and Michel Fréchette, 2470 des Quatre-Bourgeois, the latter two of St. Foy, all three advocates, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Petite Vallée ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Nicolas, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2466-69

#### Immeubles Versant Nord inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1969, constituant en corporation: Rolland Couillard, 1216, des Gouverneurs, Sillery, Jean-Pierre Ruel, 1186, Colbert, et Claude Ruel, 1273, route de l'Église, ces deux derniers de Sainte-Foy, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Immeubles Versant Nord inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1198, Colbert, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2237-69

#### Les Immeubles Weedon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1969, constituant en corporation: Tancred Fortier, agent d'assurance, Camille Dumas, commerçant, Rhéo Dumas, épicière, tous trois de Weedon, Lauréat Richard, homme d'affaires, et Marc Dumas, notaire, 1108, Gravel, ces deux derniers de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Immeubles Weedon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 316, rue St-Janvier, Weedon, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2440-69

#### Les Importations Beaumont inc. Beaumont Imports Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1969, constituant en corporation: André Valiquette, 3340, Beauséjour, Guy-F. Gervais, 1195, Quenneville, tous deux de Saint-Laurent, Michel Blouin, 3328, avenue Troie, Montréal, et Daniel Kochenburger, 1545, boulevard Graham, Mont-Royal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Petite Vallée ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Nicolas, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2466-69

#### Immeubles Versant Nord inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rolland Couillard, 1216 des Gouverneurs, Sillery, Jean-Pierre Ruel, 1186 Colbert, and Claude Ruel, 1273 Church Road, the latter two of St. Foy, all three industrialists, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Immeubles Versant Nord inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1198 Colbert, St. Foy, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2237-69

#### Les Immeubles Weedon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Tancred Fortier, insurance agent, Camille Dumas, trader, Rhéo Dumas, grocer, all three of Weedon, Lauréat Richard, businessman, and Marc Dumas, notary, 1108 Gravel, the two latter of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Les Immeubles Weedon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 316 St-Janvier St., Weedon, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2440-69

#### Les Importations Beaumont inc. Beaumont Imports Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: André Valiquette, 3340 Beauséjour, Guy-F. Gervais, 1195 Quenneville, both of Saint-Laurent, Michel Blouin, 3328 Troie Avenue, Montreal, and Daniel Kochenburger, 1545 Graham Boulevard, Mount Royal, all four advocates, for the following purposes:

Importer, exporter et faire le commerce de marchandises sèches de toutes sortes, sous le nom de « Les Importations Beaumont inc.—Beaumont Imports Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 4,400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
30110-o 2526-69

**Les Investissements Confiance Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1969, constituant en corporation: René Grenier, courtier, 6009, Iberville, Guy Dubé, architecte, 10675, St-Firmin, et Yvon Proulx, homme d'affaires, 6185, Hudson, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Investissements Confiance Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
30110-o 2014-69

**J A R Investments Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1969, constituant en corporation: Marvin Riback, avocat et conseil en Loi de la reine, 5621, Palmer, Morlin A. Aster, avocat, 6525, chemin Côte Saint-Luc, tous deux de Côte Saint-Luc, et Muriel Fishman, secrétaire, fille majeure, 5185, Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « J A R Investments Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8606, rue Centrale, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
30110 2242-69

**J M K Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1969, constituant en corporation: James C. Walker, électronicien, Murray J. Flynn, lanceur d'affaires, et Keith E. Seale, secrétaire de corporation, tous trois de Morin Heights, pour les objets suivants:

Entretenir des terrains et immeubles, les mettre en valeur, sous le nom de « J M K Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

To import, export and deal in dry goods of all kinds, under the name of "Les Importations Beaumont inc.—Beaumont Imports Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 6,000 common shares of \$1 each and 4,400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
30110 2526-69

**Les Investissements Confiance Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Grenier, broker, 6009 Iberville, Guy Dubé, architect, 10675 St-Firmin, and Yvon Proulx, businessman, 6185 Hudson, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Investissements Confiance Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
30110 2014-69

**J A R Investments Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marvin Riback, advocate and Queen's Counsel, 5621 Palmer, Morlin A. Aster, advocate, 6525 Côte St. Luc Road, both of Côte Saint-Luc, and Muriel Fishman, secretary, fille majeure, 5185 Victoria, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "J A R Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 8606 Central Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
30110-o 2242-69

**J M K Enterprises Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: James C. Walker, electronicsian, Murray J. Flynn, business promoter, and Keith E. Seale, corporation secretary, all three of Morin Heights, for the following purposes:

To maintain and develop lands and buildings, under the name of "J M K Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Morin Heights, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110

2030-69

#### Jubal Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: C. J. Michael Flavell, 4643, rue Sherbrooke, Jacques Tétrault, 460, avenue Wood, tous deux de Westmount, et Richard W. Pound, 4530, Côte des Neiges, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, de placements et de gestion, sous le nom de « Jubal Development Inc. », avec un capital total de \$3,001,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 630 ouest, boulevard Dorchester, bureau 2260, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110

2575-69

#### Keto Abrasives Inc. Abrasisifs Keto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, et Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer des abrasifs de toutes descriptions et de toutes choses s'y rapportant, en faire le commerce, sous le nom de « Keto Abrasives Inc.—Abrasisifs Keto inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7800, Côte de Liesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110

2239-69

#### Charles Lacoursière inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Charles Lacoursière, commerçant, Jacqueline Tessier, ménagère, épouse dudit Charles Lacoursière, tous deux de avenue du Collège, Berthierville, et Blaise Lincourt, comptable, 34, Charlotte, Sorel, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Charles Lacoursière inc. », avec un capital total de \$70,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 650 actions privilégiées de \$100 chacune.

The head office of the company is at Morin Heights, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110-o

2030-69

#### Jubal Development Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: C. J. Michael Flavell, 4643 Sherbrooke Street, Jacques Tétrault, 460 Wood Avenue, both of Westmount, and Richard W. Pound, 4530 Côte des Neiges, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding, investment and management company, under the name of "Jubal Development Inc.", with a total capital stock of \$3,001,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at 630 Dorchester Boulevard West, Suite 2260, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110-o

2575-69

#### Keto Abrasives Inc. Abrasisifs Keto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, and Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in abrasives of every description and anything related thereto, under the name of "Keto Abrasives Inc.—Abrasisifs Keto inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 7800 Côte de Liesse, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110-o

2239-69

#### Charles Lacoursière inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Lacoursière, trader, Jacqueline Tessier, housewife, wife of the said Charles Lacoursière, both of Du Collège Avenue, Berthierville, and Blaise Lincourt, accountant, 34 Charlotte, Sorel, for the following purposes:

The lumber trade and industry, under the name of "Charles Lacoursière inc.", with a total capital stock of \$70,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 650 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est avenue du Collège, Berthierville, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

30110-o 2602-69

**Louis P. Lamoureux Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1969, constituant en corporation: Louis-Paul Lamoureux, marchand, Juliet Helen Lamoureux, ménagère, épouse dudit Louis-Paul Lamoureux, tous deux de 15, Rosewood, Welland, province d'Ontario, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, rue Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Louis P. Lamoureux Inc. », avec un capital-actions divisé en 1,900 actions catégorie « A » sans valeur au pair, 100 actions catégorie « B » sans valeur au pair et 9,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2940, Dessaulles, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

30110 2606-69

**Larocque & Guay inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1969, constituant en corporation: Maurice Guay, propriétaire de taxi, Constance Leduc, coiffeuse, épouse dudit Maurice Guay, tous deux de 5886, Bannantyne, et Gaétan Larocque, propriétaire de taxi, 684, Galt, tous trois de Verdun, pour les objets suivants:

Exploiter une station de taxis, sous le nom de « Larocque & Guay inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3140, rue Wellington, Verdun, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

30110-o 2749-69

**André Lecavalier Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1969, constituant en corporation: André Lecavalier, administrateur, Françoise Boileau, ménagère, épouse dudit André Lecavalier, tous deux de 630, Cherrier, et Gérard Théorêt, commis d'épicerie, 59, rue Roy, tous trois de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, pour les objets suivants:

Commerce de boulangerie, boucherie et des spécialités alimentaires, sous le nom de « André Lecavalier Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 950 actions privilégiées de \$100 chacune.

The head office of the company is at Du Collège Avenue, Berthierville, judicial district of Joliette.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

30110 2602-69

**Louis P. Lamoureux Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-Paul Lamoureux, merchant, Juliet Helen Lamoureux, housekeeper, wife of the said Louis-Paul Lamoureux, both of 15 Rosewood, Welland, Province of Ontario, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles Street, Sainte-Thérèse-Ouest, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Louis P. Lamoureux Inc.", with a capital stock divided into 1,900 class "A" shares without par value, 100 class "B" shares without par value and 9,800 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 2940 Dessaulles, Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

30110-o 2606-69

**Larocque & Guay inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Maurice Guay, taxi proprietor, Constance Leduc, hairdresser, wife of said Maurice Guay, both of 5886 Bannantyne, and Gaétan Larocque, taxi proprietor, 684 Galt, all three of Verdun, for the following purposes:

To operate a taxi stand, under the name of "Larocque & Guay inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 3140 Wellington Street, Verdun, judicial district of Montreal.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

30110 2749-69

**André Lecavalier Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: André Lecavalier, administrator, Françoise Boileau, housewife, wife of said André Lecavalier, both of 630 Cherrier, and Gérard Théorêt, grocery clerk, 59 Roy Street, all three of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, for the following purposes:

To deal in the bakery, butchery and food specialty business, under the name of "André Lecavalier Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 950 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 630, rue Cherrier, Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30110-o 2313-69

#### Lloyd Garage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Lloyd Shaughnessy, vendeur, Elsy Dawson, ménagère, épouse dudit Lloyd Shaughnessy, tous deux de Sawyerville et Gisèle Richard, ménagère, épouse de Raynald Richard, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter des garages et faire le commerce d'automobiles, moteurs, véhicules et de toutes leurs pièces et accessoires, sous le nom de « Lloyd Garage Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sawyer-ville, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30110 2159-69

#### Les Loisirs des Adultes d'Alma inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3<sup>e</sup> jour de juin 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Eudore-Maurice Girard, rentier, Gertrude Bluteau, ménagère, épouse dudit Eudore-Maurice Girard, et Alain Girard, dessinateur, tous trois de 400, boulevard Francoeur, Alma, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les Loisirs des Adultes d'Alma inc. ».

La corporation n'entend pas posséder ni acquérir de biens immobiliers pour le moment.

Le siège social de la corporation est 400, boulevard Francoeur, Alma, district judiciaire de Roberval.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30110-o 2291-69

#### Lugo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: J-René Paiement, avocat, 112, 9<sup>e</sup> rue, Roxboro, Cécile Contant, secrétaire, fille majeure, 5060, Pie IX, Fernande Paquin, secrétaire, épouse de Paul Paquin, 10770, boulevard d'Auteuil, toutes deux de Montréal, et Lucille Blais, secrétaire, épouse de Claude Blais, 24, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce de compresseurs, chambres à peintures, équipements à air, ainsi que de toutes sortes de moteurs, machines, engins, véhicules, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Lugo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur

The head office of the company is at 630 Cherrier Street, Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2313-69

#### Lloyd Garage Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lloyd Shaughnessy, dealer, Elsy Dawson, housewife, wife of the said Lloyd Shaughnessy, both of Sawyerville, and Gisèle Richard, housewife, wife of Raynald Richard, Sherbrooke, for the following purposes:

To operate garages and to deal in cars, motors, vehicles and all their parts and accessories, under the name of "Lloyd Garage Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Sawyer-ville, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110-o 2159-69

#### Les Loisirs des Adultes d'Alma inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Eudore-Maurice Girard, annuitant, Gertrude Bluteau, housewife, wife of the said Eudore-Maurice Girard, and Alain Girard, draughtsman, all three of 400 Francoeur Boulevard, Alma, for the following purposes:

To organize recreational activities, under the name of "Les Loisirs des Adultes d'Alma inc."

The corporation does not intend to acquire or own any immovables for the time being.

The head office of the corporation is at 400 Francoeur Boulevard, Alma, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2291-69

#### Lugo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J-René Paiement, advocate, 112, 9th St., Roxboro, Cécile Contant, secretary, spinster of the full age of majority, 5060 Pie IX, Fernande Paquin, secretary, wife of Paul Paquin, 10770 d'Auteuil Blvd., both of Montreal, and Lucille Blais, secretary, wife of Claude Blais, 24 Gilles, Sainte-Thérèse-West, for the following purposes:

To deal in compressors, paint chambers, air equipment, as well as in all kinds of motors, machines, engines, vehicles, their parts and accessories, under the name of "Lugo inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$1

nominale de \$1 chacune, 14,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune, 20,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « C » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 90, 11e rue, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2452-69

**Lydrak inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1969, constituant en corporation: Lionel Pépin rembourreur, Monique Fortier, ménagère, épouse dudit Lionel Pépin, tous deux de 27, Garneau, Arthabaska, Jean-Marc Pépin, agent d'affaires, et Louiselle Crochetière, ménagère, épouse dudit Jean-Marc Pépin, ces deux derniers de 63, Ste-Victoire, Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Lydrak inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2042-69

**Magasin de Terrebonne inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1969, constituant en corporation: Gloria Elias, Gladys Elias et Laurice Elias, toutes trois commerçantes, filles majeures, de 842, Ouimet, Terrebonne, pour les objets suivants:

Exploiter des ateliers et magasins, sous le nom de « Magasin de Terrebonne inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2585-69

**Maisons & Chalets Plaisance inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1969, constituant en corporation: Fernand Morissette, commerçant, 1576, du Parc, L'Ancienne-Lorette, Michel Camirand, homme d'affaires, 806, Madeleine de Verchères, Québec, et Micheline Brousseau, ménagère, épouse d'André Thibault, 215, Ste-Elizabeth, Duberger, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de maisons, chalets pré-fabriqués, maisons mobiles, roulottes et tentes roulottes, sous le nom de « Maisons & Chalets Plaisance inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

each, 14,000 preferred class "A" shares of a nominal value of \$1 each, 20,000 preferred class "B" shares of a nominal value of \$1 each and 1,000 preferred class "C" shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 90, 11th St., Laval, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2452-69

**Lydrak inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Lionel Pépin, upholsterer, Monique Fortier, housewife, wife of said Lionel Pépin, both of 27 Garneau, Arthabaska, Jean-Marc Pépin, business agent, and Louiselle Crochetière, housewife, wife of said Jean-Marc Pépin, the latter two of 63 Ste-Victoire, Victoriaville, for the following purposes:

To deal in merchandise of all kinds, under the name of "Lydrak inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2042-69

**Magasin de Terrebonne inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gloria Elias, Gladys Elias and Laurice Elias, all three traders, spinsters of the full age of majority, 842 Ouimet, Terrebonne, for the following purposes:

To operate workshops and stores, under the name of "Magasin de Terrebonne inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 600 common shares of \$10 each and 3,400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2585-69

**Maisons & Chalets Plaisance inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Morissette, trader, 1576 du Parc, L'Ancienne-Lorette, Michel Camirand, businessman, 806 Madeleine de Verchères, Québec, and Micheline Brousseau, housewife, wife of André Thibault, 215 Ste-Elizabeth, Duberger, for the following purposes:

To manufacture and deal in houses, prefabricated cottages, mobile homes, trailers and tent trailers, under the name of "Maisons & Chalets Plaisance inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 1719, route 2, L'Ancienne-Lorette, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2610-69

#### Le Marché Carleton Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Claire Ferland, 572, rue Kirouac, Gaétane Dupéré, 215, 26<sup>e</sup> rue, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Jean-Paul Bédard, comptable, 714, rue St-Joseph est, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchand général, sous le nom de « Le Marché Carleton Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Carleton, district judiciaire de Bonaventure.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2639-69

#### Marché St-Germain (Montréal) inc. St. Germain Market (Montreal) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1<sup>er</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Leon Crudo, 4932, avenue Kent, Peter Ginsberg, 2205, rue Capitaine Bernier, tous deux épiciers, et Jacques Croudo, administrateur, 5326, place Newmen, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre des marchandises, articles et effets de toutes sortes et descriptions connexes au commerce des épicerie, sous le nom de « Marché St-Germain (Montréal) inc.—St. Germain Market (Montreal) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3289 est, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110 2137-69

#### Marjer Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Irving Shapiro, 4957, avenue Isabella, Montréal, Michael D. Worsoff, 7925, Kingsley, #1202, et Louis Schiff, 5747, avenue Blossom, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Marjer Holdings Ltd. », avec un capital total de \$125,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 48,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 cha-

The head office of the company is at 1719 Route 2, L'Ancienne-Lorette, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2610-69

#### Le Marché Carleton Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claire Ferland, 572 Kirouac St., Gaétane Dupéré, 215, 26th St., both secretaries, spinsters of the full age of majority, and Jean-Paul Bédard, accountant, 714 St. Joseph St. East, all three of Québec, for the following purposes:

To carry on business as general merchants, under the name of "Le Marché Carleton Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Carleton, judicial district of Bonaventure.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2639-69

#### Marché St-Germain (Montréal) inc. St. Germain Market (Montreal) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Leon Crudo, 4932 Kent Avenue, Peter Ginsberg, 2205 Capitaine Bernier Street, both grocers, and Jacques Croudo, administrator, 5326 Newmen Place, all three of Montreal, for the following purposes:

To import, export, buy, sell and deal in goods, wares and merchandise of all kinds or descriptions connected with groceries, under the name of "Marché St-Germain (Montréal) inc.—St. Germain Market (Montreal) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3289 Ontario Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110-o 2137-69

#### Marjer Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving Shapiro, 4957 Isabella Avenue, Montreal, Michael D. Worsoff, 7925 Kingsley, #1202, and Louis Schiff, 5747 Blossom Avenue, the latter two of Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Marjer Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$125,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$1 each, 48,000 class "A" preferred shares of a par value of \$1 each and

cune et 75,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110 2188-69

**Meubles Yu-Go inc.  
Yu-Go Furniture Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1969, constituant en corporation: François Deschamps, gérant des ventes, 61, rue Gaudreault, Repentigny, Jacques Vertefeuille, 133, St-Laurent, Maskinongé, et André Deveault, 710, rue Thisdel, Louiseville, ces deux derniers gérants, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Meubles Yu-Go inc.—Yu-Go Furniture Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Maskinongé, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2424-69

**Mike's Delicatessen and Supermarket Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1969, constituant en corporation: Michal Derus, marchand, 7084, Querbes, Jean-Guy Bernier, comptable, 145A, St-Philippe, tous deux de Montréal, et Madeleine Home, secrétaire, célibataire, 206-A, boulevard Marie-Victorin, Longueuil, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre, et en général, faire des affaires dans toutes ventes d'articles et marchandises qui sont généralement l'objet d'un commerce d'épicerie, de « delicatessen » et de supermarché, sous le nom de « Mike's Delicatessen and Supermarket Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4631, rue Wellington, Verdun, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110 2620-69

**Mobilecom inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1969, constituant en corporation: Giovanni Discenza, 2935, Provost, Lachine, Jacques Dubé, 6295, Boyer, tous deux techniciens, et Pasquale Pettinicchio, commerçant, 9727, Vianney, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

75,000 class "B" preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110-o 2188-69

**Meubles Yu-Go inc.  
Yu-Go Furniture Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Deschamps, sales manager, 61 Gaudreault St., Repentigny, Jacques Vertefeuille, 133 St-Laurent, Maskinongé, and André Deveault, 710 Thisdel St., Louiseville, the latter two managers, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Meubles Yu-Go inc.—Yu-Go Furniture Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Maskinongé, judicial district of Trois-Rivières.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2424-69

**Mike's Delicatessen and Supermarket Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michal Derus, merchant, 7084 Querbes, Jean-Guy Bernier, accountant, 145A St. Philippe, both of Montreal, and Madeleine Home, secretary, spinster, 206-A Marie Victorin Boulevard, Longueuil, for the following purposes:

To import, export, buy, sell and generally do business in all sales of articles and merchandise which generally are the object of a grocery, delicatessen and supermarket commerce, under the name of "Mike's Delicatessen and Supermarket Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of the par value of \$100 each and 250 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at 4631 Wellington Street, Verdun, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110-o 2620-69

**Mobilecom inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Giovanni Discenza, 2935 Provost, Lachine, Jacques Dubé, 6295 Boyer, both technicians, and Pasquale Pettinicchio, trader, 9727 Vianney, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce, l'entretien et la réparation des appareils de radio, de télévision, accessoires électriques, instruments de musique, leurs parties et accessoires, et autres marchandises semblables, sous le nom de « Mobilcom inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6851A, Clark, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2580-69

#### Moderni Tissage de cheveux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Eugène Leclerc, entrepreneur, 1275, Masson, Les Saules, Mabel Beaudoin, ménagère, veuve de Réal Létourneau, 1395, De Montmorency, app. 2, et Réal Forest avocat, 853, St-Jean, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du tissage de cheveux, sous le nom de « Moderni Tissage de cheveux inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 205, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2490-69

#### Morency & Richard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Jean-Paul Morency, 3555, Hardy, Giffard, Louis-Gilles Richard, 276, Place Neuviale, Duberger, tous deux assureurs-vie, et Georges Taschereau, notaire, 1055, Mont St-Denis, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Morency & Richard inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1170, chemin St-Louis, Sillery, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2302-69

#### Motel Bon Air Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Elise MacKell, hôtelière, fille majeure, Viateur Deschênes, hôtelier, tous deux de Sainte-Anne-de-la-Pointe-au-Père, Yvonne MacKell, ménagère, épouse de Léonard Dionne, Mont-Joli, et Louis Deschênes, cultivateur, Sainte-Flavie, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Motel

To deal in, maintain and repair radios, televisions, electrical accessories, musical instruments, their parts and accessories, and other similar merchandise, under the name of "Mobilcom inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 6851A Clark, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2580-69

#### Moderni Tissage de cheveux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Eugène Leclerc, contractor, 1275 Masson, Les Saules, Mabel Beaudoin, housewife, widow of Réal Létourneau, 1395 De Montmorency, Apt. 2, and Réal Forest, advocate, 853 Saint John, the latter two of Québec, for the following purposes:

To carry on business in the hair weaving trade, under the name of "Moderni Tissage de cheveux inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 205 Saint John Street, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2490-69

#### Morency & Richard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Morency, 3555 Hardy, Giffard, Louis-Gilles Richard, 276 Neuviale Place, Duberger, both life-insurers, and Georges Taschereau, notary, 1055 Mont-Saint-Denis, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Morency & Richard inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1170 Saint-Louis Road, Sillery, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2302-69

#### Motel Bon Air Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Elise MacKell, innkeeper, spinster of the full age of majority, Viateur Deschênes, innkeeper, both of Sainte-Anne-de-la-Pointe-au-Père, Yvonne MacKell, housewife, wife of Léonard Dionne, Mont-Joli, and Louis Deschênes, farmer, Sainte-Flavie, for the following purposes:

To operate one or several hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of

Bon Air ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Anne-de-la-Pointe-au-Père, district judiciaire de Rimouski

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

30110-o 2474-69

**Paul Nadon inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1969, constituant en corporation: Paul Nadon, gérant, Darquise Nadon, ménagère, épouse dudit Paul Nadon, tous deux de route rurale numéro 1, et Mary Nadon, ménagère, veuve de Lucien Nadon, tous trois de Buckingham, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, motels et restaurants, sous le nom de « Paul Nadon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Buckingham, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

30110-o 2592-69

**P.A.C. inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1969, constituant en corporation: Guy Dion, ingénieur, Claire Painchaud, ménagère, épouse dudit Guy Dion, tous deux de 2773, Mont-Royal, et André Thivierge, ingénieur, 845, De-Mons, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Offrir et rendre des services de consultants, programmeurs et coordonnateurs de projets et de travaux de construction, sous le nom de « P.A.C. inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

30110-o 2541-69

**La Piscine Idéale inc.  
 Ideal Swimming Pool Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1969, constituant en corporation: Richard Côté, 278, Bouchard, René Arbour, 394, St-Hubert, tous deux commerçants, et Raymond Marchand, contremaître, 680, Cabana, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Faire le commerce et l'installation de toutes sortes de piscines, ainsi que toutes les pièces et accessoires s'y rattachant, sous le nom de « La Piscine Idéale inc. — Ideal Swimming Pool Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$10 chacune et en 340 actions privilégiées de \$100 chacune.

“Motel Bon Air ltée”, with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sainte-Anne-de-la-Pointe-au-Père, judicial district of Rimouski.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
 Companies and Cooperatives.*

30110 2474-69

**Paul Nadon inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Paul Nadon, manager, Darquise Nadon, housewife, wife of the said Paul Nadon, both of Rural Route Number 1, and Mary Nadon, housewife, widow of Lucien Nadon, all three of Buckingham, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, motels and restaurants, under the name of “Paul Nadon inc.”, with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Buckingham, judicial district of Hull.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
 Companies and Cooperatives.*

30110 2592-69

**P.A.C. inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Dion, engineer, Claire Painchaud, housewife, wife of said Guy Dion, both of 2773 Mount Royal, and André Thivierge, engineer, 845 De-Mons, all three of St. Foy, for the following purposes:

To offer and render consultant, project programmer and co-ordinator and construction work services, under the name of “P.A.C. inc.”, with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
 Companies and Cooperatives.*

30110 2541-69

**La Piscine Idéale inc.  
 Ideal Swimming Pool Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Rochard Côté, 278 Bouchard, René Arbour, 394 Saint-Hubert, both traders, and Raymond Marchand, foreman, 680 Cabana, all three of Granby, for the following purposes:

To deal in and to install all kinds of swimming pools, as well as all parts and accessories connected thereto, under the name of “La Piscine Idéale inc. — Ideal Swimming Pool Inc.”, with a total capital stock of \$40,000, divided into 600 common shares of \$10 each and 340 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 278, rue Bouchard, Granby, district judiciaire de Bedford.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2614-69

#### Les Placements B.D.L.F. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Serge Hamel, technicien, 7398, St-Denis, Lise Fleury, secrétaire, épouse de Réjean Quirion, 8045, Henri-Julien, tous deux de Montréal, et Andrée Lamontagne, secrétaire, fille majeure, 11180, London, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de « Les Placements B.D.L.F. inc. », avec un capital total de \$1,000,000, divisé en 700,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 300,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8088, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 802-69

#### Plourde construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Yvon Plourde, entrepreneur en construction, Jacques Plourde, tous deux de 16, Place Nelson, et Félix Plourde, 55, rue Laurier, ces deux derniers menuisiers, tous trois de Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Plourde construction inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,400 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2460-69

#### Principal Service Inc. Service Principal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Farid A. Cheftechi, commis en Loi, 6950, avenue Fielding, Theodore William Martinson, 4217 ouest, boulevard de Maisonneuve, Wentworth S. Lee, 1475 ouest, boulevard Dorchester, tous deux commis, tous trois de Montréal, Michael P. Maloney, commis en Loi, 445, avenue Lepage, Dorval, et Colin Richard Chisholm, comptable, 736, 41<sup>e</sup> avenue, LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'un commerce général de placements et de courtage, sous le nom de « Principal Service Inc. — Service Principal inc. »,

The head office of the company is at 278 Bouchard Street, Granby, judicial district of Bedford.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2614-69

#### Les Placements B.D.L.F. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Serge Hamel, technician, 7398 St-Denis, Lise Fleury, secretary, wife of Réjean Quirion, 8045 Henri-Julien, both of Montreal, and Andrée Lamontagne, secretary, spinster of the full age of majority, 11180 London, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Les Placements B.D.L.F. inc.", with a total capital stock of \$1,000,000, divided into 700,000 common shares of \$1 each and 300,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 8088 St-Denis St., Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 802-69

#### Plourde construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Plourde, building contractor, Jacques Plourde, both of 16 Nelson Place, and Félix Plourde, 55 Laurier Street, the latter two carpenters, all three of Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Plourde construction inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and 1,400 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company is at Repentigny, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2460-69

#### Principal Service Inc. Service Principal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Farid A. Cheftechi, law clerk, 6950 Fielding Avenue, Theodore William Martinson, 4217 de Maisonneuve Boulevard West, Wentworth S. Lee, 1475 Dorchester Boulevard West, both clerks, all three of Montreal, Michael P. Maloney, law clerk, 445 Lepage Avenue, Dorval, and Colin Richard Chisholm, accountant, 736, 41st Avenue, LaSalle, for the following purposes:

To carry on a general investment and brokerage business, under the name of "Principal Service Inc. — Service Principal inc.", with a total

avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

30110 2310-69

**Produits Bélanger inc.**  
**Bélanger Products Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 4681, Westmount, Westmount, Valerie J. Higgins, Mont-Royal, et Céline Trudeau, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'appareils et d'accessoires de plomberie, de chauffage et de réfrigération, sous le nom de « Produits Bélanger inc. — Bélanger Products Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10842, Place Moisan, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

30110-o 2576-69

**Les Produits de ciment Windsor inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Yves Messier, avocat, 725, Cambrai, Pauline Lacroix, secrétaire, fille majeure, 867, St-Louis, tous deux de Sherbrooke, et W. Warren Lynch, avocat, 33, Park, Lennoxville, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de maçonnerie et de revêtement d'immeubles, sous le nom de « Les Produits de ciment Windsor inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 5, Windsor, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

30110-o 2178-69

**La Rôtisserie Côte des Neiges inc.**  
**Côte des Neiges Bar-B-Q Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Guy Pouliot, avocat, Claire Bonenfant, commis, épouse dudit Guy Pouliot, tous deux de 2016, Massé, Sillery, et Jean Lamothe, administrateur, 47, McNider, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « La Rôtisserie Côte des Neiges inc.—

capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,*  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

30110-o 2310-69

**Produits Bélanger inc.**  
**Bélanger Products Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Monet, advocate, 4681 Westmount, Westmount, Valerie J. Higgins, Mount Royal, and Céline Trudeau, Montreal, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To manufacture and deal in plumbing, heating and refrigeration appliances and accessories, under the name of "Produits Bélanger inc. — Bélanger Products Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 39,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 10842 Moisan Place, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,*  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

30110 2576-69

**Les Produits de ciment Windsor inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yves Messier, advocate, 725 Cambrai, Pauline Lacroix, secretary, spinster of the full age of majority, 867 St-Louis, both of Sherbrooke, and W. Warren Lynch, advocate, 33 Park, Lennoxville, for the following purposes:

To operate a masonry business and to coat immovables, under the name of "Les Produits de ciment Windsor inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at rural route number 5, Windsor, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,*  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

30110 2178-69

**La Rôtisserie Côte des Neiges inc.**  
**Côte des Neiges Bar-B-Q Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Pouliot, advocate, Claire Bonenfant, clerk, wife of the said Guy Pouliot, both of 2016 Massé, Sillery, and Jean Lamothe, administrator, 47 McNider, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "La Rôtisserie Côte des Neiges inc.—

Côte des Neiges Bar-B-Q Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 700 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3515, rue Lacombe, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2492-69

**Les Roulottes Champion Itée  
Champion Mobile Homes Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Jean Quere, commerçant, Saint-Luc, comté de Saint-Jean, Paul-Émile Mercier, avocat, 396, Champlain, et Simone Millette, secrétaire, épouse de Michel Millette, 30, St-Paul, ces deux derniers de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la vente de roulottes, remorques et autre matériel mobile, de même que machines, moteurs et accessoires, sous le nom de « Les Roulottes Champion Itée — Champion Mobile Homes Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2506-69

**Salaison St-Denis inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4<sup>e</sup> jour de juin 1969, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, 3495, Mountain, Montréal, Thomas Calder, 7, Lazard, et Hayk Sumbulian, 1255, Sherwood Crescent, ces deux derniers de Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Commerce d'épicerie, boulangerie, boucherie et de spécialités alimentaires, sous le nom de « Salaison St-Denis inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 2583-69

**Sans-Souci Holding Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27<sup>e</sup> jour de mai 1969, constituant en corporation: Lise St-Jean, réceptionniste, fille majeure, 163, Ste-Catherine, Longueuil, Claude Guérin, avocat, et Jeanne Le Sieur, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de 3555, Côte des Neiges, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Sans-Souci

Côte des Neiges Bar-B-Q Inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$5 each and 700 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company is at 3515 Lacombe Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2492-69

**Les Roulottes Champion Itée  
Champion Mobile Homes Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Quere, trader, Saint-Luc, county of Saint John's, Paul-Émile Mercier, advocate, 396 Champlain, and Simone Millette, secretary, wife of Michel Millette, 30 St-Paul, the two latter of Saint John's, for the following purposes:

To deal in and sell mobile homes, trailers and other mobile material, as well as machines, motors and accessories, under the name of "Les Roulottes Champion Itée — Champion Mobile Homes Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of a nominal value of \$100 each and 3,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Saint John's, judicial district of Iberville.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2506-69

**Salaison St-Denis inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Paul Galt Michaud, 3495 Mountain, Montreal, Thomas Calder, 7 Lazard, and Hayk Sumbulian, 1255 Sherwood Crescent, the latter two of Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To keep a grocery, bakery, butcher and delicatessen shop, under the name of "Salaison St-Denis inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 2583-69

**Sans-Souci Holding Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lise St-Jean, receptionist, spinster of the full age of majority, 163 Ste-Catherine, Longueuil, Claude Guérin, advocate, and Jeanne Le Sieur, secretary, spinster of the full age of majority, the latter two of 3555 Côte des Neiges, Montréal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Sans-Souci Holding Inc.",

Holding Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

30110-o 1228-69

**Serrure de capot Général inc.**  
**General Hood Lock Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1969, constituant en corporation: Gerald G. Freed, 1396, Carol Crescent, Laval, Morden Lazarus, 5554, Earle Road, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Rachel R. Sands, secrétaire, veuve de Samuel Sands, 8659, des Rapides Terrace, LaSalle, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'automobiles et de leurs accessoires, sous le nom de « Serrure de capot Général inc.—General Hood Lock Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

30110-o 1070-69

**Le Service d'Ambulances des Laurentides Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1969, constituant en corporation: Patrick Vallée, avocat, Émérilda Doiron, ménagère, épouse dudit Patrick Vallée, tous deux de 177, Ste-Anne, Sainte-Anne-des-Plaines, et Gaétane Casgrain, ménagère, épouse de Roger Noiseux, 175, 12e avenue Laurier, Laurentides, pour les objets suivants:

Établir et maintenir des lignes ou services d'ambulances, sous le nom de « Le Service d'Ambulances des Laurentides Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laurentides, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

30110-o 2459-69

**Les Sports motorisés de Jonquière Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1969, constituant en corporation: Marius Guay, électricien, 444, chemin St-Dominique, Ghislain Savard, contremaître, 294, chemin St-Dominique, et Yves Beaudoin, assistant-contremaître, 448, chemin St-Dominique, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire le commerce des moteurs marins, hors-bord, chaloupes de toutes catégories, motos-neige, souffleuses à neige, motocyclettes, bicyclettes, tondeuses à gazon, tracteurs, automobiles, camions, remorques et véhicules de transport de

with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,*  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

30110 1228-69

**Serrure de capot Général inc.**  
**General Hood Lock Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1969, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Gerald G. Freed, 1396 Carol Crescent, Laval, Morden Lazarus, 5554 Earle Road, Côte Saint-Luc, both advocates, and Rachel R. Sands, secretary, widow of Samuel Sands, 8659 des Rapides Terrace, LaSalle, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles and their accessories, under the name of "Serrure de capot Général inc.—General Hood Lock Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,*  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

30110 1070-69

**Le Service d'Ambulances des Laurentides Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Patrick Vallée, advocate, Émérilda Doiron, housewife, wife of the said Patrick Vallée, both of 177 Sainte-Anne, Sainte-Anne-des-Plaines, and Gaétane Casgrain, housewife, wife of Roger Noiseux, 175, 12th Laurier Avenue, Laurentides, for the following purposes:

To organize and maintain ambulance services or lines, under the name of "Le Service d'Ambulances des Laurentides Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laurentides, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,*  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

30110 2459-69

**Les Sports motorisés de Jonquière Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marius Guay, electrician, 444 Saint-Dominique Road, Ghislain Savard, foreman, 294 Saint-Dominique Road, and Yves Beaudoin, assistant-foreman, 448 Saint-Dominique Road, all three of Jonquière, for the following purposes:

To deal in marine motors, speed-boats, small boats of all kinds, snowmobiles, snow-blowers, motorcycles, bicycles, lawn-mowers, tractors, automobiles, trucks, trailers and transport vehicles of all kinds, under the name of "Les Sports

toutes sortes, sous le nom de « Les Sports motorisés de Jonquière ltée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 296, chemin St-Dominique, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o

2275-69

#### Tasoulis Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1969, constituant en corporation: Harry Tasoulis, Spiros Tasoulis et George Tasoulis, tous trois cuisiniers, de 33 sud, rue Wellington, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Tasoulis Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 42 sud, rue Wellington, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110

749-69

#### Vénus cosmétiques inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1969, constituant en corporation: Yvon Boulais, homme d'affaires, Rita Savoie, ménagère, épouse de Guy Daneau, tous deux de 2378, Frontenac, Montréal, Gérard Deslauriers, homme d'affaires, et Colette Deslauriers, ménagère, épouse dudit Gérard Deslauriers, ces deux derniers de 68, 18e rue, Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce du savon et de ses produits, des parfums, cosmétiques, lotions et autres produits semblables, sous le nom de « Vénus cosmétiques inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2378, rue Frontenac, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o

259-69

#### Jean-Marie Vincent ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1969, constituant en corporation: Jean-Marie Vincent, marchand général, Thérèse Therrien, ménagère, épouse dudit Jean-Marie Vincent, tous deux de Saint-Jean-Baptiste, et Michel Dumaine, avocat, Douville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Jean-Marie Vincent ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

motorisés de Jonquière ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 296 Saint-Dominique Road, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110

2275-69

#### Tasoulis Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harry Tasoulis, Spiros Tasoulis and George Tasoulis, all three cooks, of 33 Wellington Street South, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Tasoulis Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 42 Wellington Street South, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110-o

749-69

#### Vénus cosmétiques inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Boulais, businessman, Rita Savoie, housewife, wife of Guy Daneau, both of 2378 Frontenac, Montreal, Gérard Deslauriers, businessman, and Colette Deslauriers, housewife, wife of the said Gérard Deslauriers, the two latter of 68, 18th St., Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in soap and its products, perfume, cosmetics, lotions and other similar products, under the name of "Vénus cosmétiques inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2378 Frontenac St., Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110

259-69

#### Jean-Marie Vincent ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marie Vincent, general merchant, Thérèse Therrien, housewife, wife of the said Jean-Marie Vincent, both of Saint-Jean-Baptiste, and Michel Dumaine, advocate, Douville, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Jean-Marie Vincent ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean-Baptiste, comté de Rouville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
30110-o 2113-69

The head office of the company is at Saint-Jean-Baptiste, county of Rouville, judicial district of Saint Hyacinthe.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
30110 2113-69

**Winnie Fur Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1969, constituant en corporation: Max S. Kaufman, avocat et conseil en Loi de la reine, 574, Claremont, Westmount, et Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood, Montréal-Ouest, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de fourrures, sous le nom de « Winnie Fur Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
30110 2363-69

**Winnie Fur Co. Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max S. Kaufman, advocate and Queen's Counsel, 574 Claremont, Westmount, Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on a fur business, under the name of "Winnie Fur Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
30110-o 2363-69

**Ministère des Terres et Forêts  
Cadastre**

**Department of Lands and Forests  
Cadastre**

**Canton de Antoine**

Cadastre officiel d'une partie du canton de Antoine, municipalité de Notre-Dame de Lorette\*, division d'enregistrement de Lac St-Jean Ouest.

Avis est par la présente donné qu'une partie du bloc A-1 est annulée et les lots 1 à 6, 7A, 7B, 8 à 15, 16A, 16B, 17A, 17B, 18 à 22 du rang II; les lots 1 à 14, 15A, 15B, 16, 17, 18A, 18B et 19 du rang III; 1A, 1B, 2 à 7 du rang IV; 1 à 13, 14A, 14B, 15 à 22 du rang V; A, 1 à 16, 17A à 17F, 18 à 21, 22A, 22B, 23A, 23B, 24A, 24B, 25A, 25B, 26 à 33 du rang VI; 1 à 16 du rang VII sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 juin 1969.  
*Le sous-ministre,  
FERNAND BOUTIN.*  
30111-o

**Township of Antoine**

Official cadastre of a part of township of Antoine, municipality of Notre-Dame de Lorette\*, registration division of Lac St-Jean Ouest.

Notice is hereby given that a part of block A-1 is cancelled and lots 1 to 6, 7A, 7B, 8 to 15, 16A, 16B, 17A, 17B, 18 to 22 Range II; 1 to 14, 15A, 15B, 16, 17, 18A, 18B and 19 Range III; 1A, 1B, 2 to 7 Range IV; 1 to 13, 14A, 14B, 15 to 22 Range V; A, 1 to 16, 17A to 17F, 18 to 21, 22A, 22B, 23A, 23B, 24A, 24B, 25A, 25B, 26 to 33 Range VI; 1 to 16 Range VII are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 25, 1969.  
*FERNAND BOUTIN,  
Deputy Minister.*  
30111-o

**Canton de Brompton**

Cadastre officiel du canton de Brompton, municipalité de la ville de Bromptonville, division d'enregistrement de Richmond.

Avis est par la présente donné que les lots 29-2-133 et 29-2-134 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 juin 1969.  
*Le sous-ministre,  
FERNAND BOUTIN.*  
30111-o

**Township of Brompton**

Official cadastre of township of Brompton, municipality of the town of Bromptonville, registration division of Richmond.

Notice is hereby given that lots 29-2-133 and 29-2-134 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 18, 1969.  
*FERNAND BOUTIN,  
Deputy Minister.*  
30111-o

**Canton de Brompton**

Cadastre officiel du canton de Brompton, municipalité de la ville de Bromptonville, division d'enregistrement de Richmond.

Avis est par la présente donné que les lots 30-C-31, 30-C-32, 30-C-33, 30-C-34 et 30-C-35

**Township of Brompton**

Official cadastre of township of Brompton, municipality of the town of Bromptonville, registration division of Richmond.

Notice is hereby given that lots 30-C-31, 30-C-32, 30-C-33, 30-C-34 and 30-C-35 of Range

du rang IV sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 avril 1969.

30111-o

*Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de Charlesbourg**

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, municipalité de la ville de Notre-Dame des Laurentides, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 49-4, 49-5, 52-2 et la partie restante du lot 49-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 juin 1969.

30111-o

*Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de Lachine**

Cadastre officiel de la paroisse de Lachine, municipalité de la Cité de Lasalle, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 969-147 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 juin 1969.

30111-o

*Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Canton de Lussier**

Cadastre officiel du canton de Lussier, municipalité de St-Donat \*, division d'enregistrement de Montcalm.

Avis est par la présente donné que les Iles 82 et 83 (Lac Ouareau) sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 juin 1969.

30111-o

*Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de Notre-Dame de la Nativité de Bécancour**

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de la Nativité de Bécancour, municipalité de la ville de Bécancour, division d'enregistrement de Nicolet No 1.

Avis est par la présente donné que le lot 143-104 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 juin 1969.

30111-o

*Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipalité du village de St-Émile, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 1158-55 à 1158-61, 1158-63 et 1158-64 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 juin 1969.

30111-o

*Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de St-Antoine de Longueuil**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, municipalité de la cité de Jacques-Cartier, division d'enregistrement de Chambly.

IV are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 14, 1969.

30111-o

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Parish of Charlesbourg**

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, municipality of the town of Notre-Dame des Laurentides, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 49-4, 49-5, 52-2 and the remaining part of lot 49-2 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 12, 1969.

30111-o

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Parish of Lachine**

Official cadastre of the parish of Lachine, municipality of the City of Lasalle, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 969-147 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 19, 1969.

30111-o

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Township of Lussier**

Official cadastre of township of Lussier, municipality of St-Donat \*, registration division of Montcalm.

Notice is hereby given that the Islands 82 and 83 (Lac Ouareau) are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 26, 1969.

30111-o

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Parish of Notre-Dame de la Nativité de Bécancour**

Official cadastre of the parish of Notre-Dame de la Nativité de Bécancour, municipality of the town of Bécancour, registration division of Nicolet No. 1.

Notice is hereby given that lot 143-104 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 18, 1969.

30111-o

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette**

Official cadastre of the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipality of the village of St-Émile, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 1158-55 to 1158-61, 1158-63 and 1158-64 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 5, 1969.

30111-o

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Parish of St-Antoine de Longueuil**

Official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil, municipality of the city of Jacques-Cartier, registration division of Chambly.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 124-1 et 124-11 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.  
Québec, le 25 juin 1969.

30111-o *Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de St-Antoine de Longueuil**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, municipalité de la cité de Jacques-Cartier, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 349 et 350 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.  
Québec, le 25 juin 1969.

30111-o *Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de St-Augustin**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Augustin, municipalité de la paroisse de St-Augustin, division d'enregistrement de Deux-Montagnes.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 243-131 et 243-132 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.  
Québec, le 18 juin 1969.

30111-o *Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de St-Étienne de Lauzon**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Étienne de Lauzon, municipalité de St-Étienne, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 167-3, 167-4, 167-5, 167-6, 167-7, 167-9, 167-10 et 167-11 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.  
Québec, le 3 juillet 1969.

30111-o *Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de Ste-Flavie**

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flavie, municipalité de St-Jean-Baptiste \*, division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné que les lots 188, 189, 190, rang II; les lots 511, 512 et 513, rang III sont corrigés et le lot 189-A est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.  
Québec, le 13 juin 1969.

30111-o *Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de Ste-Geneviève**

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève, municipalité de la ville de Dollard-des-Ormeaux, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 298-400 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.  
Québec, le 20 juin 1969.

30111-o *Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de St-Laurent**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Laurent, municipalité de la ville de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Notice is hereby given that the remaining part of lots 124-1 and 124-11 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.  
Québec, June 25, 1969.

30111-o FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Parish of St-Antoine de Longueuil**

Official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil, municipality of the city of Jacques-Cartier, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 349 and 350 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.  
Québec, June 25, 1969.

30111-o FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Parish of St-Augustin**

Official cadastre of the parish of St-Augustin, municipality of the parish of St-Augustin, registration division of Deux-Montagnes.

Notice is hereby given that the remaining part of lots 243-131 and 243-132 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.  
Québec, June 18, 1969.

30110-o FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Parish of St-Étienne de Lauzon**

Official Cadastre of the parish of St-Étienne de Lauzon, municipality of St-Étienne, registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lots 167-3, 167-4, 167-5, 167-6, 167-7, 167-9, 167-10 and 167-11 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.  
Québec, July 3, 1969.

30111-o FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Parish of Ste-Flavie**

Official cadastre of the parish of Ste-Flavie, municipality of St-Jean-Baptiste\*, registration division of Rimouski.

Notice is hereby given that lots 188, 189, 190 range II; lots 511, 512 and 513 range III are corrected and lot 189-A is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil code.  
Québec, June 13, 1969.

30111-o FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Parish of Ste-Geneviève**

Official cadastre of the parish of Ste-Geneviève, municipality of the town of Dollard-des-Ormeaux, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 298-400 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.  
Québec, June 20, 1969.

30111-o FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Parish of St-Laurent**

Official cadastre of the parish of St-Laurent, municipality of the town of Montreal, registration division of Montreal.

Avis est par la présente donné que les lots 83-122 à 83-127 sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 juin 1969.

30111-o

*Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de St-Laurent**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Laurent, municipalité de la ville de St-Laurent, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 555-12 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 juillet 1969.

30111-o

*Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de St-Sauveur**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur, municipalité de la paroisse de St-Sauveur, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que la partie restante du lot 445-3 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 juillet 1969.

30111-o

*Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de St-Télesphore**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Télesphore, municipalité de la ville de St-Romuald d'Étchemin, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que le lot 4-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 juin 1969.

30111-o

*Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville**

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, municipalité de la ville de Lorraine, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 10-319, 10-320 et 10-321 sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 juin 1969.

30111-o

*Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville**

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, municipalité de la Cité de Ste-Thérèse, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 559, 561, 562 et 563 est annulée et le lot 955 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 juin 1969.

30111

*Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de St-Timothée**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Timothée, municipalité du village de St-Timothée, division d'enregistrement de Beauharnois.

Notice is hereby given that lots 83-122 to 83-127 are corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 19, 1969.

30111-o

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Parish of St-Laurent**

Official cadastre of the parish of St-Laurent, municipality of the town of St-Laurent, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that a part of lot 555-12 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 2, 1969.

30111-o

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Parish of St-Sauveur**

Official cadastre of the parish of St-Sauveur, municipality of the parish of St-Sauveur, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that the remaining part of lot 445-3 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 2, 1969.

30111

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Parish of St-Télesphore**

Official cadastre of the parish of St-Télesphore, municipality of the town of St-Romuald d'Étchemin, registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lot 4-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 17, 1969.

30111

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Parish of Ste-Thérèse de Blainville**

Official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, municipality of the town of Lorraine, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 10-319, 10-320 and 10-321 are corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 20, 1969.

30111

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Parish of Ste-Thérèse de Blainville**

Official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, municipality of the city of Ste-Thérèse, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that a part of lots 559, 561, 562 and 563 is cancelled and lot 955 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 18, 1969.

30111

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Parish of St-Timothée**

Official cadastre of the parish of St-Timothée, municipality of village of St-Timothée, registration division of Beauharnois.

Avis est par la présente donné que les lots 146-141 et 146-143 sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.  
 Québec, le 19 juin 1969.

*Le sous-ministre,*  
**FERNAND BOUTIN.**

30111-0

**Paroisse de St-Zotique**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Zotique, municipalité du village de St-Zotique, division d'enregistrement de Soulanges.

Avis est par la présente donné que les lots 762-1 à 762-3 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.  
 Québec, le 17 juin 1969.

*Le sous-ministre,*  
**FERNAND BOUTIN.**

30111-0

Notice is hereby given that lots 146-141 and 146-143 are corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 19, 1969.

**FERNAND BOUTIN,**  
*Deputy Minister.*

30111

**Parish of St-Zotique**

Official cadastre of the parish of St-Zotique, municipality of village of St-Zotique, registration division of Soulanges.

Notice is hereby given that lots 762-1 to 762-3 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 17, 1969.

**FERNAND BOUTIN,**  
*Deputy Minister.*

30111

**Compagnies dissoutes**

**Amerivision Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Amerivision Inc. », constituée en corporation le 20 mars 1958, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,*  
*compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

30110-0

10996-58

**La Cie de Téléphone St-Félix inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « La Cie de Téléphone St-Félix inc. », constituée en corporation le 14 août 1962, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,*  
*compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

30110-0

13309-62

**Continental Drive Yourself Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Continental Drive Yourself Inc. », constituée en corporation le 18 février 1957, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,*  
*compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

30110-0

10535-57

**Crête Itée-Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Crête Itée-Ltd. », constituée en corporation le 10 octobre 1944, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,*  
*compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

30110-0

4690-44

**Davis Realty & Investment Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions

**Companies Dissolved**

**Amerivision Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Amerivision Inc.", incorporated on March 20, 1958, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,*  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

30110

10996-58

**La Cie de Téléphone St-Félix inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Cie de Téléphone St-Félix inc.", incorporated on August 14, 1962, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,*  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

30110

13309-62

**Continental Drive Yourself Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Continental Drive Yourself Inc.", incorporated on February 18, 1957, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,*  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

30110

10535-57

**Crête Itée-Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Crête Itée-Ltd.", incorporated on October 10, 1944, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,*  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

30110

4690-44

**Davis Realty & Investment Corporation**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions,

financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Davis Realty & Investment Corporation », constituée en corporation le 8 septembre 1956, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 12697-56

#### Dominic Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Dominic Construction Ltd. », constituée en corporation le 30 octobre 1964, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 4697-64

#### Donnacona Sales Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Donnacona Sales Corporation », constituée en corporation le 12 avril 1937, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 1048-37

#### Dresser, Watson, Fuller, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Dresser, Watson, Fuller, Inc. », constituée en corporation le 11 mars 1968, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 886-68

#### Duvernay United Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Duvernay United Corp. », constituée en corporation le 19 mai 1961, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 12540-61

#### Édifices Rue Lebrun inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Édifices Rue Lebrun inc. », constituée en corporation le 29 septembre 1965, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 4043-65

#### Good Luck Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Good Luck Realties

Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Davis Realty & Investment Corporation", incorporated on September 8, 1956, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 12697-56

#### Dominic Construction Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Dominic Construction Ltd.", incorporated on October 30, 1964, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 4697-64

#### Donnacona Sales Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Donnacona Sales Corporation", incorporated on April 12, 1937, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 1048-37

#### Dresser, Watson, Fuller, Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Dresser, Watson, Fuller, Inc.", incorporated on March 11, 1968, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 886-68

#### Duvernay United Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Duvernay United Corp.", incorporated on May 19, 1961, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 12540-61

#### Édifices Rue Lebrun inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Édifices Rue Lebrun inc.", incorporated on September 29, 1965, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 4043-65

#### Good Luck Realties Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Good

Inc. », constituée en corporation le 21 février 1957, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 10638-57

**Granby Residential Center Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Granby Residential Center Inc. », constituée en corporation le 22 juillet 1959, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 14288-59

**Greenfield Park Theatre Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Greenfield Park Theatre Co. Ltd. », constituée en corporation le 3 octobre 1966, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 3971-66

**Growers' Wholesale Florists Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Growers' Wholesale Florists Inc. », constituée en corporation le 27 décembre 1939, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 6670-39

**Ijay Investment Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Ijay Investment Corporation », constituée en corporation le 12 décembre 1951, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 14897-51

**Josmar (1963) Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Josmar (1963) Inc. », constituée en corporation le 21 mars 1963, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 1281-63

**Laprairie Trailer Park & Camping Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Laprairie Trailer Park & Camping Co. Ltd. », constituée en

Luck Realities Inc.", incorporated on February 21, 1957, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 10638-57

**Granby Residential Center Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Granby Residential Center Inc.", incorporated on July 22, 1959, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 14288-59

**Greenfield Park Theatre Co. Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Greenfield Park Theatre Co. Ltd.", incorporated on October 3, 1966, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 3971-66

**Growers' Wholesale Florists Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Growers' Wholesale Florists Inc.", incorporated on December 27, 1939, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 6670-39

**Ijay Investment Corporation**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Ijay Investment Corporation", incorporated on December 12, 1951, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 14897-51

**Josmar (1963) Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Josmar (1963) Inc.", incorporated on March 21, 1963, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 1281-63

**Laprairie Trailer Park & Camping Co. Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Laprairie Trailer Park & Camping Co. Ltd.", incor-

corporation le 6 février 1967, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 502-67

**Laval Enterprises Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Laval Enterprises Co. Ltd. », constituée en corporation le 7 juin 1935, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 1145-35

**Marques de Luxe (1962) Itée  
De Luxe Brands (1962) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Marques de Luxe (1962) Itée — De Luxe Brands (1962) Ltd. », constituée en corporation le 30 avril 1962, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 11864-69

**Niagara Construction Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Niagara Construction Co. Ltd. », constituée en corporation le 5 septembre 1958, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 13123-58

**Les Placements Paul Delisle Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Les Placements Paul Delisle Itée », constituée en corporation le 6 mars 1963, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 992-63

**Riverdale Apparels Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Riverdale Apparels Inc. », constituée en corporation le 4 juin 1954, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30110-o 11489-54

**Rotovan, inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Rotovan, inc. »,

porated on February 6, 1967, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 502-67

**Laval Enterprises Co. Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Laval Enterprises Co. Ltd.", incorporated on June 7, 1935, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 1145-35

**Marques de Luxe (1962) Itée  
De Luxe Brands (1962) Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Marques de Luxe (1962) Itée — De Luxe Brands (1962) Ltd.", incorporated on April 30, 1962, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 11864-62

**Niagara Construction Co. Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Niagara Construction Co. Ltd.", incorporated on September 5, 1958, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 13123-58

**Les Placements Paul Delisle Itée**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Placements Paul Delisle Itée", incorporated on March 6, 1963, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 992-63

**Riverdale Apparels Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Riverdale Apparels Inc.", incorporated on June 4, 1954, on and from July 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30110 11489-54

**Rotovan, inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Roto-

constituée en corporation le 19 avril 1956, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

30110-o 11152-56

**Le Syndicat d'Entreprises inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Le Syndicat d'Entreprises inc. », constituée en corporation le 26 juillet 1943, à compter du 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

30110-o 3546-43

van, inc.", incorporated on April 19, 1956, on and from July 15, 1969.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

30110 11152-56

**Le Syndicat d'Entreprises inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Le Syndicat d'Entreprises inc.", incorporated on July 26, 1943, on and from July 15, 1969.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

30110 3546-43

**Ventes pour taxes**

**Sales for Taxes**

**Ville de Rivière-du-Moulin**

**Town of Rivière-du-Moulin**

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Rivière-du-Moulin que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique en la salle des délibérations du conseil municipal, à l'Hôtel de ville de la susdite municipalité, 5, avenue Jean-Langevin, JEUDI, le TRENTE ET UNIÈME jour de JUILLET 1969 à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et intérêts, plus les frais encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the town of Rivière-du-Moulin, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the deliberations hall of the municipal council in the Town Hall of the above-mentioned municipality, 5 Jean-Langevin Avenue, on THURSDAY the THIRTY-FIRST day of JULY 1969, at TEN o'clock in the forenoon for non payment of municipal and school taxes and interest.

Noms des propriétaires Owner's Name	Número des cadastre Cadastral Numbers	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes seol. School taxes	Int.	Total
1. Laurent Boivin a/s Boivin & Fils Auto 31 Jacques-Cartier, est-east St. Chicoutimi, Québec.....	P. 21-A-24, 32, 45, 46 et-and 47, du 2e rg-on the 2nd rg. N.E. Chemin Syd. Road, cad. offic. de la par. de-official cad. of the parish of Chicoutimi, P.Q.....	\$ 7.14	\$ 5.78	\$ 3.43	\$ 16.35
2. Robert Desbiens, 36 rue St-Martin St. St-Jean-Eudes, comté de-county of Chicoutimi P.Q.....	21-B-51 du 2e rg-on the 2nd rge N.E. Chemin Syd. Road.....	26.13	13.39	4.21	43.73
3. Mme Gaspard Bouchard, 3 rue Sa- cré-Coeur St. Rivière-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi P.Q.....	P. 21-B du 2e rg-on the 2nd rge N.E. Chemin Syd. Road ect.....	23.53	49.92	1.55	75.00
4. Mme Jean-Paul Daneault, 567 Boul. Talbot Blvd. Chicoutimi P.Q.....	P. 20-A et-and 20-D du 2e rg-on the 2nd rge N.E. Chemin Syd. Road etc.....	49.12	144.39	1.64	195.15
5. Réginald Lajoie, 22 avenue Perron Ave Rivière-du-Moulin, comté de- county of Chicoutimi P.Q.....	P. 19-A-2-33 du 2e rg-on the 2nd rge N.E. Chemin Syd. Road etc.....	547.53	368.29	9.35	925.17
6. Joseph Savard (prop.) 6-A rue Sa- cré-Coeur rés. rg 6, St-Honoré, com- té de-county of Dubuc P.Q.....	19-A-2-95, P. 19-A-2-96 et-and 133, du 2e rg-on the 2nd N.E. Chemin Syd. Road etc.....	243.12	126.93	5.73	375.78

*N.B.* Autorisation de la Commission municipale de Québec de faire une énumération abrégée des numéros cadastraux d'immeubles à être mis en vente pour non paiement des taxes, le 27 mars 1969.

*N.B.* Authorization by the Québec Municipal Commission to make an abbreviated enumeration of the cadastral numbers of immovables to be sold for non-payment of taxes, on March 27, 1969.

Copie certifiée,

Certified Copy,

Donné à Rivière-du-Moulin, ce 30e jour de juin 1969.

Given at Rivière-du-Moulin, this 30th day of June 1969.

*Le secrétaire-trésorier,*  
**MARTIAL TREMBLAY O.M.A.**

**MARTIAL TREMBLAY O.M.A.,**  
*Secretary-Treasurer.*

**Cité de Chicoutimi**

**City of Chicoutimi**

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la susdite municipalité, que les propriétés ci-après décrites seront vendues à

Public notice is hereby given by the undersigned, clerk of the above-mentioned municipality that the properties hereinafter described

l'enchère publique en la salle des délibérations du conseil, à l'Hôtel de Ville de la cité de Chicoutimi, MERCREDI le SIXIÈME jour d'AOÛT 1969, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes dues à la cité de Chicoutimi et à la commission des écoles catholiques de Chicoutimi, avec les intérêts et les frais plus les frais subséquemment encourus, à moins que lesdites taxes, les intérêts et les frais ne soient payés avant la vente.

will be sold by public auction, in the meeting hall of the council, at the Town Hall of the city of Chicoutimi, WEDNESDAY the SIXTH day of AUGUST, 1969, at TEN o'clock, a.m., to satisfy the payment of taxes due to the city of Chicoutimi and to the Catholic School Commission of Chicoutimi, with the interest and costs, plus the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs shall have been paid before the sale.

Nom des propriétaires Name of Proprietors	Numéro des lots et cadastre Number of Lots and Cadastre	Description contenue dans acte d'enregistrement No Description contained in registration deed No.
Beaulieu, Claude 412, rue Gaudreault Street	(P.) 115 et-and (P.) 117 Ville de-Town of Chicoutimi	178,429
Bergeron, Léon 42, St-Hubert	(P.) 499, (P.) 499-6 Ville de-Town of Chicoutimi	113,619
Bergeron, J.-Edmond 68, Ste-Monique	P. 2-B, 15 S.O.C.S., Paroisse de-Parish of Chicoutimi	131,822
Bernier, Patrick Rue Chopin Street	1-B-40, 8 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Bilodeau, Raoul 87, Duvernay	669-19, Ville de-Town of Chicoutimi	—
Blackburn, J.L. 106, Champlain	643-48, Ville de-Town of Chicoutimi	—
Blackburn, Raymond 1079 Desaulniers	68-50, 1 N.E.C.S., Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Blanchette, Armand Côte Réserve	1-B-7, 14 S.O.C.S., Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Boivin, Raymond 59, Dubuc	607-6, 608-11 et-and 608-12, Ville de-Town of Chicoutimi	—
Bouchard, Mme Vve-Mrs. Widow Arthur 381, Lemieux	(P.) 404, Ville de-Town of Chicoutimi	85,931
Boutin, Paul 80, Taillon	P. 6-B, 8 S.O.C.S., Paroisse de-Parish of Chicoutimi	198,724
Brassard, Romuald 1044, Lavoie	3-A-18, 15 S.O.C.S., Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Cabot Const. Kénogami, Rue Père-Lacasse Street	70-77, 1 S.O.C.S., Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Cabot Const. Kénogami Rue Père-Lacasse Street	70-76, 1 S.O.C.S., Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Chamberland, Jean-David 818, rue Nio Street	(P.) 1177-5, Ville de-Town of Chicoutimi	169,901
Cie d'Entrepreneur en Const. Rue Lavoie Street	2-B-23, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Cie d'Entrepreneur en Const. Rue Lavoie Street	P. 2-B, P. 3-A, 15 S.O.C.S., P. 2-B, P. 3-A, 14 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	221,895
Couture, Grégoire Ave St-Arthur Ave.	1169-16 et 1/2 S.O., 1169-17, Ville de-Town of Chicoutimi	—
Couture, Grégoire Ave St-Arthur Ave.	1169-18 et-and 1/2 N.E., 1169-17, Ville de-Town of Chicoutimi	—
Couture, Jules 971, rue Bolly Street	679-30, 680-75 et-and 681-45, Ville de-Town of Chicoutimi	—
Couturier, J. A. 392, Labrecque	191-45, Ville de-Town of Chicoutimi	—
Credit M.G. Inc.	(P.) 890-36, (P.) 890-37, (P.) 890-26, (P.) 890-27, Ville de-Town of Chicoutimi	213,544
Deschênes, Léo 549, Delage	(P.) 839, Ville de-Town of Chicoutimi	205,547
Deschênes, Rémi 100, Ste-Monique	P. 2-B, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Drolet, Rosaire 634 Taché	875-15-2, 875-38 et-and (P.) 875-16, Ville de-Town of Chicoutimi	—
Fortin, Nil 167 Crémazie	646-52 Ville de-Town of Chicoutimi	—
Gallant, Claude	(P.) 1198 Ville de-Town of Chicoutimi	200,766
Garage Alger, 1596 boul. Talbot Blvd.	P. 4-B, 8 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	180,234
Gaudreault, J.-Paul	1142-1, 1143-9 et-and 1153-3 Ville de-Town of Chicoutimi	—
Gaudreault, J.-Paul	1143-8 et-and 1153-2 Ville de-Town of Chicoutimi	—
Gauthier, Marcel 128 est-east, J. Cartier	365-2-1 et-and 1223 Ville de-Town of Chicoutimi	—
Gingras, Paul, Syndic 1529 boul. Talbot Blvd.	P. 4, 7 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Girard, Bertrand 125 rue Gilbert Street	(P.) 803 et-and (P.) 805, (P.) 806 Ville de-Town of Chicoutimi	171,376
Gosselin, Mme-Mrs. Bernard, née-born Gaétane Chamberland	4-12, 9 S.O.C.S., P. 4-21, 10 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	216,123
Guay, Mme-Mrs. André, née-born Lisette Catoule Chamberland		

Un terrain formé des lots Nos. 65-36 et 65-37 du 1er rang S.O.C.S. du cadastre de la paroisse de Chicoutimi, sauf la partie du lot No. 65-37 No. 196,248.

A piece of land formed of lot Nos. 65-36 and 65-37 of Range 1 S.O.C.S. of the cadastre of the Parish of Chicoutimi, save the part of lot No. 65-37 No. 196,248.

Nom des propriétaires Name of Proprietors	Numéro des lots et cadastre Number of Lots and Cadastre	Description contenue dans acte d'enregistrement No Description contained in registration deed No.
Harvey, Lucien St-Paul..... Harvey, Roland 322 St-Vallier..... Hudson, Peter Rue Price Street.....	P. 7-A, 10 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi..... 85-85 Ville de-Town of Chicoutimi..... 5-B-16-1, P. 5-B-16-3, 14 S.O.C.S., 5-B-16-2, 5-B-31-1, 5-B-31-3, 5-B-58, 5-B-59, 5-B-60, 5-B-61, 5-B-62 et-and 5-B-63, 14 S.O.C.S.....	161,103 —
Un terrain formé des lots ci-dessus mentionnés du cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, sauf à distraire la partie du lot No. 5-B-16-3 décrite dans l'acte enregistré sous le No. 147,454.	A piece of land formed of the lots hereabove mentioned on the official cadastre of the Parish of Chicoutimi, save to withdraw the part of lot No. 5-B-16-3 described in the deed registered under No. 147,454.	
Hudson, Peter Rue Price Street.....	5-B-64, 5-B-65, 5-B-81 et-and 5-B-82, 14 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	—
Hudson, Mme-Mrs. Peter 476 Price.....	982-1, 983-2, 984-2, (P.) 982, (P.) 984, (P.) 990, (P.) 991 et-and (P.) 992 Ville de-Town of Chicoutimi.....	—
Imbeault, Raymond.....	P. 2-B, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	201,238
Immeuble Lagacé..... Un terrain formé de toute la partie non-subdivisée du lot No. 70-101 du premier rang S.O.C.S. du cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi.	A piece of land formed of the entire unsubdivided part of lot No. 70-101 of the first range S.O.C.S. of the official cadastre of the Parish of Chicoutimi.	
Immeuble Médical de Chicoutimi 158 ouest-west rue Price Street.....	720-2 et-and 730-3 Ville de-Town of Chicoutimi.....	—
Immeuble Murdock (C.J.P.M.).....	5-A-58 et-and 5-A-59, 9 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicouimi.....	—
Inconnu-Unknown..... Un terrain formé d'une partie du lot No. 3-A pour le 15ième rang S.O.C.S. du cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi borné à l'est à Roland Paris, nord à la Rivière Saguenay, à l'ouest à Léonidas Gagnon et au sud au boulevard St-Ignace.	A piece of land formed of a part of lot No. 3-A for the 15th range S.O.C.S. of the official cadastre of the Parish of Chicoutimi, bounded on the east by Roland Paris, north by Saguenay River, on the west by Léonidas Gagnon and on the south by St-Ignace Boulevard.	
Jean, Mme-Mrs. Jean-Marc 327 Bégin.....	(P.) 99 et-and (P.) 100 Ville de-Town of Chicoutimi.....	118,933
Lajoie, Mme-Mrs. Vve Alfred 434 Dréan.....	(P.) 1101 Ville de-Town of Chicoutimi.....	31,604
Lapointe, Charles 763 St-Paul.....	(P.) 1172 Ville de-Town of Chicoutimi.....	168,590
Lavoie, Gérard 168 rue Renald Street.....	870-23 Ville de-Town of Chicoutimi.....	—
Maltais, Jean-Marie rue Taillon Street..... Un terrain formé d'une partie du lot No. 6-B du 8ième rang S.O.C.S. du cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi environ 65 pieds par 120 pieds, borné au sud-est par le boulevard Talbot, au sud-ouest par Dollard Maltais, au nord-est par Leon Sheehy et au nord-ouest ar le résidu du lot No. 6-B.	A piece of land formed of a par of lot No. 6-B of the 8th range S.O.C.S. of the official cadastre of the Parish of Chicoutimi, approximately 65 feet by 120 feet, bounded on the southeast by Talbot Boulevard, on the southwest by Dollard Maltais, on the northeast by Leon Sheehy and on the northwest by the remainder of lot No. 6-B.	
Maltais, J.-Marie boul. Talbot Blvd.....	3-A-21, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	—
Maltais, Mme-Mrs. Omer née-born Lauriette Gauthier rue Lavoie Street.....	(P.) 825 Ville de-Town of Chicoutimi.....	209,403
Maltais, Omer 276, Le Doré.....	875-32 Ville de-Town of Chicoutimi.....	—
Maltais, Omer 597, St-Cyrille.....	(P.) 85, (P.) 105 et-and (P.) 106 Ville de-Town of Chicoutimi.....	179,029
Martineau, Mme-Mrs. Léo née-born Denise Crevier, 466-east J. Cartier..... Martineau, Mme-Mrs. Léo née-born Denise Crevier, rue Garnier Street.....	A piece of land formed of lot No. 4-5 of the 9th range S.O.C.S. and of lot No. 4-17 of the 10th range S.O.C.S. on the official cadastre of the Parish of Chicoutimi, save to withdraw the part of lot No. 4-17 described in the deed registered under No. 214,524.	
Martineau, Mme-Mrs. Léo née-born Denise Crevier Chemin St-Paul Rood.....	4-6, 9 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	—
Martineau, Mme-Mrs. Léo née-born Denise Crevier, Chemin St-Paul Rood.....	4-7, 9 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	—
Martineau, Mme-Mrs. Léo née-born Denise Crevier Chemin St-Paul Rood.....	4-8, 9 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	—
Martineau, Mme-Mrs. Léo née-born Denise Crevier Chemin St-Paul Rood.....	4-9, 9 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	—
Martineau, Mme-Mrs. Léo née-born Denise Crevier, rue Garnier Street.....		—

Un terrain formé du lot No. 4-10 du 9<sup>ième</sup> rang S.O.C.S. et du lot No. 4-18 du 10<sup>ième</sup> rang S.O.C.S. au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, sauf à distraire la partie du lot No. 4-18 décrite dans l'acte enregistré sous le No. 214,524.

A piece of land formed of lot No. 4-10 of the 9<sup>th</sup> range S.O.C.S. and of lot No. 4-18 of the 10<sup>th</sup> range S.O.C.S. on the official cadastre of the Parish of Chicoutimi, save to withdraw the part of lot No. 4-18 described in the deed registered under No. 214,524.

Nom des propriétaires Name of Proprietors	Numéro des lots et cadastre Number of Lots and Cadastre	Description contenue dans acte d'enregist- rement No Description contained in registration deed No.
Morin, Ls.-Henri rue Albert Street.....	1-G-73, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	—
Morin, Ls.-Henri rue Albert Street.....	1-G-67, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	—
Nault & Girard Inc 29 Price Est-East.....	408-1-A et-and 408-2 Ville de-Town of Chicoutimi.....	215,178
Perron, Chs. Édouard 242 Dubuc.....	875-27 et-and (P.) 875-30 Ville de-Town of Chicoutimi.....	184,477
Perron, Mme-Mrs. Chs. Édouard née-born Gilberte Boivin 527 Taché.....	(P.) 830 et-and (P.) 831 Ville de-Town of Chicoutimi.....	118,770
Poitras, Fernand 564 St-Thomas.....	(P.) 74-A-2-9 et and (P.) 74-A-2-10, 1 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	72,805
Poitras, Mme-Mrs. Gilles née-born Yolande Pineault rue Ls. Francoeur Street.....	3-B-363, 8 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	—
Poitras, Mme-Mrs. Gilles née-born Yolande Pineault 30 St-Hubert.....	(P.) 502-6 Ville de-Town of Chicoutimi.....	197,861
Régis, Mme-Mrs. Raymond née-born Camille Gaudreault 744 St-Arthur.....	1169-6 Ville de-Town of Chicoutimi.....	—
Simard, Mme-Mrs J. Baptiste née-born Car- Carmen Tremblay 1069 St-Paul.....	4-31, 9 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	—
Talbot, Mme-Mrs. Bruno née-born Jeannine Tremblay 421 Ste-Anne.....	459-3 Ville de-Town of Chicoutimi.....	—
Tremblay, Vve-Widow Adélarid Succ.Estate rue Harry Street.....	2-A-47, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	—
Tremblay, Antonelli rue Fradette Street.....	65-A-5, 64-A-17, 1 N.E.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	—
Tremblay, Denis 1056 Lavoie.....	(P.) 3-A-14, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	196,296
Tremblay, Gaëtan rue Harry Street.....	1-G-23 et-and 2-A-63, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	—
Tremblay, Gaston rue Hertel Street.....	1-A-1-1-3, 14 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	—
Tremblay, Gaston 117 Champlain.....	(P.) 644-28 et-and (P.) 644 Ville de-Town of Chicoutimi.....	148,606
Tremblay, Georges-H. 792 des Eudistes.....	—	—
Un terrain formé du lot no. 647-66 du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, sauf à distraire la partie décrite dans l'acte enregistré sous le No. 108,822.		A piece of land formed of lot No. 647-66 of the officia cadastre of the Town of Chicoutimi, save to withdraw the part described in the deed registered under No. 108,822.
Tremblay, Jos. Émile 416 Laurier.....	(P.) 470 et-and (P.) 471 Ville de-Town of Chicoutimi.....	154,525
Tremblay, Jean-Paul 621 Montcalm.....	572-6 Ville de-Town of Chicoutimi.....	—
Tremblay, Julien rue Eva Street.....	1-G-40 et-and 2-A-90, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	—
Tremblay, Mme Olivette 418 Réserve.....	(P.) 1122 Ville de-Town of Chicoutimi.....	205,759
Tremblay, Paul rue René Goupil Street.....	(P.) 6-A-36, 14 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	—
Tremblay, Thomas rue Lavoie Street.....	(P.) 3-A-21, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	198,599
Turcotte, Mme-Mrs. Joseph St-Vincent.....	536-7 Ville de-Town of Chicoutimi.....	—
Vaillancourt, Renald rue Lavoie Street.....	(P.) 3-A, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	—
Verville, Maurice rue Dubé Street.....	633-29 Ville de-Town of Chicoutimi.....	—
Villeneuve, Patrick 410 rue Lévis Street.....	(P.) 132-7, 135-1 et-and (P.) 1277.....	195,129
Inconnu-Unknown.....	827-11 Ville de-Town of Chicoutimi	—
Hamel, J.A. Rivière du Moulin.....	(P.) 65-A 1 N.E.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi.....	—
Inconnu Unknown re: rue Ste-Anne Street.....	567-9	—
Figure irrégulière, borné vers le nord-est par les lots Nos: 1155-1-6 et 1154-1-15 ave Legrand, vers l'est les lots Nos: 1154-1-20 et 1154-1-19; vers le sud-ouest par les lots Nos: 1157 et 1158 vers le nord-ouest par les lots Nos: 1155-1-10, 1155-1-9 et 1155-1-8.		An irregular figure, bounded on the northeast by lot Nos: 1155-1-6 and 1154-1-15 Legrand Avenue, on the east lot Nos: 1154-1-20 and 1154-1-19; on the southwest by lot Nos: 1157 and 1158, on the north- west by lot Nos: 1155-1-10, 1155-1-9 and 1155-1-8.

L'énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles a été autorisée par la Commission Municipale de Québec en date du 17 juin 1969, conformément aux dispositions de l'article 550 de la Loi des Cités et Villes.

The abrogated enumeration of the cadastral numbers of the immovables was authorized by the Québec Municipal Commission dated June 17, 1969, in conformity with the provisions of section 550 of the Cities and Towns Act.

Donné à Chicoutimi, ce 8e jour de juillet 1969.

Given at Chicoutimi, this 8th day of July, 1969.

Le greffier,  
BENOIT SIMARD.

BENOIT SIMARD,  
Clerk.

30102-28-2-o

30102-28-2

## Arrêtés en Conseil

## Orders in Council

### Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

### Order in Council Executive Council Chamber

Numéro 1978

Number 1978

Québec, le 3 juillet 1969.

Québec, July 3, 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du gant de cuir dans le Québec.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Leather Glove Industry in Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du gant de cuir dans le Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1071-E du 7 octobre 1959 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Leather Glove Industry in Québec (made binding by Decree number 1071-E of October 7, 1959, as amended) have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 12 avril 1969;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of April 12, 1969;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

WHEREAS, in compliance with the Act, the objections brought forth were duly considered;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

THEREFORE, IT IS ORDERED upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

QUE ledit décret, numéro 1071-E, soit modifié comme suit:

THAT said Decree number 1071-E be amended as follows:

1° Au paragraphe 3 de l'article VIII-A (Montant additionnel), les mots « \$0.10 par heure de travail, à compter du 1er mars 1969 » sont remplacés par les mots « À compter du 1er mars 1969, augmentation de \$0.20 à \$0.30 par heure de travail, dudit montant additionnel. ».

1. In subsection 3 of section VIII-A (*additional amounts*), the words "10¢ per hour worked from March 1st 1969" are superseded by "the additional 20¢ per hour worked will be increased to 30¢ per hour worked, effective March 1, 1969".

2° Au paragraphe 4 de l'article VIII-A (Montant additionnel), les mots « de \$0.10 » sont radiés.

2. In subsection 4 of section VIII-A, the words "of ten cents (10¢)" are deleted.

3° Les paragraphes « c » et « d » de l'article X (Dispositions particulières régissant le travail à domicile) sont remplacés par les suivants:

3. Subsections "c" and "d" of section X (*Special provisions governing home work*) are superseded by:

« c » 1. Le travail à domicile n'est permis qu'en cas d'urgence ou comme mesure exceptionnelle et il ne doit pas être fait de manière à priver les employés travaillant dans l'atelier de leur travail ou de leurs gains, à moins qu'un genre de travail ne puisse être fait dans l'atelier de l'employeur. Aucun employeur ne peut faire exécuter du travail à domicile ni par des entrepreneurs tant et aussi longtemps que les employés travaillant dans l'atelier ne travaillent pas à temps plein.

"(c) 1. Home work is allowed only as an exceptional measure and in case of emergency; it shall never be instituted in such a way as to deprive factory employees of their job or earnings, unless a given type of work cannot be carried out in the employer's factory. No employer shall have any products manufactured outside premises by home workers or by contractors so long as his factory staff is not employed full-time.

2. Le nombre total des travailleurs à domicile ne doit pas excéder le nombre total des employés permanents régis par le présent décret et qui travaillent à temps plein pour l'employeur professionnel dans son ou ses ateliers. Cette restriction ne s'applique pas, cependant, à l'exécution du travail fait à la main.

2. The total number of home workers may not exceed the total number of regular employees hereby governed who work full time for the professional employer in his factory or factories. This provision does not cover work done by hand.

d) Il est défendu de faire couper, examiner ou dresser des gants ou mitaines ou parties de gants ou mitaines à domicile.»

4<sup>o</sup> Le paragraphe « m » de l'article X (Dispositions particulières régissant le travail à domicile) est radié.

5<sup>o</sup> Au paragraphe « n » de l'article X (Dispositions particulières régissant le travail à domicile), les mots « dix pour cent (10%) » apparaissant au premier sous-paragraphe, sont remplacés par les mots « vingt pour cent (20%) » et les mots « quinze pour cent (15%) » apparaissant au deuxième sous-paragraphe, sont remplacés par les mots « vingt-cinq pour cent (25%) ».

*Le greffier du Conseil exécutif,*

30112-o

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1979

Québec, le 3 juillet 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie des accessoires de mode dans l'Île de Montréal et un rayon de cent (100) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie des accessoires de mode dans l'Île de Montréal et un rayon de cent (100) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 99 du 29 janvier 1948 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 3 mai 1969;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 99, soit modifié comme suit:

1<sup>o</sup> L'article IV, (Taux minimaux de salaires), est remplacé par le suivant:

« IV. *Taux de salaires minimaux:* a) Les salariés qualifiés des métiers ci-après énumérés doivent recevoir les taux horaires minima suivants:

Brodeur à la machine Bonnaz (mécanicien Bonnaz) — Bonnaz embroidery operator.....	\$2.32	\$2.42
Plisseur et patronnier (faiseur de patrons) — Pleater and pattern maker.....	1.97	2.07
Mécanicien de machine Bonnaz à manette enclenchée — Frozen handle Bonnaz operator.....	1.70	1.80
Aide plisseur — Pleater's helper.....	1.69	1.79
Mécanicien de machines spéciales — Special machine operator.....	1.55	1.65
Presseur de nervures — Pin-tuck presser.....	1.55	1.65
Imprimeur à la main (étapeur) — Stamper.....	1.55	1.65

(d) Gloves, mitts or parts thereof cannot be cut, examined or blocked at home.”

4. Subsection “m” of section X is abrogated.

5. In subsection “n” of section X: in the first paragraph, the words “ten per cent (10%)” are replaced by “twenty per cent (20%)”; in the second paragraph, the words “fifteen per cent (15%)” are superseded by “twenty-five per cent (25%)”.

JACQUES PRÉMONT,

*Clerk of the Executive Council.*

30112-o

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 1979

Québec, July 3, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Fashion Accessories Industry in the Island of Montreal and a 100-mile radius of its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Fashion Accessories Industry in the Island of Montreal and a 100-mile radius of its limits (made binding by decree number 99 of January 29, 1948, as amended) have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of May 3, 1969;

WHEREAS no objection was brought forth against the approval of the proposed amendments;

THEREFORE, IT IS ORDERED upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT said Decree number 99 be amended as follows:

1. Section IV, (Minimum Wage Rates), is replaced by:

“IV. *Minimum Wage Rates:* (a) Skilled employees in the crafts listed below shall be paid the following minimum wage rates:

<i>Jusqu'au</i> <i>Until</i>	<i>À compter du</i> <i>From</i>
<i>31 juillet 1969</i>	<i>1er août 1969</i>
<i>July 31st, 1969</i>	<i>August 1, 1969</i>

	Jusqu'au Until 31 juillet 1969 July 31st, 1969	À compter du From 1er août 1969 August 1, 1969
Perleur au crochet — Crochet beader . . . . .	\$1.45	\$1.55
Brodeur à la main — Hand embroidery worker . . . . .	1.45	1.55
Ouvrier d'atelier (employé général) — Floor helper or general hand	1.45	1.55
Faiseur de boucles et de boutons recouverts — Covered button and buckle maker . . . . .	1.45	1.55
Brodeur à la machine automatique à têtes multiples — Multi-head automatic machine embroidery watcher . . . . .	1.45	1.55

b) Réduction des salaires: Il n'est pas permis de réduire les salaires des salariés dont le taux de salaire est actuellement plus élevé que le minimum ci-dessus mentionné.

c) À compter du 1er août 1969 tout employeur doit payer à tous ses salariés une majoration de \$0.10 l'heure.

Cependant un employeur qui a payé la majoration précitée le ou après le 1er avril 1969 pourra recevoir un crédit proportionné au montant de l'augmentation ainsi accordée.

Les taux de salaire payés aux salariés qualifiés ne doivent jamais être inférieurs aux taux minimaux établis par le présent décret.»

2° L'article XI, est remplacé par le suivant:  
« XI. Apprentis: a) Sauf en ce qui a trait aux brodeurs à la machine « Bonnaz » le nombre d'apprentis travaillant dans tout atelier ne doit jamais dépasser 15% du nombre des salariés.

b) Pour les métiers ci-après nommés, l'apprentissage est de six mois et les taux minimaux de salaires sont les suivants:

Ouvrier d'atelier, faiseur de boutons et de boucles, perleur au crochet, brodeur à la main, conducteur de machine automatique à broder à têtes multiples.

Taux minimal — Minimum rate . . . . .	\$1.32	\$1.32
Après 3 mois — After 3 months . . . . .	1.39	1.44
Après 6 mois — After 6 months . . . . .	1.45	1.55

c) L'apprentissage de l'aide plisseur est de neuf (9) mois et les taux minimaux de salaire sont les suivants:

Taux minimal — Minimum rate . . . . .	\$1.32	\$1.32
Après 3 mois — After 3 months . . . . .	1.45	1.48
Après 6 mois — After 6 months . . . . .	1.57	1.64
Après 9 mois — After 9 months . . . . .	1.69	1.79

d) L'apprentissage du métier de brodeur à la machine « Bonnaz » (manette enclenchée) est de quinze (15) mois et les taux de salaires minimaux sont les suivants:

Taux minimal — Minimum rate . . . . .	\$1.32	\$1.32
Après 3 mois — After 3 months . . . . .	1.40	1.42
Après 6 mois — After 6 months . . . . .	1.48	1.52
Après 9 mois — After 9 months . . . . .	1.56	1.62
Après 12 mois — After 12 months . . . . .	1.63	1.71
Après 15 mois — After 15 months . . . . .	1.70	1.80

e) L'apprentissage des métiers de mécanicien de machine, imprimeur à la main (étampeur) et presseur de nervures est de quinze (15) mois, et les taux minimaux de salaires des apprentis de ces métiers sont les suivants:

Taux minimal — Minimum rate . . . . .	\$1.32	\$1.32
Après 3 mois — After 3 months . . . . .	1.38	1.41
Après 6 mois — After 6 months . . . . .	1.44	1.49
Après 12 mois — After 12 months . . . . .	1.50	1.57
Après 15 mois — After 15 months . . . . .	1.55	1.65

f) Aucun apprenti ne doit être employé dans la section des « brodeurs à la machine Bonnaz »

(b) Prohibition to reduce wages: It shall be forbidden to reduce the wages of employees presently receiving a rate of pay higher than the aforesaid minimum.

(c) From August 1st, 1969, every employer shall pay all his employees of 10¢-an-hour increase.

However, employers who have paid such increase to their employees on or after April 1, 1969, shall receive credit for the amount of such increase.

Wage rates paid to qualified workers must never be lower than the minimum rates set forth in this decree.”

2. Section XI is replaced by:  
“XI. Apprentices: (a) With the exception of “Bonnaz” embroidery machine operators, the apprentice-to-worker ratio in any shop shall never exceed fifteen per cent (15%).

(b) Apprentice floor helpers, button and buckle makers, crochet beaders, hand embroidery workers and multi-head automatic machine embroidery watchers shall graduate in six months and shall be paid as follows:

(c) The assistant pleater or pleater's helper shall graduate in 9 months and his minimum wage rates shall be as follows:

(d) The apprentice frozen-handle “Bonnaz” operator shall graduate in fifteen (15) months and his minimum wage rates shall be as follows;

(e) An apprentice machine operator, stamper and pin-tuck presser shall graduate in 15 months and his minimum wage rates shall be as follows:

(f) No apprentice may be employed in any Bonnaz Department unless the employer has

à moins que l'employeur n'ait à son emploi au moins (5) « brodeurs bonnaz » qualifiés.

Un apprenti « brodeur à la machine Bonnaz » est un salarié qui apprend à travailler sur une machine à broder « Bonnaz ». Il est promu brodeur « Bonnaz » qualifié après vingt-quatre (24) mois d'apprentissage et doit être payé comme suit:

Taux minimal — Minimum rate.....	\$1.32	\$1.32
Après 3 mois — After 3 months.....	1.45	1.46
Après 6 mois — After 6 months.....	1.58	1.60
Après 9 mois — After 9 months.....	1.71	1.74
Après 12 mois — After 12 months.....	1.84	1.88
Après 15 mois — After 15 months.....	1.96	2.02
Après 18 mois — After 18 months.....	2.08	2.16
Après 21 mois — After 21 months.....	2.20	2.29
Après 24 mois — After 24 months.....	2.32	2.42

Après vingt-quatre (24) mois on doit faire subir un examen de qualification au brodeur à la machine « Bonnaz » pour déterminer sa qualification. S'il obtient son certificat, il a droit alors aux taux de salaires établis pour le « brodeur à la machine Bonnaz ».

3° La clause suivante est ajoutée à l'article XI-A:

« De plus, les taux minimaux déterminés dans le présent décret pourront être augmentés si les parties contractantes présentent une requête à cette fin en raison de l'augmentation de l'indice du coût de la vie. »

30112-o *Le greffier du Conseil exécutif,*  
JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil**  
**Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1980

Québec, le 3 juillet 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une correction à l'arrêté en conseil numéro 1187 du 16 avril 1969—(Modifications au décret relatif aux travailleurs en fourrure, commerce en gros, dans la région de Montréal).

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE l'arrêté en conseil numéro 1187 du 16 avril 1969, concernant des modifications au décret numéro 524 du 11 mai 1955 et amendements, relatif aux travailleurs en fourrure, commerce en gros, dans la région de Montréal, soit corrigé comme suit:

Les mots suivants sont ajoutés à la fin du poste 3° (paragraphe « a » de l'article IV):

« À compter du 1er novembre 1969, tous les salariés dont le salaire est supérieur aux taux minimaux doivent recevoir une augmentation de \$10 par semaine. »

30112-o *Le greffier du Conseil exécutif,*  
JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil**  
**Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1982

Québec, le 3 juillet 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la fourrure, section du détail, région de Montréal.

at least five (5) fully-skilled "Bonnaz embroidery operators" in his service.

Apprentice "Bonnaz embroidery machine operator" means anyone who is a beginner at the "Bonnaz embroidery machine". He shall graduate in twenty-four (24) months as a fully-skilled "Bonnaz" embroidery operator and shall be paid as follows:

After twenty-four (24) months, a "Bonnaz" embroidery operator shall be examined as to competency. If granted a competency card, he shall be entitled to the wage rates for "Bonnaz embroidery operators."

3. The following paragraph is added to section XI-A:

"Moreover, if the cost of living index rises, the minimum rates stipulated herein may be increased, provided the contracting parties file a petition to this end."

30112-o *JACQUES PRÉMONT,*  
*Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council**  
**Executive Council Chamber**

Number 1980

Québec, July 3, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a correction to Order in Council number 1187 of April 16, 1969—(Amendments to the decree respecting Fur Employees, Wholesale Trade in the Montreal Region).

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Order in Council number 1187 of April 16, 1969, concerning amendments to the decree number 524 of May 11, 1955 and amendments, respecting Fur Employees (Wholesale Trade) in the Montreal region, be corrected as follows:

The following words are added at the end of item No. 3 (subsection "a" of section IV):

"From November 1, 1969, all employees whose wages are higher than the minimum rates shall receive a \$10 a week raise in wages."

30112-o *JACQUES PRÉMONT,*  
*Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council**  
**Executive Council Chamber**

Number 1982

Québec, July 3, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Fur Industry, Retail Trade, Montreal Region.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts Refondus du Québec 1964, chapitre 143), le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Maurice Bellemare, a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications au décret numéro 643 du 29 mai 1953 et amendements, relatif à l'industrie de la fourrure, section du détail, région de Montréal;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 3 mai 1969;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 643, soit modifié comme suit:

1° L'alinéa « e » du paragraphe 3.03 de l'article III est biffé.

2° La subdivision v. suivante est ajoutée à l'alinéa « a » du paragraphe 3.04 de l'article III:

« v. Pour se prévaloir des dispositions du présent paragraphe 3.04, tout employeur doit n'avoir confié du travail à l'extérieur que lorsque ses salariés refusent de faire du travail supplémentaire ou ne peuvent, même en faisant du travail supplémentaire, remplir à temps les commandes de l'employeur. »

3° L'alinéa « f » du paragraphe 3.04 de l'article III est biffé.

4° L'article XII est biffé.

*Le greffier du Conseil exécutif,*

30112-o JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1758

Québec, le 10 juin 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les frais de représentation payés aux commissaires des commissions scolaires et la Loi de l'impôt provincial sur le revenu.

Veuillez noter qu'à la deuxième ligne du deuxième paragraphe de l'avis publié le 5 juillet 1969 à la page 3821, nous aurions dû lire: (S.R.C. 1952, chapitre 148) au lieu de (S.R.Q. 1952, chapitre 148).

29905-x

*Erratum*

Dans l'arrêté en conseil numéro 1735 du 5 juin 1969, concernant des modifications au décret relatif à l'industrie de la confection pour dames dans le Québec, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 5 juillet 1969, à la page 3826, le taux de \$51.13 (après 6 mois) mentionné au paragraphe « d » de l'article IX, doit se lire \$61.13.

30112-o

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, has given notice that he intended submitting certain amendments to Decree number 643 of May 29, 1953, as amended (Fur Industry, Retail Trade, Montreal Region) to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

WHEREAS the notice was published in the *Québec Official Gazette* of May 3, 1969;

WHEREAS, in compliance with the Act, the objection brought forth was duly considered;

THEREFORE, IT IS ORDERED upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT said Decree number 643 be amended as follows:

1. Paragraph "e", subsection 3.03, section III, is abrogated.

2. The following subdivision v. is added to paragraph "a", subsection 3.04, section III:

"v. So as to be entitled to the provisions of subsection 3.04, every employer must have had fur work done outside the shop only if his employees refused to do overtime and could not, even on overtime, meet the dead-line on employers' orders."

3. Paragraph "f", subsection 3.04, section III is abrogated.

4. Section XII is abrogated.

JACQUES PRÉMONT,

30112-o Clerk of the Executive Council.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 1758

Québec, June 10, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING representation expenses to School Boards Commissioners and the Provincial Income Tax Act.

Please take note that on the second line of the second paragraph of the notice published on July 5, 1969, on page 3821, we should read: (R.S.C., 1952, chapter 148), instead of (R.S.Q., 1952 chapter 148).

29905-x

*Erratum*

In Order in Council number 1735 of June 5, 1969, concerning amendments to the decree respecting the Ladies' Cloak and Suit Industry in Québec, published in the *Québec Official Gazette* of July 5, 1969, on page 3826, the wage rate \$51.13 (after 6 months) mentioned in subsection "d" of Section IX should read \$61.13.

30112-o

**Soumissions**

**Municipalité d'Ascot-Nord**  
Comté de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée

**Tenders**

**Municipality of Ascot-North**  
County of Sherbrooke

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mrs. Jeanine

Mme Jeanine Grondin, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7 heures du soir, au Bureau de la corporation, 469, rue Dolbeau, Sherbrooke, comté de Sherbrooke, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, École Desranleau, 1640, Galt-Est, Ascot-Nord, comté de Sherbrooke, P.Q., mardi, le 5 août 1969, pour l'achat de \$375,000 (x) d'obligations de la municipalité d'Ascot-Nord, comté de Sherbrooke, datées du 1er août 1969 et remboursables par séries du 1er août 1970 au 1er août 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlement numéro 83 tel que modifié — \$375,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1969.

(x) *Tableau d'amortissement — \$375,000 — 20 ans*

Année	Capital
1er août 1970.....	\$ 1,000
1er août 1971.....	2,000
1er août 1972.....	2,000
1er août 1973.....	2,000
1er août 1974.....	2,000
1er août 1975.....	2,000
1er août 1976.....	2,000
1er août 1977.....	2,000
1er août 1978.....	3,000
1er août 1979.....	3,000
1er août 1980.....	3,000
1er août 1981.....	3,000
1er août 1982.....	4,000
1er août 1983.....	4,000
1er août 1984.....	4,000
1er août 1985.....	5,000
1er août 1986.....	5,000
1er août 1987.....	5,000
1er août 1988.....	6,000
1er août 1989.....	315,000

(x) Par une entente signée par devant notaire le 17 avril 1969, la Clinique de l'Université de Sherbrooke, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Sherbrooke, s'engage et s'oblige à payer annuellement à la corporation municipale d'Ascot-Nord, pour la durée entière de l'emprunt, un montant suffisant pour couvrir l'amortissement, en capital et intérêts, de l'emprunt ci-haut mentionné.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$29,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée.

Grondin, Secretary-Treasurer, until 7:00 o'clock, p.m., at the Office of the Corporation, 469 Dolbeau Street, Sherbrooke, County of Sherbrooke, P.Q., and after until 8:00 o'clock, p.m., at Desranleau School, 1640 Galt-East, Ascot-North, County of Sherbrooke, P.Q., Tuesday, August 5, 1969, for the purchase of an issue of \$375,000 (x) of bonds for the Municipality of Ascot-North, County of Sherbrooke, dated August 1, 1969 and redeemable serially from August 1, 1970 to August 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the tables of redemption in the present notice.

By-law Number 83 such as amended — \$375,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1969.

(x) *Table of redemption — \$375,000 — 20 years*

Year	Capital
August 1, 1970.....	\$ 1,000
August 1, 1971.....	2,000
August 1, 1972.....	2,000
August 1, 1973.....	2,000
August 1, 1974.....	2,000
August 1, 1975.....	2,000
August 1, 1976.....	2,000
August 1, 1977.....	2,000
August 1, 1978.....	3,000
August 1, 1979.....	3,000
August 1, 1980.....	3,000
August 1, 1981.....	3,000
August 1, 1982.....	4,000
August 1, 1983.....	4,000
August 1, 1984.....	4,000
August 1, 1985.....	5,000
August 1, 1986.....	5,000
August 1, 1987.....	5,000
August 1, 1988.....	6,000
August 1, 1989.....	315,000

(x) By an agreement signed before a notary on April 17, 1969, the Clinic of Sherbrooke University, a corporation legally incorporated, having its head office in Sherbrooke, binds itself and agrees to annually pay to the municipal corporation of Ascot-North, for the entire duration of the loan, an amount sufficient to cover the redemption, in capital and interest, of the loan hereabove mentioned.

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance being for 20-year fixed-term or 10-year serial bonds with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than \$29,000, and, if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturity appearing in this notice, and starting by the last years of maturity. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er août 1989 au montant de \$315,000 comprend un solde de \$309,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er août 1990	\$ 7,000
1er août 1991	7,000
1er août 1992	8,000
1er août 1993	8,000
1er août 1994	9,000
1er août 1995	10,000
1er août 1996	11,000
1er août 1997	12,000
1er août 1998	13,000
1er août 1999	13,000
1er août 2000	15,000
1er août 2001	16,000
1er août 2002	17,000
1er août 2003	18,000
1er août 2004	20,000
1er août 2005	21,000
1er août 2006	23,000
1er août 2007	25,000
1er août 2008	27,000
1er août 2009	29,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$315,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$315,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 5 août 1969, à 8 heures du soir, École Desranleau, 1640, Galt-Est, Ascot-Nord, comté de Sherbrooke, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ascot-Nord (Comté de Sherbrooke), ce 7 juillet 1969.

*Le secrétaire-trésorier,*  
**MME JEANINE GRONDIN.**

Bureau de la corporation, 469, rue Dolbeau,  
 Sherbrooke (Sherbrooke), P.Q.  
 Téléphone: 569-1583, code 819. 30153-0

**Ville de Châteauquay**  
 Comté de Châteauquay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné

exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of August 1, 1989 in the amount of \$315,000 includes a balance of \$309,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	Capital
August 1, 1990	\$ 7,000
August 1, 1991	7,000
August 1, 1992	8,000
August 1, 1993	8,000
August 1, 1994	9,000
August 1, 1995	10,000
August 1, 1996	11,000
August 1, 1997	12,000
August 1, 1998	13,000
August 1, 1999	13,000
August 1, 2000	15,000
August 1, 2001	16,000
August 1, 2002	17,000
August 1, 2003	18,000
August 1, 2004	20,000
August 1, 2005	21,000
August 1, 2006	23,000
August 1, 2007	25,000
August 1, 2008	27,000
August 1, 2009	29,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sherbrooke.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation when issued serially, or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than \$315,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$315,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 5, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., Desranleau School, 1640 Galt-East, Ascot-North, County of Sherbrooke, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ascot-North (County of Sherbrooke), July 7, 1969.

*MRS. JEANINE GRONDIN,*  
*Secretary-Treasurer.*

Office of the Corporation, 469 Dolbeau Street,  
 Sherbrooke (Sherbrooke), P.Q.  
 Telephone: 569-1583, code 819. 30153

**Town of Châteauquay**  
 County of Châteauquay

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Claude Hurtubise,

Claude Hurtubise, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 5, rue de la Station, Châteauguay, comté de Châteauguay, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mardi, le 5 août 1969, pour l'achat de \$607,500 d'obligations de la ville de Châteauguay, comté de Châteauguay, datées du 1<sup>er</sup> août 1969 et remboursables par séries du 1<sup>er</sup> août 1970 au 1<sup>er</sup> août 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1<sup>er</sup> février et 1<sup>er</sup> août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement.

Règlements Nos: 126 (127) — \$10,000 — renouvellement d'emprunt; 132 — \$190,000 — renouvellement d'emprunt; 133 — \$75,000 — renouvellement d'emprunt; C-5 — \$8,300 — voirie; C-8 — \$94,300 — aqueduc et égouts; C-9 — \$115,000 — voirie, aqueduc et égouts; C-10 — \$3,900 — voirie; C-11 — \$111,000 — voirie, aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1<sup>er</sup> août 1969.

Tableau d'amortissement — \$607,500 — 20 ans

Année	Capital
1 <sup>er</sup> août 1970	\$29,500
1 <sup>er</sup> août 1971	30,000
1 <sup>er</sup> août 1972	30,000
1 <sup>er</sup> août 1973	31,000
1 <sup>er</sup> août 1974	32,000
1 <sup>er</sup> août 1975	31,000
1 <sup>er</sup> août 1976	31,000
1 <sup>er</sup> août 1977	32,000
1 <sup>er</sup> août 1978	33,000
1 <sup>er</sup> août 1979	34,000
1 <sup>er</sup> août 1980	26,000
1 <sup>er</sup> août 1981	27,000
1 <sup>er</sup> août 1982	28,000
1 <sup>er</sup> août 1983	29,000
1 <sup>er</sup> août 1984	29,000
1 <sup>er</sup> août 1985	30,000
1 <sup>er</sup> août 1986	31,000
1 <sup>er</sup> août 1987	31,000
1 <sup>er</sup> août 1988	31,000
1 <sup>er</sup> août 1989	32,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$32,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay-Centre.

Secretary-Treasurer, Town Hall, 5 de la Station St., Châteauguay, county of Châteauguay, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Tuesday, August 5, 1969, for the purchase of an issue of \$607,500 of bonds for the Town of Châteauguay, county of Châteauguay, dated August 1, 1969 and redeemable serially from August 1, 1970 to August 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption.

By-laws Nos.: 126 (127) — \$10,000 — loan renewal; 132 — \$190,000 — loan renewal; 133 — \$75,000 — loan renewal; C-5 — \$8,300 — roads; C-8 — \$94,300 — aqueduct and sewers; C-9 — \$115,000 — roads, aqueduct and sewers; C-10 — \$3,900 — roads; C-11 — \$111,000 — roads, aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest will be calculated as from August 1, 1969.

Table of redemption — \$607,500 — 20 years

Year	Capital
August 1, 1970	\$29,500
August 1, 1971	30,000
August 1, 1972	30,000
August 1, 1973	31,000
August 1, 1974	32,000
August 1, 1975	31,000
August 1, 1976	31,000
August 1, 1977	32,000
August 1, 1978	33,000
August 1, 1979	34,000
August 1, 1980	26,000
August 1, 1981	27,000
August 1, 1982	28,000
August 1, 1983	29,000
August 1, 1984	29,000
August 1, 1985	30,000
August 1, 1986	31,000
August 1, 1987	31,000
August 1, 1988	31,000
August 1, 1989	32,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance for 20-year fixed-term, or for 10-year serial bonds with the balance partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than \$32,000, and, if higher than this latter amount, said part shall comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay-Centre.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à \$32,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$32,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 5 août 1969, à 8.30 heures du soir, Hôtel de ville, 5, rue de la Station, Châteauguay, comté de Châteauguay, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay (Comté de Châteauguay), ce 10 juillet 1969.

*Le secrétaire-trésorier,*  
CLAUDE HURTUBISE.

Hôtel de ville, 5, rue de la Station,  
Châteauguay (Châteauguay), P.Q.  
Téléphone: 692-6767, code 514. 30154-o

**Les Commissaires d'écoles pour la  
municipalité de Saint-Hubert  
Comté de Chambly**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Normand Pesant, secrétaire-trésorier, Bureau de la commission scolaire, 2505, rue Coderre, St-Hubert, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 6 août 1969, pour l'achat de \$703,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Hubert, comté de Chambly, datées du 1er août 1969 et remboursables par séries du 1er août 1970 au 1er août 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolutions datées des: 26 juin 1968 — \$75,000 — agrandissement de l'école élémentaire Notre-Dame-de-Lourdes; 26 février 1969 — \$628,000 — agrandissement de l'école St-Joseph.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1969.

Tableau d'amortissement — \$703,000 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1970.....x	\$85,000
1er août 1971.....x	57,000
1er août 1972.....x	61,000
1er août 1973.....x	66,000
1er août 1974.....x	71,000
1er août 1975.....x	77,500

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to \$32,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than \$32,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 5, 1969, at 8:30 o'clock p.m., in the Town Hall, 5 de la Station St., Châteauguay, county of Châteauguay, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay (County of Châteauguay), July 10, 1969.

CLAUDE HURTUBISE,  
*Secretary-Treasurer.*

Town Hall, 5 de la Station St.,  
Châteauguay (Châteauguay), P.Q.  
Telephone: 692-6767, code 514. 30154

**School Commissioners for the  
Municipality of Saint-Hubert  
County of Chambly**

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Normand Pesant, Secretary-Treasurer, Office of the School Commission, 2505 Coderre Street, St-Hubert, county of Chambly, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, August 6, 1969, for the purchase of an issue of \$703,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of St-Hubert, county of Chambly, dated August 1, 1969 and redeemable serially from August 1, 1970 to August 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

Résolutions dated: June 26, 1968 — \$75,000 — enlargement of Notre-Dame-de-Lourdes Elementary School; February 26, 1969 — \$628,000 — enlargement of St-Joseph School.

For adjudication only, interest will be calculated as from August 1, 1969.

Table of redemption — \$703,000 — 20 years

Year	Capital
August 1, 1970.....x	\$85,000
August 1, 1971.....x	57,000
August 1, 1972.....x	61,000
August 1, 1973.....x	66,000
August 1, 1974.....x	71,000
August 1, 1975.....x	77,500

1er août 1976.....	\$ 11,500	August 1, 1976.....	\$ 11,500
1er août 1977.....	12,500	August 1, 1977.....	12,500
1er août 1978.....	13,500	August 1, 1978.....	13,500
1er août 1979.....	15,000	August 1, 1979.....	15,000
1er août 1980.....	16,000	August 1, 1980.....	16,000
1er août 1981.....	17,000	August 1, 1981.....	17,000
1er août 1982.....	18,500	August 1, 1982.....	18,500
1er août 1983.....	20,500	August 1, 1983.....	20,500
1er août 1984.....	22,000	August 1, 1984.....	22,000
1er août 1985.....	24,000	August 1, 1985.....	24,000
1er août 1986.....	25,500	August 1, 1986.....	25,500
1er août 1987.....	27,500	August 1, 1987.....	27,500
1er août 1988.....	30,000	August 1, 1988.....	30,000
1er août 1989.....	32,000	August 1, 1989.....	32,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$467,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en 1 versement de \$107,000 en 1970 et de 5 versements consécutifs de \$72,000 de 1971 à 1975 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$32,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéance apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hubert.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à \$32,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$32,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 6 août 1969, à 8 heures du soir, Bureau de la commission scolaire, 2505, rue Coderre, St-Hubert, comté de Chambly, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The "x's" indicate the years during which annual payments of a total issue of \$467,000, granted by the Provincial Government and payable in 1 instalment of \$107,000, in 1970 and 5 consecutive instalments of \$72,000 from 1971 to 1975 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial-bonds with the balance being for 20-year fixed-term or 10-year serial bonds with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than \$32,000, and, if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturity appearing in this notice, and starting by the last years of maturity. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Hubert.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to \$32,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than \$32,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, August 6, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., at the Office of the School Commission, 2505 Coderre Street, St-Hubert, County of Chambly, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Hubert (Comté de Chambly), ce 7 juillet 1969.

*Le secrétaire-trésorier,*  
NORMAND PESANT.

Bureau de la commission scolaire,  
2505, rue Coderre,  
St-Hubert (Chambly), P.Q.  
Téléphone: 676-0324, code 514. 30155-0

**Ville de Saint-Lambert**  
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné C. H. MacNaughten, c.r., greffier, Hôtel de ville, 55, Argyle, St-Lambert, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 4 août 1969, pour l'achat de \$789,000 d'obligations de la ville de Saint-Lambert, comté de Chambly, datées du 1er août 1969 et remboursables par séries du 1er août 1970 au 1er août 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 653 — \$112,300 — pavage et trottoirs; 657 — \$43,000 — aqueduc et égouts; 666 — \$4,700 — pavage et trottoirs; 667 — \$37,000 — pavage et trottoirs; 673 — \$36,000 — aqueduc et égouts; 694 — \$50,000 — voirie; 736 — \$12,000 — aqueduc et égouts; 745 — \$6,000 — voirie; 767 — \$85,000 — services récréatifs et communautaires; 771 — \$7,000 — voirie; 772 — \$6,000 — voirie; 786 — \$98,000 — aqueduc et égouts; 787 — \$30,000 — services récréatifs et communautaires; 794 — \$155,000 — voirie; 821 — \$57,000 — aqueduc et égouts; 823 — \$50,000 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1969.

Tableau d'amortissement — \$789,000 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1970	\$18,000
1er août 1971	20,000
1er août 1972	22,000
1er août 1973	23,000
1er août 1974	25,000
1er août 1975	26,000
1er août 1976	29,000
1er août 1977	30,000
1er août 1978	33,000
1er août 1979	36,000
1er août 1980	37,000
1er août 1981	41,000
1er août 1982	44,000
1er août 1983	46,000
1er août 1984	50,000
1er août 1985	54,000
1er août 1986	57,000
1er août 1987	62,000
1er août 1988	66,000
1er août 1989	70,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme

St-Hubert (County of Chambly), July 7, 1969.

*NORMAND PESANT,*  
*Secretary-Treasurer.*

Office of the School Commission,  
2505 Coderre Street,  
St-Hubert (Chambly), P.Q.  
Telephone: 676-0324, code 514. 30155

**Town of Saint-Lambert**  
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, C. H. MacNaughten, q.c., Town Clerk, Town Hall, 55 Argyle, St-Lambert, county of Chambly, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, August 4, 1969, for the purchase of an issue of \$789,000 of bonds for the town of Saint-Lambert, county of Chambly, dated August 1, 1969, and redeemable serially from August 1, 1970 to August 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws Nos. 653 — \$112,300 — paving and sidewalks; 657 — \$43,000 — aqueduct and sewers; 666 — \$4,700 — paving and sidewalks; 667 — \$37,000 — paving and sidewalks; 673 — \$36,000 — aqueduct and sewers; 694 — \$50,000 — roads; 736 — \$12,000 — aqueduct and sewers; 745 — \$6,000 — roads; 767 — \$85,000 — recreational and community services; 771 — \$7,000 — roads; 772 — \$6,000 — roads; 786 — \$98,000 — aqueduct and sewers; 787 — \$30,000 — recreational and community services; 794 — \$155,000 — roads; 821 — \$57,000 — aqueduct and sewers; 823 — \$50,000 — roads.

For adjudication only, interest will be calculated as from August 1, 1969.

Table of redemption — \$789,000 — 20 years

Year	Capital
August 1, 1970	\$18,000
August 1, 1971	20,000
August 1, 1972	22,000
August 1, 1973	23,000
August 1, 1974	25,000
August 1, 1975	26,000
August 1, 1976	29,000
August 1, 1977	30,000
August 1, 1978	33,000
August 1, 1979	36,000
August 1, 1980	37,000
August 1, 1981	41,000
August 1, 1982	44,000
August 1, 1983	46,000
August 1, 1984	50,000
August 1, 1985	54,000
August 1, 1986	57,000
August 1, 1987	62,000
August 1, 1988	66,000
August 1, 1989	70,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance for 20-year fixed-term, or for 10-year serial bonds with the balance, partly for

fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$70,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Lambert.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Les dites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à \$70,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$70,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1<sup>er</sup> août de chaque année pour le montant annuel revis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 4 août 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 55, Argyle, St-Lambert, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Lambert (Comté de Chambly), ce 7 juillet 1969.

*Le greffier,*

C. H. MACNAUGHTEN, C.R.

Hôtel de ville, 55, Argyle,  
St-Lambert (Chambly), P.Q.,  
Téléphone: 672-4444, code 514. 30156-0

Ville de Villeneuve  
Comté de Montmorency

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Daniel Leclerc, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 95, rue Savio, Villeneuve, Québec 5, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 4 août 1969, pour l'achat de \$509,000 d'obligations de la ville de Villeneuve, comté de Montmorency, datées du 1<sup>er</sup> août 1969 et remboursables par séries du 1<sup>er</sup> août 1970 au 1<sup>er</sup> août 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1<sup>er</sup> février et 1<sup>er</sup> août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même par toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

10-year short-term and partly for 20-year fixed-term, provided, however, that the latter part be for an amount not less than \$70,000, and, if higher than this latter amount, the said part shall comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Lambert.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to \$70,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than \$70,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, August 4, 1969, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 55 Argyle, St-Lambert, county of Chambly, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Lambert (County of Chambly), July 7, 1969.

C. H. MACNAUGHTEN, Q.C.,  
Town Clerk.

Town Hall, 55 Argyle,  
St-Lambert (Chambly), P.Q.,  
Telephone: 672-4444, code 514. 30156

Town of Villeneuve  
County of Montmorency

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Daniel Leclerc, Secretary-Treasurer, Town Hall, 95 Savio St., Villeneuve, Québec 5, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, August 4, 1969, for the purchase of an issue of \$509,000 of bonds for the town of Villeneuve, county of Montmorency, dated August 1, 1969, and redeemable serially from August 1, 1970 to August 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

Règlements Nos: 85 — \$147,000 — renouvellement d'emprunt; 166 — \$45,000 — aqueduc et égouts; 168 — \$18,600 — voirie; 173 — \$122,000 — aqueduc et égouts; 180 — \$176,400 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1969.

By-laws Nos: 85 — \$147,000 — loan renewal; 166 — \$45,000 — aqueduct and sewers; 168 — \$18,600 — roads; 173 — \$122,000 — aqueduct and sewers; 180 — \$176,400 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest will be calculated as from August 1, 1969.

Tableau d'amortissement — \$509,000 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1970.....	\$18,000
1er août 1971.....	19,000
1er août 1972.....	19,000
1er août 1973.....	21,000
1er août 1974.....	22,000
1er août 1975.....	24,000
1er août 1976.....	26,000
1er août 1977.....	26,000
1er août 1978.....	29,000
1er août 1979.....	31,000
1er août 1980.....	26,000
1er août 1981.....	28,000
1er août 1982.....	29,000
1er août 1983.....	31,000
1er août 1984.....	33,000
1er août 1985.....	22,000
1er août 1986.....	24,000
1er août 1987.....	25,000
1er août 1988.....	27,000
1er août 1989.....	29,000

Table of redemption — \$509,000 — 20 years

Year	Capital
August 1, 1970.....	\$18,000
August 1, 1971.....	19,000
August 1, 1972.....	19,000
August 1, 1973.....	21,000
August 1, 1974.....	22,000
August 1, 1975.....	24,000
August 1, 1976.....	26,000
August 1, 1977.....	26,000
August 1, 1978.....	29,000
August 1, 1979.....	31,000
August 1, 1980.....	26,000
August 1, 1981.....	28,000
August 1, 1982.....	29,000
August 1, 1983.....	31,000
August 1, 1984.....	33,000
August 1, 1985.....	22,000
August 1, 1986.....	24,000
August 1, 1987.....	25,000
August 1, 1988.....	27,000
August 1, 1989.....	29,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$29,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Villeneuve.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à \$29,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$29,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance for 20-year fixed-term, or for 10-year serial bonds with the balance partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term, provided, however, that this latter part be for an amount not less than \$29,000, and, if higher than this latter amount, the said part shall comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Villeneuve.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to \$29,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than \$29,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender shall be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 4 août 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 95, rue Savio, Villeneuve, Québec 5, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Villeneuve (Comté de Montmorency), ce 10 juillet 1969.

*Le secrétaire-trésorier,*  
DANIEL LECLERC.

Hôtel de Ville, 95, rue Savio,  
Villeneuve, Québec 5, P.Q.  
Téléphone: 663-3542, code 418. 30157-0

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, August 4, 1969, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 95 Savio St., Villeneuve, Québec 5, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Villeneuve (County of Montmorency), July 10, 1969.

DANIEL LECLERC,  
*Secretary-Treasurer.*

Town Hall, 95 Savio St.,  
Villeneuve, Québec 5, P.Q.  
Telephone: 663-3542, code 418. 30157

## Avis divers

### La Corporation des Bibliothécaires Professionnels du Québec

#### *Avis*

Avis est par les présentes donné que « La Corporation des Bibliothécaires Professionnels du Québec » a adopté les règlements numéros 1, 2 et 3 concernant l'admission, la classification, l'expulsion, la cotisation et la discipline des membres de la corporation, à son assemblée générale spéciale du 25 juin 1969, en vertu de l'article 7 de la loi constituant « La Corporation des Bibliothécaires Professionnels du Québec », bill 175, sanctionné le 30 mai 1969, et qu'à l'expiration des trente (30) jours suivant la présente publication, lesdits règlements seront soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil.

#### *Règlement numéro 1*

Concernant l'admission, la classification et l'expulsion des membres de la corporation.

#### *Membres*

1. La corporation comprend deux catégories de membres: réguliers et associés.

2. Les « *membres réguliers* » sont les bibliothécaires professionnels qui exercent la profession dans la province de Québec et qui ont leur nom dans le registre de la corporation.

3. Les « *membres associés* » sont les bibliothécaires professionnels qui ont leur nom dans le registre de la corporation, mais qui n'exercent pas présentement leur profession, ou qui exercent la profession en dehors de la province de Québec.

4. Seuls les membres réguliers ont le droit de vote, d'être élus au Conseil d'administration et d'occuper un poste d'officier de la corporation.

#### *Admission*

5. La demande d'admission doit être adressée au siège social de la corporation de la façon prescrite par le Conseil d'administration.

6. Chaque demande doit être accompagnée d'une formule d'engagement solennel dûment signée par le candidat à l'effet qu'il respectera la loi, les règlements et les règles d'éthique professionnelle de la corporation. Un chèque couvrant les frais d'admission doit accompagner la demande.

7. Le candidat qui remplit toutes les conditions d'admissibilité posées par la corporation peut être admis comme membre de la corporation par le vote affirmatif de la majorité des membres du Conseil d'administration.

## Miscellaneous Notices

### The Corporation of Professional Librarians of Québec

#### *Notice*

Notice is hereby given that "The Corporation of Professional Librarians of Québec" has adopted by-laws numbers 1, 2 and 3 concerning the admission, classification, expulsion, contributions and discipline of the members of the corporation, at its special general meeting held on June 25, 1969, pursuant to section 7 of the Act to incorporate "The Corporation of Professional Librarians of Québec", Bill 175, assented to on May 30th, 1969, and that upon the expiry of thirty (30) days following this publication, the said by-laws shall be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council.

#### *By-law number 1*

Concerning the admission, classification and expulsion of the members of the corporation.

#### *Members*

1. The corporation comprises two categories of members: regular and associated members.

2. "Regular members" are professional librarians who practise their profession in the Province of Québec, and whose names are inscribed on the corporation's register.

3. "Associated members" are professional librarians whose names are inscribed on the corporation's register, but who are not now practising their profession, or who practise their profession outside the Province of Québec.

4. Only regular members have the right to vote, to be elected to the Board of Directors and to occupy the position of an officer of the corporation.

#### *Admission*

5. The request for admission shall be addressed to the corporate seat of the corporation in the manner prescribed by the Board of Directors.

6. Each request shall be accompanied by a form of solemn agreement duly signed by the candidate to the effect that he will respect the law, the by-laws and rules of professional ethics of the corporation. A cheque covering the cost of admission shall accompany the request.

7. Candidates who meet all the conditions for admission set by the corporation may be admitted as members of the corporation by the vote in the affirmative of the majority of the members of the Board of Directors.

*Comité d'admission*

*Membership committee*

8. Chaque année, à la première réunion du Conseil d'administration qui suit l'assemblée générale annuelle, le Conseil d'administration forme un comité d'admission composé de cinq membres, dont le secrétaire sera en même temps le registraire de la corporation.

8. Each year, at the first reunion of the Board of Directors following the annual general meeting, the Board of Directors shall form a membership committee composed of five members, the secretary of which shall be, at the same time, recorder of the corporation.

9. Toutes les demandes d'admission reçues par le secrétaire de la corporation seront transmises au comité d'admission selon les formules établies par celui-ci, et elles seront considérées individuellement.

9. All requests for admission received by the secretary of the corporation shall be given to the membership committee according to the form set by it, and they shall be considered individually.

10. Le candidat dont la demande fut rejetée par le Conseil d'administration sur recommandation du comité d'admission peut s'adresser au Conseil d'administration pour que sa demande soit reconsidérée dans les trente jours qui suivent l'avis du refus d'admission; le Conseil peut accepter ou rejeter la demande, ou peut demander au comité de réexaminer le dossier.

10. A candidate whose request was rejected by the Board of Directors upon the recommendation of the membership committee may ask the Board of Directors to reconsider his request within the thirty days following the notice of refusal of admission; the Board may accept or reject the request, or may ask the committee to re-examine the file.

11. Le président du comité présente un rapport annuel au Conseil d'administration et à l'assemblée générale annuelle.

11. The committee chairman shall present an annual report to the Board of Directors and to the annual general meeting.

*Démission*

*Resignation*

12. Tout membre peut remettre sa démission en adressant au secrétaire de la corporation une lettre à cette fin. La démission est effective à compter de la réception par le secrétaire de la corporation, de la lettre de démission.

12. Any member may tender his resignation by addressing a letter to that effect to the secretary of the corporation. The resignation shall be effective from and after receipt, by the secretary of the corporation, of the letter of resignation.

*Règlement numéro 2*

*By-law number 2*

Concernant le droit d'admission et la cotisation.

Concerning the entrance fee and contribution.

1. Le droit d'admission des membres est fixé à la somme de \$25 payable avec la demande d'admission;

1. The member's entrance fee is set at \$25 payable with the request for admission;

2. La cotisation annuelle exigible de chacun des membres est fixée à la somme de \$35 pour les membres réguliers et à la somme de \$15 pour les membres associés, payable dans les trente (30) jours de la réception de l'avis de cotisation;

2. The annual contribution exigible from each of the members is set at \$35 for regular members and \$15 for associated members, payable within thirty (30) days of receipt of the notice of contribution;

3. Si un membre néglige de payer sa cotisation annuelle dans les trente (30) jours prescrits, il se verra imposer une pénalité de cinq (\$5) dollars par mois de retard, jusqu'à concurrence de deux mois de retard; après quoi il sera considéré comme démissionnaire. Son nom sera radié automatiquement du registre, sauf s'il peut prouver à la satisfaction du conseil d'administration, qu'il n'y a pas eu négligence de sa part;

3. Should a member fail to make his annual contribution within the thirty (30) days prescribed, a penalty of five (\$5) dollars shall be imposed upon him for each month in arrears, up to two months, after which time he will be considered to have resigned. His name shall be stricken automatically from the register, unless he can prove to the satisfaction of the Board of Directors that there was no negligence on his part;

4. Quiconque aura été radié de la liste des membres parce qu'il n'a pas payé sa cotisation annuelle devra, pour être réadmis, acquitter de nouveau les droits d'admission et obtenir quittance des cotisations dues à la date de sa demande de réadmission; de plus, il peut être censuré par le comité de conduite professionnelle avant que sa demande ne soit présentée au comité d'admission.

4. Whosoever shall be stricken from the list of members because of his failure to make his annual contribution, to be readmitted, shall again pay his entrance fee and obtain receipt of the contributions due to the date of his request for readmission; moreover, he may be censured by the committee on professional conduct before his request is presented to the membership committee.

*Règlement numéro 3*

*By-law number 3*

Code d'éthique professionnelle.

Code of professional ethics.

1. Le bibliothécaire professionnel qui est membre de la corporation a comme premier devoir d'assurer les progrès de la bibliothéconomie. Il doit toujours être intègre dans ses relations humaines, équitable envers ses confrères, juste envers ses employés, loyal envers ses employeurs, et fidèle à ses devoirs professionnels envers les utilisateurs de sa bibliothèque et de ses services.

1. The first duty of the professional librarian who is a member of the corporation is to assure the progress of the library science. He shall always be honest in his relations with others, equitable with his colleagues, just with his employees, loyal to his employers, and faithful to his professional duties with the users of his library and his services.

2. Il est tenu de respecter scrupuleusement le secret professionnel.

3. Il recherche toujours l'impartialité et l'objectivité dans ses décisions.

4. Le bibliothécaire professionnel qui est membre de la corporation est attentif à toutes les activités qui assurent les progrès de sa corporation et à tous les événements qui peuvent porter atteinte à l'honneur et à la dignité de la profession.

5. Les actes dérogatoires à l'honneur et à l'exercice de la profession sont:

a) le fait de dévoiler volontairement le secret professionnel;

b) une condamnation criminelle prononcée à la suite de procédure par voie de mise en accusation;

c) toute infraction à la loi de la corporation, aux règlements, aux règles administratives, aux règles de procédure en vigueur dans la corporation;

d) toute négligence grave dans l'exercice de la profession.

Copie certifiée des règlements numéros 1, 2 et 3 de « La Corporation des Bibliothécaires Professionnels du Québec », adoptés à l'unanimité à une assemblée générale spéciale tenue le 25<sup>ème</sup> jour de juin 1969.

Signé à Montréal, le 26<sup>ème</sup> jour de juin 1969.

30119-o *Le secrétaire,*  
LOUISE LEFEBVRE.

2. He is bound to respect the professional secret scrupulously.

3. He shall seek always to be impartial and objective in his decisions.

4. The professional librarian who is a member of the corporation shall be attentive to all the activities which assure the progress of his corporation and to all events which may cast aspersions on the honour and dignity of the profession.

5. Acts derogatory to the honour and practise of the profession are:

(a) voluntary disclosure of the professional secret;

(b) a criminal condemnation issued following proceedings by arraignment;

(c) any violation of the corporation's act, by-laws, administrative rules, rules of procedure in force in the corporation;

(d) any grave negligence in the practising of the profession.

Certified copy of by-laws numbers 1, 2 and 3 of "The Corporation of Professional Librarians of Québec", unanimously adopted at a special general meeting held on the 25<sup>th</sup> day of June, 1969.

Signed at Montreal, this 26<sup>th</sup> day of June, 1969.

30119 LOUISE LEFEBVRE,  
*Secretary.*

**Conseil Ste-Anne No 5425 des Chevaliers de Colomb de Ste-Anne-de-la-Pocatière inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 2 juillet 1969, approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil Ste-Anne No 5425 des Chevaliers de Colomb de Ste-Anne-de-la-Pocatière inc. », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
30117-o 18-68

**Council Ste-Anne No. 5425 of the Knights of Columbus of Ste-Anne-de-la-Pocatière Inc.**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 2, 1969, approved the general by-laws of "Council Ste-Anne No. 5425 of the Knights of Columbus of Ste-Anne-de-la-Pocatière Inc.", and such, pursuant to section 9 of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Québec and section 225 of the Companies Act.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*  
30117 18-68

**Le Conseil St-Laurent No 3050 des Chevaliers de Colomb de Ville St-Laurent**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 3 juillet 1969, approuvé les règlements généraux de la corporation « Le Conseil St-Laurent No 3050 des Chevaliers de Colomb de Ville St-Laurent », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
30118-o 1858-53

**Council St-Laurent No. 3050 of the Knights of Columbus of Ville St-Laurent**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 3, 1969, approved the general by-laws of "Council St-Laurent No. 3050 of the Knights of Columbus of Ville St-Laurent", and such, pursuant to section 9 of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Québec and section 225 of the Companies Act.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*  
30118 1858-53

**Succession Armand Fauteux**

Avis public est par les présentes donné que Dame Jeannette Marchand-Fauteux, ménagère, demeurant au No 96, 6<sup>e</sup> Avenue, en la cité de Verdun, Province de Québec,

Agissant en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs: Nicole Fauteux et Pierre Fauteux,

a accepté sous bénéfice d'inventaire, la succession de Feu Armand Fauteux.

*Le notaire,*  
GÉRARD BOURBONNIÈRE.  
30120-o

**Estate of Armand Fauteux**

Public notice is hereby given that Mrs. Jeannette Marchand-Fauteux, housewife, residing at 96, 6<sup>th</sup> Avenue, in the City of Verdun, Province of Québec,

Acting in her capacity as tutor for her children, minors: Nicole Fauteux and Pierre Fauteux,

has accepted under benefit of inventory, the estate of the late Armand Fauteux.

*GÉRARD BOURBONNIÈRE,*  
*Notary.*  
30120

**Le Conseil Fabre No 6035 des Chevaliers de Colomb de Fabre inc.**

Le « Conseil Fabre No 6035 des Chevaliers de Colomb de Fabre inc. »; St-François, Laval, 8484, boulevard Levesque, donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chapitre 134) à partir du 18 juin 1969.

St-François, Laval, 18 juin 1969.

*Le Grand Chevalier,*  
**FERNANDO GOSSELIN.**  
*Le secrétaire-archiviste,*  
**RAYMOND ROCHON.**

30116-o

**Village de Saint-Jérôme**

Comté de Lac St-Jean-Est

*Tirage d'obligations*

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement numéro 82, ont été tirées au sort pour être rachetées:

Dénominations de \$500: 12 - 29 - 45 - 59 - 117 - 137 - 141.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er septembre 1969, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Québec, le 8 juillet 1969.

*Le secrétaire-trésorier,*  
**LAURENT PLOURDE.**

30121-o

**Municipalité de St-André  
 (Sans désignation)**

**Municipality of the Village of St-André**

Avis public est, par les présentes, donné que les conseils municipaux du village de St-André et de St-André ont respectivement, les 5 juillet et 7 juillet 1969, adopté un règlement pourvoyant à la fusion des municipalités du village de St-André et de St-André, toutes deux du comté du Lac St-Jean Ouest, conformément à la Loi de la fusion volontaire des municipalités (13-14, Eliz. II, ch. 56).

Ces règlements autorisent la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant la municipalité du village de St-André et la municipalité de St-André et créant une nouvelle municipalité désignée sous le nom de « Village de St-André du Lac St-Jean ».

Le territoire de la municipalité du « Village de St-André du Lac St-Jean » comprendra le territoire actuel de la municipalité du village de St-André et de la municipalité de St-André.

La municipalité du « Village de St-André du Lac St-Jean » sera régie par le Code municipal.

La première élection générale du maire et des conseillers aura lieu le premier dimanche de novembre 1970.

Les dettes contractées par chacune des municipalités actuelles resteront à la charge des contribuables de chacune de ces municipalités.

Il peut être pris connaissance du règlement décrétant la fusion ainsi que de la requête conjointe au bureau du secrétaire-trésorier de chacune des susdites municipalités.

Les propriétaires peuvent s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la loi et faire connaître les

**Council No. 6035 Fabre of the Knights of Columbus of Fabre Inc.**

The "Council No. 6035 Fabre of the Knights of Columbus of Fabre Inc.", St-François, Laval, 8484 Levesque Boulevard, hereby gives notice that its head office is located at the above-mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Québec (1-2 Elizabeth II, chapter 134) as from June 18, 1969.

St-François, Laval, June 18, 1969.

**FERNANDO GOSSELIN,**  
*Grand Knight.*  
**RAYMOND ROCHON,**  
*Recorder.*

30116

**Village of Saint-Jérôme**

County of Lake St-John-East

*Drawing of bonds*

The following bonds, issued under by-law 82, have been drawn by lots for redemption:

Denominations of \$500: 12 - 29 - 45 - 59 - 117 - 137 - 141.

The said bonds shall be redeemable on the first of September 1969, from which date they shall cease to bear interest.

Québec, July 8, 1969.

**LAURENT PLOURDE,**  
*Secretary-Treasurer.*

30121-o

**Municipality of St-André  
 (Without designation)**

**Municipality of the Village of St-André**

Public notice is hereby given that the municipal Councils of the Village of St-André and of St-André adopted, respectively, on July 5 and July 7, 1969, a by-law providing for the amalgamation of the municipalities of the Village of St-André and of St-André, both in the county of Lake St. John West, pursuant to the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act (13-14 Elizabeth II, chapter 56).

These said by-laws authorize the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council, asking him to grant letters patent amalgamating the municipality of the Village of St-André and the municipality of St-André, and creating a new municipality designated under the name of "Village of St-André of Lake St. John".

The territory of the municipality of the « Village of St-André of Lake St. John » shall include the present territory of the municipality of the Village of St-André and of the municipality of St-André.

The municipality of the « Village of St-André of Lake St. John » shall be governed by the Municipal Code.

The first general election for the mayor and councillors will be held on the first Sunday of November, 1970.

Debts contracted by each of the present municipalities shall remain the responsibility of the tax-payers of each of the municipalities.

The by-law decreeing the amalgamation as well as the joint petition may be examined at the office of the Secretary-Treasurer of each of the aforementioned municipalities.

The proprietors may voice opposition to the amalgamation during the month following the publications required by law, and may make

motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec 4, Qué.

Donné à St-André Village et à St-André, ce 10<sup>ième</sup> jour de juillet, mil neuf cent soixante-neuf.

*Le secrétaire-trésorier de la municipalité  
du village de St-André,*  
MME GISELE LAPOINTE.

*Le secrétaire-trésorier de la municipalité  
de St-André (sans désignation),*  
30152-29-2-o MME GISELE LAPOINTE.

**L'Association des Courtiers d'Assurances  
de la province de Québec**

*Avis*

Avis est par les présentes donné que « L'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec » (ci-après appelée « l'Association ») s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil en vue d'obtenir dans les trente jours de la publication du présent avis l'approbation de ses Règlements No 58, 59 et 60 adoptés par le conseil d'administration de l'Association le 29 mai 1969 et ratifié à l'unanimité quant aux Règlements 58 et 59 et à la majorité des voix quant au Règlement No 60 par les membres présents à l'assemblée générale annuelle de l'Association tenue le 14 juin 1969 et à laquelle il y avait quorum. Ci-suit le texte de chacun des Règlements susdits.

*Règlement No 58*

Il est décrété à titre de règlement de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec:

Les règlements généraux de l'Association sont amendés en ajoutant après l'article 9., l'article 9A. qui se lit comme suit:

« 9A. *Nom patronymique*

Les membres de l'Association qui désirent être constitués en corporation devront utiliser le nom patronymique de l'un ou de plusieurs d'entre eux dans le nom corporatif demandé.

Les membres qui désirent enregistrer une nouvelle raison sociale, tant individuellement qu'en société, ne doivent utiliser que le nom patronymique de l'un ou de plusieurs d'entre eux. »

*Règlement No 59*

Il est décrété à titre de règlement de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec:

Les règlements généraux de l'Association sont amendés en abrogeant l'alinéa 6<sup>o</sup> du paragraphe C) de l'article 51. et en le remplaçant par les alinéas suivants:

« 6<sup>o</sup> exposer clairement le risque proposé;

6<sup>o</sup>A éviter toute fausse déclaration ou restriction; »

*Règlement No 60*

Il est décrété à titre de règlements de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec:

Les règlements généraux de l'Association sont amendés en modifiant le texte du paragraphe d) de l'article 54. par l'addition à la fin dudit paragraphe du texte suivant:

« il est interdit à tout membre de l'Association de s'annoncer en utilisant toute appellation

known their reasons to said opposition by applying in writing to the Québec Municipal Commission, Parliament Buildings, Québec 4, P.Q.

Given at St-André Village and at St-André this 10th day of July, one thousand nine hundred and sixty-nine.

MRS. GISELE LAPOINTE,  
*Secretary-Treasurer of the Municipality  
of the Village of St-André.*

MRS. GISELE LAPOINTE,  
*Secretary-Treasurer of the Municipality  
30152-29-2 of St-André (without designation).*

**Insurance Brokers' Association  
of the province of Québec**

*Notice*

Notice is hereby given that the "Insurance Brokers' Association of the Province of Québec" (hereinafter called the "Association") will apply to the Lieutenant-Governor in Council in order to obtain within thirty days from the publication of the present Notice the approval of its By-Laws Nos. 58, 59 and 60 adopted by the Board of Directors of the Association on May 29, 1969. By-Laws Nos. 58 and 59 were unanimously ratified and By-Law No. 60 was ratified by the vote of the majority of members present at the Annual General Meeting of the Association held on June 14, 1969 at which there was a quorum. The following is a translation of the said By-Laws:

*By-Law No. 58*

Be it enacted as a By-Law of the Insurance Brokers' Association of the Province of Québec:

The General By-Laws of the Association are amended by adding after Section 9., Section 9A. which reads as follows:

«9A. *Surname*

Members of the Association who wish to incorporate themselves shall use the surname of one or several of them in the proposed corporate name.

Members who wish to register a new firm name either individually or in partnership shall not use any name other than the surname of one or several of them.»

*By-Law No. 59*

Be it enacted as the By-Law of the Insurance Brokers' Association of the Province of Québec:

The General By-Laws of the Association are amended by deleting sub-paragraph 6<sup>o</sup> of paragraph C) of Section 51. and replacing the same by the following sub-paragraphs:

«6<sup>o</sup> to describe the proposed risk accurately;  
6<sup>o</sup>A to avoid false statements or restrictions;»

*By-Law No. 60*

Be it enacted as the By-Law of the Insurance Brokers' Association of the Province of Québec:

The General By-Laws of the Association are amended by modifying the text of paragraph d) of Section 54. by the addition at the end of the said paragraph of the following words:

«no member of the Association shall advertise himself with the use of any appellation other

quelconque autre que les titres professionnels reconnus par l'Association

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives, le 15 juillet 1969.

*Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*

*Le surintendant des assurances,*

ROGER-A. CAMARAIRE.

30160-o

**Municipalité du canton de New Richmond**

*Avis*

Prenez avis que le conseil de la municipalité du canton de New Richmond, comté de Bonaventure, a adopté à sa séance du 8 avril 1969, une résolution autorisant la présentation d'une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, à l'effet que ladite corporation municipale soit constituée en municipalité de ville sous le nom de « Ville de New Richmond ».

La Ville de New Richmond a une population d'environ 4,000 âmes.

Les limites de la Ville projetée, telles que préparées par monsieur Jean-Damien Roy, a.g., sont:

Partant du sommet de l'angle est du lot 895; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne sud-est du lot 895; partie de la ligne sud-ouest dudit lot 895 jusqu'à la ligne sud-est du lot 791; ladite ligne sud-est du lot 791 et son prolongement jusqu'au côté sud-ouest d'un chemin public; le côté sud-ouest dudit chemin en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne sud-est du lot 778; ladite ligne sud-est du lot 778; le côté nord-est d'un chemin public en allant vers le sud-est jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 670; ledit prolongement et la ligne sud-est des lots 670 et 651; la ligne sud-ouest des lots 651, 650, 649 et 648 et partie de la ligne sud-ouest du lot 647; la ligne sud-est du lot 504; une ligne droite traversant un chemin public jusqu'au coin est du lot 466; la ligne sud-est du lot 466; une ligne droite à travers un chemin public jusqu'au coin est du lot 235; la ligne sud-est du lot 235 et son prolongement dans la Baie des Chaleurs jusqu'à sa rencontre avec une ligne parallèle à la rive nord de ladite baie à la distance de un (1) mille; ladite ligne parallèle à la rive nord de la Baie des Chaleurs en allant dans une direction générale ouest jusqu'à sa rencontre avec une autre ligne parallèle aux lignes latérales de lots et originant à la ligne médiane de la rivière Grande Cascapédia à son embouchure dans la Baie des Chaleurs; ladite ligne parallèle aux lignes latérales de lots jusqu'à sa rencontre avec la ligne médiane de la rivière Grande Cascapédia; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 286; ledit prolongement et ladite ligne sud-ouest du lot 286; une ligne brisée séparant les lots 286 et 287 des lots 396 et 397; une ligne droite à travers un chemin public jusqu'au coin ouest du lot 565; le côté nord-est dudit chemin faisant la limite sud-ouest des lots 565, 566 et 567; la ligne nord-ouest du lot 568 et son prolongement à travers un chemin public; le côté nord-est de ce dernier chemin en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 727; la ligne nord-ouest des lots 727, 728, 745, 827 et 866; enfin, la ligne nord-est des lots 866 à 882 inclusivement et des lots 889, 890, 894 et 895 jusqu'au point de départ;

than professional titles approved by the Association;"

Given at the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, this 15th day of July 1969.

*For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,*

*ROGER-A. CAMARAIRE,*

*Superintendent of Insurance.*

30160-o

**Municipality of the Township of New Richmond**

*Notice*

Take notice that the municipal council of the township of New Richmond, county of Bonaventure, adopted, at its meeting held on April 8, 1969, a resolution authorizing the presentation of a petition to the Lieutenant-Governor in Council, to the effect that the said municipal corporation be incorporated into a town municipality under the name of "Town of New Richmond".

The town of New Richmond has a population of approximately 4,000.

The boundaries of the proposed town, as drawn up by Mr. Jean-Damien Roy, i.s., are:

Starting at the summit of the east corner of lot 895; thence, successively, the following lines and demarcations: the south-east line of lot 895; part of the south-west line of said lot 895 to the south-east line of lot 791; the said south-east line of lot 791 and its extension to the south-west side of a highway; the south-west side of the said road going towards the south-east to the south-east line of lot 778; the said south-east line of lot 778; the north-east side of a highway going towards the south-east to the extension of the south-east line of lot 670; the said extension and the south-east line of lots 670 and 651; the south-west line of lots 651, 650, 649 and 648 and part of the south-west line of lot 647; the south-east line of lot 504; a straight line crossing a highway to the east corner of the 466; the south-east line of lot 466; a straight line across a highway to the east corner of lot 235; the south-east line of lot 235 and its extension into Baie des Chaleurs to its meeting with a line parallel to the north shore of the said bay at a distance of one (1) mile; the said line parallel to the north shore of Baie des Chaleurs going in a general westerly direction to its meeting with another line parallel to the lateral lines of the lots and originating at the center-line of Grande Cascapédia River where it flows into the Baie des Chaleurs; the said line parallel to the lateral lines of the lots to its juncture with the center-line of Grande Cascapédia River; the center-line of the said river flowing along its course to the extension of the south-west line of lot 286; the said extension and the said south-west line of lot 286; a broken line separating lots 286 and 287 from lots 396 and 397; a straight line across a highway to the west corner of lot 565; the north-east side of the said road forming the south-west boundary of lots 565, 566 and 567; the north-west line of lot 568 and its extension across a highway; the north-east side of the latter road going towards the south-east to the north-west line of lot 727; the north-west line of lots 727, 728, 745, 827 and 866; finally, the north-east line of lots 866 to 882 inclusively and lots 889, 890, 894 and 895 to the starting point;

Lesquelles limites définissent le territoire de la ville de New Richmond dans le comté municipal de Bonaventure.

Donné à Québec, ce 14 juillet 1969.

30166-29-2-o *Le procureur de la municipalité,*  
LOUIS VÉZINA, avocat.

The said boundaries define the territory of the town of New Richmond in the municipal county of Bonaventure.

Given at Québec, on July 14, 1969.

30166-29-2 *LOUIS VÉZINA, advocate,*  
*Attorney for the Municipality.*

### Compagnies autorisées à faire des affaires

#### Roblin Sporting Goods Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie, « Roblin Sporting Goods Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. James P. Anglin, c.r., 2260-630 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 2260-630 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,*  
*compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30110 32-69 — 1494/29

#### Winchell Donut House, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie, « Winchell Donut House, Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est G. T. Corporation System (Canada) Ltd., 55, rue d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 55, rue d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,*  
*compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30110 31-69 — 1494/31

### Companies Licensed to do Business

#### Roblin Sporting Goods Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Roblin Sporting Goods Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. James R. Anglin, c.c., 2260-630 Dorchester Boulevard West, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 2260-630 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,*  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

30110-o 32-69 — 1494/29

#### Winchell Donut House, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, « Winchell Donut House, Inc. », has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is « C. T. Corporation System (Canada) Ltd. », 55 d'Auteuil Street, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil Street, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,*  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

30110-o 31-60 — 1494/31

### Chartes — demandes d'abandon de

#### Dormin-Osco Institute Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Dormin-Osco Institute Ltd. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 23 juin 1969.

30122-o *Le procureur de la compagnie,*  
BENOIT GONTHIER, avocat.

#### Fort Steel & Equipment Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Fort Steel & Equipment Ltd. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, ce 4<sup>e</sup> jour de juillet 1969.

30123-o *Les procureurs de la compagnie,*  
FLYNN, RIVARD, JACQUES,  
CIMON, LESSARD & LEMAY.

### Charters — Application for Surrender of

#### Dormin-Osco Institute Ltd.

Take notice that "Dormin-Osco Institute Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, June 23, 1969.

30122 *BENOIT GONTHIER, advocate,*  
*Attorney for the company.*

#### Fort Steel & Equipment Ltd.

Take notice that the company "Fort Steel & Equipment Ltd.", shall request the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to grant the permission to surrender its charter.

Québec, this 4th day of July 1969.

30123 *FLYNN, RIVARD, JACQUES,*  
*CIMON, LESSARD & LEMAY,*  
*Attorneys for the company.*

**Salaisons Unies inc.**

Prenez avis que la compagnie « Salaisons Unies inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

*Le procureur de la compagnie,*  
ME GILLES M. HARRIS.

30124-o

**Salaisons Unies inc.**

Notice is hereby given that "Salaisons Unies inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ME GILLES M. HARRIS,  
*Attorney for the company.*

30124

**Société coopérative agricole**

**Société Coopérative Agricole de Rigaud St-Clet**

*(Loi des sociétés coopératives agricoles)*

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, à la demande du conseil d'administration de la « Société coopérative agricole de Rigaud », en date du 30 avril 1969, changé le nom de cette société en celui de « Société Coopérative Agricole de Rigaud St-Clet ».

Québec, le 4 juillet 1969.

*Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
JEAN DE GRANDPRÉ.

30114-o

**Cooperative Agricultural Association**

**Société Coopérative Agricole de Rigaud St-Clet**

*(Cooperative Agricultural Associations Act)*

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, upon the request of the board of directors of "Société coopérative agricole de Rigaud", dated April 30, 1969, changed the name of this association into that of "Société Coopérative Agricole de Rigaud St-Clet".

Québec, July 4, 1969.

JEAN DE GRANDPRÉ,  
*Associate Deputy-Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

30114

**Commission Municipale de Québec**

**Ville d'Anjou**

Est par les présentes donné, tel que prescrit par l'article 39 de la Loi de la Commission municipale (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 170), que la Commission municipale de Québec présentera, en conformité de l'article 43a de la section V-A de ladite loi, à un juge de la Cour Supérieure siégeant en division de pratique dans et pour le district de Montréal, mercredi le 6 août 1969, à 10 heures du matin, une requête aux fins de faire assujettir au sens de la section V-A de la même loi la corporation de ville d'Anjou dans la circonscription électorale de Bourget.

*Les procureurs de la Commission municipale de Québec,*  
ME JEAN FILIATREAU,  
ME GUSTAVE MONETTE,  
ME ANDRÉ PAQUETTE.

30165-o

**Québec Municipal Commission**

**Town of Anjou**

Is hereby given, as prescribed by section 39 of the Municipal Commission Act (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 170), that the Québec Municipal Commission will petition, in conformity with section 39 of the said Act, a Judge of the Superior Court sitting in Practice Division in and for the district of Montreal, Wednesday, the 6th day of August 1969, at 10:00 o'clock a.m. for an order to have the Corporation of Town of Anjou, in the electoral district of Bourget, placed under the control of the Commission within the meaning of Division V-A of the said Act, Section 43a and following.

ME JEAN FILIATREAU,  
ME GUSTAVE MONETTE,  
ME ANDRÉ PAQUETTE,  
*Attorneys of the Québec, Municipal Commission.*

30165-o

**Divers Compagnies**

**Fédération Canadienne de Karaté Canadian Federation of Karate**

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 26 juin 1969, approuvé les règlements numéros 1 à 9 de la « Fédération Canadienne de Karaté — Canadian Federation of Karate », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30125-o

11177-62

**Miscellaneous Companies**

**Fédération Canadienne de Karaté Canadian Federation of Karate**

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 26, 1969, approved by-law numbers 1 to 9 to "Fédération Canadienne de Karaté — Canadian Federation of Karate", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

30125

11177-62

**Les Développements Industriels  
Chambly inc.  
Chambly Industrial Developments Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les Développements Industriels Chambly inc. — Chambly Industrial Developments Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

*Le secrétaire,*  
ALLEN BRIAND.

30126-o

12725-56

**Chambre d'Immeubles de Québec  
Québec Real Estate Board**

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 25 juin 1969, approuvé les règlements de la corporation « Chambre d'Immeubles de Québec — Québec Real Estate Board », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30127-o

5778-47

**La Cie de Location Trans-Canada Itée  
Trans-Canada Leasing Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 26 juin 1969, le règlement numéro 5 de « La Cie de Gestion Intra Itée — Intra Holding Co. Ltd. », changeant son nom en celui de « La Cie de Location Trans-Canada Itée — Trans-Canada Leasing Ltd. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30128-o

3986-66

**Ciné-Synch limitée**

Avis est donné que la compagnie « Ciné-Synch limitée » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

*Le secrétaire,*  
MARC DE GOUMOIS.

30129-o

1271-68

**Clement's Food Market Inc.**

Avis est donné que « Clement's Food Market Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

*Le secrétaire,*  
CHARNA HECHT.

30130-o

9140-49

**Couvoir Modèle limitée**

Avis est donné que la compagnie « Couvoir Modèle limitée » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le secrétaire,*  
GASTON HAMEL.

30131-o

12049-62

**Direct Motor Express (Québec) Limited**

Avis est donné que « Direct Motor Express (Québec) Limited » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

*Le secrétaire,*  
GILLES DE BILLY.

30132

1193-69

**Les Développements Industriels  
Chambly inc.  
Chambly Industrial Developments Inc.**

Notice is hereby given that « Les Développements Industriels Chambly inc. — Chambly Industrial Developments Inc. », has changed the number of its directors from 5 to 3.

ALLEN BRIAND,  
*Secretary.*

30126

12725-56

**Chambre d'Immeubles de Québec  
Québec Real Estate Board**

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved, on June 25, 1969, the by-laws of « Chambre d'Immeubles de Québec — Québec Real Estate Board », and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30127

5778-47

**La Cie de Location Trans-Canada Itée  
Trans-Canada Leasing Ltd.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 26, 1969, approved the by-law number 5 of « La Cie de Gestion Intra Itée — Intra Holding Co. Ltd. », changing its name into that of « La Cie de Location Trans-Canada Itée — Trans-Canada Leasing Ltd. ».

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30128-o

3986-66

**Ciné-Synch limitée**

Notice is given that « Ciné-Synch limitée » has changed the number of its directors from 3 to 7.

MARC DE GOUMOIS,  
*Secretary.*

30129

1271-68

**Clement's Food Market Inc.**

Notice is given that « Clement's Food Market Inc. » has changed the number of its directors from 4 to 3.

CHARNA HECHT,  
*Secretary.*

30130

9140-49

**Couvoir Modèle limitée**

Notice is hereby given that « Couvoir Modèle limitée » has changed the number of its directors from 3 to 4.

GASTON HAMEL,  
*Secretary.*

30131

12049-62

**Direct Motor Express (Québec) Limited**

Notice is given that « Direct Motor Express (Québec) Limited » has changed the number of its directors from 3 to 5.

GILLES DE BILLY,  
*Secretary.*

30132-o

1193-69

**North-Eastern Terex Distributors (1969) Ltd.  
Distributeurs du Nord-Est Terex (1969) Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 23 juin 1969 le règlement Spécial « G » de la compagnie « Godsall-Euclid Ltd.—Godsall-Euclid Itée », changeant son nom en celui de « North-Eastern Terex Distributors (1969) Ltd.—Distributeurs du Nord-Est Terex (1969) Itée ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*  
30133-0 13286-56

**Evalyne Sales Corp.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 2 juillet 1969 le règlement numéro 25 de la compagnie « Evalyne Fur Co. », changeant son nom en celui de « Evalyne Sales Corp. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*  
30134-0 13445-56

**Placements H.F. inc.  
H.F. Investments Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Placements H.F. inc.—H.F. Investments Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

*Le secrétaire,  
CLAUDE FERLAND.*  
30135-0 865-63

**Mercerie Longueuil inc.**

Avis est donné que la compagnie « Mercerie Longueuil inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

*Le secrétaire,  
ANDRÉ VERVILLE.*  
30136-0 3564-66

**L'Optique Sherbrooke inc.  
Sherbrooke Optical Inc.**

Avis est donné que la compagnie « L'Optique Sherbrooke inc.—Sherbrooke Optical Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

*Le secrétaire,  
RENÉ TREMBLAY.*  
30137-0 2023-69

**Société Fabec inc.**

Avis est donné que la compagnie « Société Fabec inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 6.

*Le secrétaire,  
BERNARD PELLETIER.*  
30138-0 3079-68

**Télémedia inc.**

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives le 26 juin 1969, a approuvé le règlement « B » de la compagnie « Québec Telemedia Inc. », changeant son nom en celui de « Télémedia inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*  
30139-0 3567-66

**North-Eastern Terex Distributors (1969) Ltd.  
Distributeurs du Nord-Est Terex (1969) Itée**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 23, 1969, approved the Special by-law "G" of the company "Godsall-Euclid Ltd.—Godsall-Euclid Itée", changing its name into that of "North-Eastern Terex Distributors (1969) Ltd.—Distributeurs du Nord-Est Terex (1969) Itée".

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
30133 13286-56

**Evalyne Sales Corp.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on July 2, 1969, approved the by-law Number 25 of the company "Evalyne Fur Co.", changing its name into that of "Evalyne Sales Corp.".

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
30134 13445-56

**Placements H.F. inc.  
H.F. Investments Inc.**

Notice is hereby given that "Placements H.F. inc.—H.F. Investments Inc." has changed the number of its directors from 5 to 4.

*CLAUDE FERLAND,  
Secretary.*  
30135 865-63

**Mercerie Longueuil inc.**

Notice is hereby given that "Mercerie Longueuil inc." has changed the number of its directors from 4 to 5.

*ANDRÉ VERVILLE,  
Secretary.*  
30136 3564-66

**L'Optique Sherbrooke inc.  
Sherbrooke Optical Inc.**

Notice is given that "L'Optique Sherbrooke inc.—Sherbrooke Optical Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

*RENÉ TREMBLAY,  
Secretary.*  
30137 2023-69

**Société Fabec inc.**

Notice is hereby given that "Société Fabec inc.", has changed the number of its directors from 5 to 6.

*BERNARD PELLETIER,  
Secretary.*  
30138 3079-68

**Télémedia inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 26, 1969, approved the by-law "B" of the company "Québec Telemedia Inc.", changing its name into that of "Télémedia inc.".

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
30139-0 3567-66

**Transocean Shipping & Chartering Company, Inc.**

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, le 3 juillet 1969, a approuvé le règlement spécial « C » de la compagnie « Transocean Shipping & Coal Company, Inc. », changeant son nom en celui de « Transocean Shipping & Chartering Company, Inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30140-o 5888-52

**Centre des Loisirs de Mascouche inc.**

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 17 février 1969, approuvé le règlement numéro 1 de la corporation « Centre des Loisirs de Mascouche inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30168-o 4010-68

**Greenshields Incorporated**

Avis est donné que la compagnie « Greenshields Incorporated » a changé le nombre de ses administrateurs de 28 à 29.

*Le secrétaire-trésorier,  
F. D. TEATRO.*

30169-o 12510-61

**Greenshields Incorporated**

Avis est donné que la compagnie « Greenshields Incorporated », a changé le nombre de ses administrateurs de 29 à 30.

*Le secrétaire-trésorier,  
F. D. TEATRO.*

30169-o 12511-61

**Transocean Shipping & Chartering Company, Inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on July 3, 1969, approved the Special by-law "C" of the company "Transocean Shipping & Coal Company, Inc.", changing its name into that of "Transocean Shipping & Chartering Company, Inc."

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30140-o 5888-52

**Centre des Loisirs de Mascouche inc.**

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on February 17, 1969, approved the by-law number 1 of the corporation « Centre des Loisirs de Mascouche inc. », and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

30168 4010-68

**Greenshields Incorporated**

Notice is given that "Greenshields Incorporated" has changed the number of its directors from 28 to 29.

*F. D. TEATRO,  
Secretary-Treasurer.*

30169-o 12510-61

**Greenshields Incorporated**

Notice is given that "Greenshields Incorporated", has changed the number of its directors from 29 to 30.

*F. D. TEATRO,  
Secretary-Treasurer.*

30169-o 12511-61

**Siège social****Head Office****Centre Chirurgical Crémazie inc.**

Avis est donné que la compagnie « Centre Chirurgical Crémazie inc. », constituée en corporation par lettres patentes suivant la partie 1 de la Loi des compagnies en date du 18 mars 1965 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, où elle avait son bureau au numéro 50 ouest, Boulevard Crémazie, a maintenant transporté son bureau au numéro 241 ouest de la rue Fleury dans la ville de Montréal.

Donné à Montréal, ce 21 mars 1969.

*Le secrétaire,  
JACQUES LAMBERT.*  
(Sceau) 30141-o 778-65

**La Compagnie de Gestion Fradet inc.**

Avis est donné que la compagnie « La Compagnie de Gestion Fradet inc. » constituée en corporation par lettres patentes émises en date du vingt-quatrième jour du mois d'août mil neuf cent soixante-six a son principal bureau d'affaires à 215 rue Lindsay à Drummondville, dans le comté de Drummond, province de Québec.

Daté à Drummondville, ce 17 juin 1969.

*GÉRARD FRADET.*  
30142-o 3459-66

**Centre Chirurgical Crémazie inc.**

Notice is hereby given that "Centre Chirurgical Crémazie inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated March 18, 1965, and having its head office in the City of Montreal, where its office was situated up to to-day at Number 50 Crémazie Boulevard West, has now moved its office to number 241 Fleury Street West in the City of Montreal.

Dated at Montreal, this March 21, 1969.

*JACQUES LAMBERT,  
Secretary.*  
(Seal) 30141 778-65

**La Compagnie de Gestion Fradet inc.**

Notice is hereby given that "La Compagnie de Gestion Fradet inc.", incorporated by letters patent bearing date the twenty-fourth day of the month of August, one thousand nine hundred and sixty-six has its head office at 215 Lindsay St., in Drummondville, in the county of Drummond, Province of Québec.

Dated at Drummondville, this June 17, 1969.

*GÉRARD FRADET.*  
30142 3459-66

**Les Édifices Sept-Iles inc.  
Sept-Iles Buildings Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les Édifices Sept-Iles Inc.—Sept-Iles Buildings Inc. » a changé son siège social du numéro 395, avenue Arnaud, Sept-Iles, au numéro 864, rue Puyjalon, Édifice Lafèche, suite 304, Hauterive.

*Le secrétaire,*  
LUCILLE AUDET.  
10130-62

30143-o

**Les Édifices Sept-Iles inc.  
Sept-Iles Buildings Inc.**

Notice is given that "Les Édifices Sept-Iles inc.—Sept-Iles Buildings Inc.", has changed its head office from number 395 Arnaud Avenue, Sept-Iles, to Number 864 Puyjalon Street, Lafèche Building, suite 304, Hauterive.

LUCILLE AUDET,  
*Secretary.*  
10130-62

30143

**Giffen Enterprises Limited  
Les Entreprises Giffen limitée**

Avis est par les présentes donné que « Giffen Enterprises Limited — Les Entreprises Giffen limitée », une corporation constituée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 23e jour de mai 1969, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à suite 414, 1440 ouest, rue Ste-Catherine.

À compter du 12e jour de juin 1969, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la ville de Montréal, ce 20e jour de juin 1969.

*Le secrétaire,*  
ROBERT VINEBERG.  
2450-69

30144

**Giffen Enterprises Limited  
Les Entreprises Giffen limitée**

Notice is hereby given that "Giffen Enterprises Limited — Les Entreprises Giffen limitée", incorporated under the provisions of the Companies Act by letters patent dated the 23rd day of May, 1969, and having its head office in the city of Montreal, Province of Québec, has established its office at room 414, 1440 St. Catherine Street West.

From and after the 12th day of June, 1969, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at the city of Montreal, this 20th day of June, 1969.

ROBERT VINEBERG,  
*Secretary.*  
2450-69

30144-o

**Multitours inc.**

Avis est donné que la compagnie « Multitours inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes accordées en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 2 juin 1969, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, district de Québec, province de Québec a établi son bureau à 100, d'Youville.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Signé à Québec, ce 16e jour de juin 1969.

*Le président,*  
CLAUDE MICHEL.  
2677-69

30145-o

**Multitours inc.**

Notice is hereby given that "Multitours inc.", incorporated in the province of Québec, by letters patent granted pursuant to the provisions of Part I of the Companies Act, dated June 2, 1969, and having its head office in the city of Québec, district of Québec, province of Québec, has established its office at 100, d'Youville.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Signed at Québec, this 16th of June 1969.

CLAUDE MICHEL,  
*President.*  
2677-69

30145-o

**Service Social Familial  
(Métropolitain Sud) inc.**

Avis est donné que la compagnie « Service Social Familial (Métropolitain Sud) inc. » a changé son siège social de Jacques-Cartier, au numéro 201, Place Charles Lemoyne, Longueuil.

*Le secrétaire,*  
SYMONE BEAUDIN.  
4302-52

30146-o

**Service Social Familial  
(Métropolitain Sud) inc.**

Notice is given that "Service Social Familial (Métropolitain Sud) inc." has changed its head office from Jacques-Cartier, to number 201, place Charles Lemoyne, Longueuil.

SYMONE BEAUDIN,  
*Secretary.*  
4302-52

30146

**La Société du Hameau limitée**

Avis est donné que « La Société du Hameau limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 8e jour de mai 1963 et ayant son siège social à Québec dans le district de Québec a établi son bureau au 220 est, Grande Allée, Québec, (suite 1000).

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 6e jour de juin 1969.

*Le secrétaire,*  
LOUIS RÉMILLARD.  
2030-63

30147-o

**La Société du Hameau limitée**

Notice is hereby given that "La Société du Hameau limitée", incorporated by letters patent bearing date the 8th day of May, 1963, and having its head office in Québec, in the district of Québec, has established its office at 220 Grande Allée East, Québec, (suite 1000).

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Québec, this 6th day of June, 1969.

LOUIS RÉMILLARD,  
*Secretary.*  
2030-63

30147

**Top-View Corp.**

Avis est donné que « Top-View Corp. » a transporté son siège social de 5400, rue Hochelaga, Montréal, à 81, chemin Hampstead, Hampstead.

*Le secrétaire-trésorier,*  
IDA STEINBERG PENCER.

30148

3793-52

**Top-View Corp.**

Notice is given that "Top-View Corp." has transferred its head office from 5400 Hochelaga Street, Montreal, to 81 Hampstead Road, Hampstead.

IDA STEINBERG PENCER,  
*Secretary-Treasurer.*

30148-o

3793-52

**Changement de nom — Loi du****Navilio, Constantin Harisay**

Avis est donné que Navilio, Constantin Harisay résidant et domicilié au 10 avenue Rosemount, Apt. 507, en la cité de Westmount, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Ronald, Szilard, Navilio, Constantin Harisay.

Montréal, le 4 juillet 1969.

MCCARTHY, MONET,  
JOHNSTON & HEENAN.

30078-28-2-o

**Melvin Shtull**

Avis est par les présentes donné que Melvin Shtull, étudiant, résidant au 3300, avenue Ridgewood, appartement 21, dans les cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Melvin Shore. Ledit changement de nom s'appliquera également à son épouse, née, Bonnie Marion Brotman, de la même adresse.

Montréal, le 4 juillet 1969.

*Les procureurs du requérant,*  
RAPPAPORT, WHELAN,  
BESSNER & COHEN.

30104-28-2

**Arthur Lawrence Abramovitch**

Avis est donné, par les présentes, que Arthur Lawrence Abramovitch, étudiant, résidant à 2150 rue Scott, en la Cité de St-Laurent, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un règlement changeant son nom en celui de Arthur Lawrence Abrams; et, par conséquent, changeant le surnom de sa femme Frances Brenda (née Goldberg), demeurant au même endroit que le demandeur, de Abramovitch à Abrams; lesdits noms servant à toutes fins que de droit.

Montréal, ce 4<sup>e</sup> jour de juillet 1969.

*Les procureurs du requérant,*  
SPECTOR, SPIEGEL & KRAVETZ.

30115-29-2-o

**Tom Ewaschuk**

Tom Ewaschuk, résidant au 1030, rue Barré, Ville Saint-Laurent, Québec, s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret changeant son nom en celui de Tom Evans.

30161-29-2 MAXWELL A. SCHWARTZ, C.R.

**Joseph McLoof**

Avis est par les présentes donné que Joseph McLoof, domicilié à 2355 avenue Mariette, Montréal 262, présentera au secrétaire de la province une requête pour changer son nom en celui de James Joseph McLoof.

Montréal, le 11 juillet 1969.

30163-29-2-o JOSEPH McLOOF.

**Change of name — Act****Navilio, Constantin Harisay**

Notice is hereby given that Navilio, Constantin Harisay residing and domiciled at 10 Rosemount Avenue, Apt. 507, in the city of Westmount, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for the adoption of an Order changing his name to that of Ronald, Szilard, Navilio Constantin Harisay.

Montreal, July 4, 1969.

MCCARTHY, MONET,  
JOHNSTON & HEENAN.

30078-28-2-o

**Melvin Shtull**

Notice is hereby given that Melvin Shtull, student, residing at 3300 Ridgewood Avenue, Apartment 21, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the province of Québec for the adoption of an order changing his name to that of Melvin Shore. His wife, née Bonnie Marion Brotman, of the same address, will benefit from the said change of name.

Montreal, July 4, 1969.

RAPPAPORT, WHELAN,  
BESSNER & COHEN,  
*Attorneys for Applicant.*

30104-28-2-o

**Arthur Lawrence Abramovitch**

Notice is hereby given that Arthur Lawrence Abramovitch, student, residing and domiciled at 2150 Scott Street in the City of St. Laurent, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an order changing his name to that of Arthur Lawrence Abrams; and subsidiarily, changing the surname of his wife Frances Brenda (née Goldberg), of the same address as the applicant, from Abramovitch to Abrams; the said names to serve for all legal purposes.

Montreal, the 4th day of July 1969.

SPECTOR, SPIEGEL & KRAVETZ,  
*Attorneys for petitioner.*

30115-29-2-o

**Tom Ewaschuk**

Tom Ewaschuk, residing at 1030 Barré Street, Ville Saint-Laurent, Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council, for an order changing his name to Tom Evans.

30161-29-2-o MAXWELL A. SCHWARTZ, Q.C.

**Joseph McLoof**

Notice is hereby given that Joseph McLoof, domiciled at 2355 Mariette Ave., Montreal 262, will apply to the Provincial Secretary for leave to change his name to that of James Joseph McLoof.

Montreal, July 11, 1969.

30163-29-2 JOSEPH McLOOF.



syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 7 juillet 1969.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

30151-o

705-41

gnants de Verdun", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Québec, July 7, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

30151

705-41

## Ministère de l'Industrie et du Commerce

### Loi sur les pêcheries

#### Règlement de pêche du homard

#### Ordonnance sur la pêche du homard

En vertu de l'article 8 du règlement de pêche du homard, il plaît au ministre d'ordonner par les présentes que :

le poste 11 de l'annexe audit règlement soit modifié par le retranchement des mots « du 11 juillet au 9 mai » dans la colonne intitulée « périodes de fermeture » et leur remplacement par les mots du « 9 mai au 20 juillet » pour la saison de pêche se terminant en 1969.

Québec, le 8 juillet 1969.

*Le ministre de l'Industrie  
et Commerce,*  
F.-E. MATHIEU.

30172-o

## Department of Industry and Commerce

### Fisheries Act

#### Lobster Fishery Regulation

#### Ordinance on Lobster Fishing

Pursuant to section 8 of the Lobster Fishery Regulation, the Minister is pleased to order:

that item 11 of the schedule to the said regulation be amended by striking out the words "from July 11th to May the 9th" where they appear in the column entitled "Closed Seasons" and substituting therefor the words "May the 9th to July the 20th" for the fishing season ending in 1969.

Québec, July 8, 1969.

F.-E. MATHIEU,  
*Minister of Industry  
and Commerce.*

30172

## Vente par licitation

### District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { **W. MICHAEL PRICE**,  
No 39,969. { homme d'affaires de  
la ville de Montréal, district  
de Montréal, et **KEITH PRICE**, homme d'affaires de la ville de Montréal, district de Montréal, demandeurs, vs **CHARLES EDWARD PRICE**, de Sydney, Province de Colombie-Britannique, et **ARTHUR CLIFFORD PRICE**, de la cité de Québec, district de Québec, et **JOHN WILLIAM PRICE**, de Dallas, Texas, défendeurs.

1. Les lots six B, six C, six D, six G, six H, six I, B deux et B trois (6B, 6C, 6D, 6G, 6H, 6I, B2 et B3) aux plan et livre de renvoi officiels du Village Réserve dans le canton de Saint-Jean, dans le comté de Chicoutimi;

2. Les lots vingt-trois B, vingt-quatre B, vingt-neuf B, trente B, trente et un C, trente et un B, trente-deux B, trente-deux C, trente-deux E, trente-deux F et trente-deux D (23B, 24B, 29B, 30B, 31C, 31B, 32B, 32C, 32E, 32F et 32D) dans le premier rang aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Saint-Jean;

3. Les lots vingt et un B, vingt B, vingt-deux B, vingt-trois B, vingt-sept B, vingt-huit B, vingt-neuf B, trente B, trente et un C et trente-deux B (21B, 20B, 22B, 23B, 27B, 28B, 29B, 30B, 31C et 32B) dans la deuxième rang auxdits plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Saint-Jean; et

4. Les droits de pêche réservés par feu Sir William Price au sujet de « L'Anse St. Jean Mill Site » résultant de son ancien droit de propriété ainsi que de celui de ses « auteurs », sur les lots soixante-deux, soixante-trois, soixante-quatre, soixante-cinq et soixante-six (62, 63, 64, 65 et 66) auxdits plan et livre de renvoi officiels du Village

## Sale of Licitation

### District of Chicoutimi

Superior Court, { **W. MICHAEL PRICE**,  
No. 39,969. { businessman of the  
city of Montreal, district of  
Montreal, and **KEITH PRICE**, businessman of the city of Montreal, district of Montreal, plaintiffs, vs **CHARLES EDWARD PRICE**, of Sydney, Province of British Columbia, and **ARTHUR CLIFFORD PRICE**, of the city of Québec, district of Québec, and **JOHN WILLIAM PRICE**, of Dallas, Texas, defendants.

1. Lots six B, six C, six D, six G, six H, six I, B two and B three (6B, 6C, 6D, 6G, 6H, 6I, B2 and B3) on the official plan and book of reference for the Village Reserve in the township of St. Jean in the county of Chicoutimi;

2. Lots twenty-three B, twenty-four B, twenty-nine B, thirty B, thirty-one C, thirty-one B, thirty-two B, thirty-two C, thirty-two E, thirty-two F and thirty-two D (23B, 24B, 29B, 30B, 31C, 31B, 32B, 32C, 32E, 32F and 32D) in the first range on the official plan and book of reference for the said township of St. Jean;

3. Lots twenty-one B, twenty B, twenty-two B, twenty-three B, twenty-seven B, twenty-eight B, twenty-nine B, thirty B, thirty-one C and thirty-two B (21B, 20B, 22B, 23B, 27B, 28B, 29B, 30B, 31B, 31C and 32B) in the second range of the said official plan and book of reference for the said township of St. Jean; and

4. The fishing rights reserved by the late Sir William Price in connection with "L'Anse St. Jean Mill Site" resulting from the former ownership by him and his auteurs of lots sixty-two, sixty-three, sixty-four, sixty-five and sixty-six (62, 63, 64, 65 and 66) on the said official plan and book of reference for the Village Reserve in

Réserve auxdits plan et livre de Réserve dans ledit canton de Saint-Jean, de même que le droit de passage sur ces lots afin d'exercer ses droits de pêche, une servitude ayant été établie en conséquence sur lesdits lots en faveur desdits lots six G et six H (6G et 6H) auxdits plan et livre de renvoi officiels du Village Réserve dans ledit canton de Saint-Jean par acte de déclaration et d'accord entre Price Brothers & Co. Ltd. et le vendeur et d'autres, passé devant R. Meredith, notaire, le vingt-huitième jour de juin, mil neuf cent vingt-neuf, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chicoutimi, sous le numéro 53,168.

Telle que ladite propriété existe présentement avec tous les droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte de la part du vendeur.

Pour être vendus « en bloc » au bureau du registraire de la division d'enregistrement du district de Chicoutimi, au palais de justice, à Chicoutimi, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois d'AOÛT 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Chicoutimi, le 20 juin 1969.

*Le shérif,*  
RENÉ DELISLE.  
30113

the said official plan and book of Reserve in the said township of St. Jean together with the right of passage over these lots in order to exercise such fishing rights, a servitude having been established accordingly on the said lots in favour of the said lots six G and six H (6G and 6H) on the said official plan and book of reference for the Village Reserve in the said township of St. Jean by Deed of Declaration and Agreement between Price Brothers & Co. Ltd. and the vendor and others executed before R. Meredith, notary, on the twenty-eight day of June, nineteen hundred and twenty-nine, registered at the registry office for the county of Chicoutimi under the number 53,168.

As the said property now subsists with all its rights members and appurtenance without exception or reserve of any kin on the part of the vendor.

To be sold "en bloc" at the office of the registrar for the registration division of the district of Chicoutimi, at the Court Hall, at Chicoutimi, on the TWENTY-SECOND day of the month of AUGUST, 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
Chicoutimi, June 20, 1969.

RENÉ DELISLE,  
*Sheriff.*  
30113-0

**Ministère des institutions  
financières, compagnies et  
coopératives  
Assurances**

**Department of Financial  
Institutions, Companies and  
Cooperatives  
Insurance**

**Peerless Insurance Company**

*Avis d'annulation de permis et  
de certificat d'enregistrement*

Attendu que « Peerless Insurance Company », dont le siège social est situé à Keene, état du New Hampshire, États-Unis d'Amérique, a cessé de faire affaires dans la province de Québec depuis le 30 janvier 1969;

Attendu que la compagnie a produit au Service des assurances une déclaration signée par son président et son secrétaire à l'effet qu'elle n'avait, au 25 juin 1969, aucune obligation dans la province de Québec;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Peerless Insurance Company » sont annulés à compter du 30 juin 1969.

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 2 juillet 1969.

*Pour le ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives de la Province,  
Le surintendant des assurances,*  
30174-29-2-0 ROGER-A. CAMARAIRE.

**Les Services de Santé du Québec  
Québec Health Services**

*Avis de changement de siège social*

Avis est donné, par les présentes, que « Les Services de Santé du Québec — Québec Health Services » constitués en société de secours mutuels par le chapitre 155 des lois de 1956, modifié par le chapitre 105 des lois de 1964, ont changé leur siège social de la ville de Québec à la cité de Ste-Foy, le 10 juillet 1969, en conformité de l'arrêté en conseil numéro 2079, adopté le même jour.

**Peerless Insurance Company**

*Notice of Cancellation of License and  
Certificate of Registration*

Whereas "Peerless Insurance Company", whose head office is situated in Keene, state of New Hampshire, United States of America, has ceased to do business in the Province of Québec as from the 30th of January 1969;

Whereas the company has filed with the Insurance Branch a declaration signed by its President and its Secretary to the effect that it has as of June 25th, 1969, no obligations in the Province of Québec;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Peerless Insurance Company" are cancelled as from the 30th of June 1969.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 2nd of July 1969.

*For the Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives of the Province,*  
30174-29-2-0 ROGER-A. CAMARAIRE,  
*Superintendent of Insurance.*

**Les Services de Santé du Québec  
Québec Health Services**

*Notice of Change of Head Office*

Notice is hereby given that "Les Services de Santé du Québec — Québec Health Services" organized as a mutual benefit society by chapter 155 of the 1956 Acts, modified by chapter 105 of the 1964 Acts, have changed their head office from the City of Québec to the City of Ste Foy, on July 10th, 1969, pursuant to Order in Council number 2079, adopted on the same day.

Donné en la cité de Ste-Foy, ce 11e jour de juillet 1969.

30170-0

*Le secrétaire,*  
ANDRÉ BILODEAU.

**La Paix, Société Anonyme d'Assurances à Primes fixes contre les Accidents, l'Incendie, le Vol et Autres Risques Divers**

*Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « La Paix, Société Anonyme d'Assurances à Primes fixes contre les Accidents, l'Incendie, le Vol et Autres Risques Divers », enregistrée sous le numéro 719, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2351, qui l'autorise à compter du 1er juillet 1969, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants, mais par voie de réassurance seulement: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défautueuxité d'extincteurs automatiques, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Accident; Automobile; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Chaudière à vapeur (bris de machine exclus); Explosion; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Vol.

Le siège social de la compagnie est situé à 58, rue Taitbout, Paris, France.

La compagnie a nommé monsieur Charles Albinet, 465, rue St-Jean, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 10 juillet 1969.

*Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province, Le surintendant des assurances,*

30173-29-2-0

ROGER-A. CAMARAIRE.

Given at the City of Ste Foy, this 11th day of July 1969.

30170-0

ANDRÉ BILODEAU,  
*Secretary.*

**La Paix, Société Anonyme d'Assurances à Primes fixes contre les Accidents, l'Incendie, le Vol et Autres Risques Divers**

*Notice of Issue of License and Certificate of Registration*

Notice is hereby given that "La Paix, Société Anonyme d'Assurances à Primes fixes contre les Accidents, l'Incendie, le Vol et Autres Risques Divers", registered under number 719, has obtained the license and certificate of registry number 2351, authorizing it, as from the 1st of July 1969, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes, but by way of reinsurance only: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Accident; Automobile; Boiler (excluding machinery); Employers' liability; Explosion; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Theft.

The head office of the company is situated at 58, Taitbout Street, Paris, France.

The company has appointed Mr. Charles Albinet, 465, St. John Street, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 10th of July 1969.

*For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,*

30173-29-2-0

ROGER-A. CAMARAIRE,  
*Superintendent of Insurance.*

## Ministère de la Voirie

### Avis

Les chemins ci-après désignés ne seront plus, à l'avenir, entretenus par le ministère de la Voirie:

Dans la municipalité de Tingwick, comté d'Arthabaska, deux parties de l'ancien chemin Craig vis-à-vis des lots 519, P-522 et P-523 du rang V, sur une longueur de 2,635 pieds.

Dans la municipalité de Nouvelle, comté de Bonaventure, l'ancienne route No 6, vis-à-vis du lot No 74 sur une longueur de 260 pieds.

Dans la municipalité de Bury, comté de Compton, l'ancien chemin Bury-Scotstown, vis-à-vis des lots 24-B et 24-J, du rang V, sur une longueur de 854 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Isidore paroisse, comté de Dorchester, l'ancienne route No 23 vis-à-vis des lots Nos 475, 500, 501 et 503 sur une longueur de 400 pieds.

Dans la municipalité de Sainte-Marguerite paroisse, comté de Dorchester 1° deux parties de l'ancien chemin Saint-Édouard vis-à-vis des lots Nos 22, 134, 135, 141 et 142, sur une longueur de 2,078 pieds. 2° l'ancien chemin Saint-Pierre, vis-à-vis des lots 134 et 135 sur une longueur de 925 pieds.

Dans la municipalité de Windsor canton, comté de Richmond, deux parties de l'ancien

## Department of Roads

### Notice

The roads hereinafter designated shall no longer be maintained by the Department of Roads:

In the municipality of Tingwick, county of Arthabaska, two parts of the old Craig road, facing lots 519, P-522 and P-523 on range V, a length of 2,635 feet.

In the municipality of Nouvelle, county of Bonaventure, the old Route 6 facing lot No. 74, a distance of 260 feet.

In the municipality of Bury, county of Compton, the old Bury-Scotstown road, facing lots 24-B and 24-J on range V, a length of 854 feet.

In the municipality of Saint-Isidore parish, county of Dorchester, the old Route 23, facing lots Nos. 475, 500, 501 and 503, a length of 400 feet.

In the municipality of Sainte-Marguerite parish, county of Dorchester, (1) two parts of the old St-Édouard road, facing lots Nos. 22, 134, 135, 141 and 142, a length of 2,078 feet; (2) the former St-Pierre road, facing lots 134 and 135, a length of 925 feet.

In the municipality of the township of Windsor, county of Richmond, two parts of the old

chemin du rang XII, vis-à-vis des lots P-922 et P-923 sur une longueur de 430 pieds.

Dans la municipalité de Ascot Corner, comté de Sherbrooke, l'ancienne route No 1, vis-à-vis des lots 28A et 28J, du rang XI, sur une longueur de 1,329 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Honoré, comté de Témiscouata, l'ancienne route No 2 vis-à-vis des lots No 55A, 56A, 57 et 58A, sur une longueur de 1,775 pieds.

Québec, le 12 juin 1969.

*Le ministre de la Voirie,*  
FERNAND-J. LAFONTAINE.

30175-0

**Avis**

Les chemins ci-après désignés ne seront plus, à l'avenir, entretenus par le ministère de la Voirie:

*Comté de Gaspé-Sud:*

Dans la municipalité de l'Anse-aux-Griffons, la route Langlois vis-à-vis des lots A et B sur une longueur de 950 pieds.

Dans la municipalité de Newport, la route Alain sur une longueur de 2,300 pieds.

Dans le canton Rameau T.N.O. la route des rangs 5 et 6 sur une longueur de 10,560 pieds et le chemin du 7e rang sur une longueur de 16,368 pieds.

Dans la municipalité de Rivière-au-Renard, la route de l'Anse-à-Fugère, vis-à-vis des lots 6 et 7 sur une longueur de 5,280 pieds.

Dans la municipalité de Bridgeville, la route Thibeault, vis-à-vis des lots 12 et 13, sur une longueur de 3,800 pieds.

Dans la municipalité du canton Douglas, la route Cunning, vis-à-vis du lot 20 du bloc B sur une longueur de 1,550 pieds.

Québec, le 9 juillet 1969.

*Le ministre de la Voirie,*  
PAUL-A. ALLARD.

30175-0

road of range XII, facing lots P-922 and P-923, a length of 430 feet.

In the municipality of Ascot Corner, county of Sherbrooke, the old Route 1, facing lots 28A and 28J, range XI, a length of 1,329 feet.

In the municipality of Saint-Honoré, county of Témiscouata, the former Route 2, facing lots Nos. 55A, 56A, 57 and 58A, a length of 1,775 feet.

Québec, June 12, 1969.

FERNAND-J. LAFONTAINE,  
*Minister of Roads.*

30175

**Notice**

The roads hereinafter designated will no longer be maintained by the Department of Roads:

*County of Gaspé-South:*

In the municipality of Anse-aux-Griffons, Langlois Road facing lots A and B to a length of 950 feet.

In the municipality of Newport, Alain Road to a length of 2,300 feet.

In the township of Rameau T.N.O., the road of ranges 5 and 6 to a length of 10,560 feet and the road of the 7th range to a length of 16,368 feet.

In the municipality of Rivière-au-Renard, Anse-à-Fugère Road, facing lots 6 and 7 to a length of 5,280 feet.

In the municipality of Bridgeville, Thibeault Road, facing lots 12 and 13 to a length of 3,800 feet.

In the municipality of the township of Douglas, Cunning Road, facing lot 20 of Block B to a length of 1,550 feet.

Québec, July 9, 1969.

PAUL-A. ALLARD,  
*Minister of Roads.*

30175

**Caisses d'épargne et de crédit**

**Savings and Credit Unions**

**La Caisse Populaire de La Tabatière**

**La Caisse Populaire de La Tabatière**

*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

*(Savings and Credit Unions Act)*

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse Populaire de La Tabatière ».

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse Populaire de La Tabatière".

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera: La Tabatière, Harrington Harbour, Baie des Moutons et St-Augustin de Saguenay.

The territory in which the union will recruit its members will be: La Tabatière, Harrington Harbour, Baie des Moutons and St-Augustin de Saguenay.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à La Tabatière, Québec, dans le district électoral de Duplessis.

The head office of the said savings and credit union is situated at La Tabatière, Québec, in the electoral district of Duplessis.

Québec, le 8 juillet 1969.

Québec, July 8, 1969.

*Le sous-ministre associé des institutions, financières, compagnies et coopératives,*  
JEAN DE GRANDPRÉ.

*Associate Deputy-Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

30167-0

30167

**La Caisse Populaire des enseignants de la Côte de Beaupré**

**La Caisse Populaire des enseignants de la Côte de Beaupré**

*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

*(Savings and Credit Unions Act)*

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « La Caisse Populaire des enseignants de la Côte de Beaupré ».

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse Populaire des enseignants de la Côte de Beaupré".

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera: les membres de l'« Association des enseignants de la Côte de Beauport ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé en la ville de Beauport, Québec, dans le district électoral de Montmorency.

Québec, le 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
30182-o JEAN DE GRANDPRÉ.

#### La Caisse Populaire des professeurs catholiques de Québec

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « La Caisse Populaire des professeurs catholiques de Québec ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera: les membres de l'« Association des professeurs catholiques de Québec ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé en la ville de Québec, dans le district électoral de Jean Talon.

Québec, le 15 juillet 1969.

*Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
30183-o JEAN DE GRANDPRÉ.

The group from which the union will recruit its members will be the members of "Association des enseignants de la Côte de Beauport".

The head office of this savings and credit union is situated in the town of Beauport, Québec, in the electoral district of Montmorency.

Québec, July 15, 1969.

JEAN DE GRANDPRÉ,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

#### La Caisse Populaire des professeurs catholiques de Québec

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union: "La Caisse Populaire des professeurs catholiques de Québec".

The group from which the union will recruit its members will be the members of "Association des professeurs catholiques de Québec".

The head office of this savings and credit union is situated in the city of Québec, in the electoral district of Jean Talon.

Québec, July 15, 1969.

JEAN DE GRANDPRÉ,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

## Lettres patentes

### Université du Québec à Trois-Rivières

Avis est donné qu'en vertu de l'article 29 de la Loi de l'Université du Québec (1968, chapitre 66), des lettres patentes ont été accordées le 19 mars 1969, instituant l'« Université du Québec à Trois-Rivières ».

*Le sous-ministre de l'Éducation,*  
30181-o ARTHUR TREMBLAY.

### Université du Québec à Chicoutimi

Avis est donné qu'en vertu de l'article 29 de la Loi de l'Université du Québec (1968, chapitre 66), des lettres patentes ont été accordées le 19 mars 1969, instituant l'« Université du Québec à Chicoutimi ».

*Le sous-ministre de l'Éducation,*  
30181-o ARTHUR TREMBLAY.

## Letters Patent

### University of Québec at Trois-Rivières

Notice is hereby given that pursuant to section 29 of the University of Québec Act (1968, chapter 66), letters patent, bearing date the March 19, 1969, have been issued incorporating the "University of Québec at Trois-Rivières".

ARTHUR TREMBLAY,  
30181 *Deputy Minister of Education.*

### University of Québec at Chicoutimi

Notice is hereby given that pursuant to section 29 of the University of Québec Act (1968, chapter 66), letters patent, bearing date on March 19, 1969, have been issued incorporating the "University of Québec at Chicoutimi".

ARTHUR TREMBLAY,  
30181 *Deputy Minister of Education.*

## Régie des Marchés Agricoles du Québec

### Plan conjoint des producteurs de lait fournisseurs aux laiteries de la Baie des Ha! Ha!

*Avis*

Prenez avis qu'après avoir tenu un référendum auprès des producteurs intéressés selon les dispositions des articles 25 et 26 de la Loi des marchés agricoles du Québec, la Régie a modifié le plan conjoint des producteurs de lait fournisseurs aux laiteries de la Baie des Ha! Ha! de la façon suivante:

1° en ajoutant, à la fin du neuvième paragraphe du plan conjoint, tel que déjà amendé le 12 janvier 1960, ce qui suit: « et à tout autre

## Québec Agricultural Marketing Board

### Joint plan of milk producers suppliers to the dairies of Baie des Ha! Ha!

*Notice*

Take notice that, following a referendum held among interested producers, according to the provisions of sections 25 and 26 of the Québec Agricultural Marketing Act, the Board modified the joint plan of milk producers suppliers to the dairies of Baie des Ha! Ha! as follows:

1. By adding, at the end of the ninth paragraph of the joint plan, as amended on January 12, 1960, that which follows: "and to any other

établissement détenant un permis d'exploitation pour une usine de pasteurisation de lait nature sise dans le comté de Dubuc ».

2° en remplaçant le paragraphe j) de la section intitulée « Pouvoirs et attributions » tel que déjà amendé le 17 mars 1959 et le 12 janvier 1960, par le texte suivant: « l'administration et la mise en oeuvre du plan conjoint sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan, selon le mode déterminé par l'office.

Le montant de cette contribution est déterminé par l'office au moyen d'une résolution qui doit être approuvée par la Régie des marchés agricoles avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, la contribution est de 0.03 cents le cent (100) livres de lait livré aux usines de pasteurisation de la région de la Baie des Ha! Ha! Les producteurs autorisent l'office de producteurs à recevoir ce montant qui doit servir exclusivement à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan conjoint. »

3° en ajoutant au plan conjoint les deux paragraphes suivants: « Sauf les cas où la Loi des marchés agricoles assujettit l'application d'un règlement à sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, la publication des règlements ayant rapport aux modalités d'exécution du plan conjoint et à l'exercice des pouvoirs de l'office sera faite dans les langues française et anglaise, par parution dans le journal « La terre de chez-nous ».

Section XIV — Au cas de différence entre le texte français et le texte anglais du présent plan conjoint, ou d'un règlement, le texte français prévaudra ».

Ce 8 juillet 1969.

Régie des marchés agricoles du Québec.  
Par le secrétaire-intérimaire,  
ROCH MORIN.

30158-o

**Plan conjoint des producteurs de lait fournisseurs du marché de Chicoutimi**

*Avis*

Prenez avis qu'après avoir tenu un référendum auprès des producteurs intéressés selon les dispositions des articles 25 et 26 de la Loi des marchés agricoles du Québec, la Régie a modifié le plan conjoint des producteurs de lait fournisseurs du marché de Chicoutimi de la façon suivante:

1. en ajoutant au paragraphe concernant la juridiction du plan conjoint, qui se lit présentement comme suit:

« Le plan conjoint dont l'application, l'administration et la conduite seront confiées à l'office des producteurs de lait fournisseurs du marché de Chicoutimi, régira tous les producteurs de lait *bona fide* de la province de Québec fournisseurs du marché de Chicoutimi, livrant leur lait tant pour des fins de consommation à l'état nature que de transformation à la Laiterie de Chicoutimi Limitée, à la Laiterie Canadienne Limitée et à la Laiterie « Chic » enregistrée, propriété de la Société Coopérative de Chicoutimi; et tous les autres établissements laitiers achetant les surplus de lait de ces mêmes producteurs », ce qui suit:

« et à tout autre établissement détenant un permis d'exploitation pour une usine de pasteurisation de lait nature sise dans la ville de Chicoutimi ou dans un rayon de dix milles ».

dairy establishment having its head office in the County of Dubuc”.

2. By replacing paragraph (j) of the section entitled “Powers and Attributions” such as amended on March 17, 1959 and January 12, 1960, by the following text: “the administration and application of the joint plan are financed by a contribution which must be paid by all producers bound by this plan, according to the mode determined by the Bureau.

“The amount of this contribution is determined by the Bureau, by a resolution which must be approved by the Agricultural Marketing Board before coming into force. Until it is amended by such a resolution, the contribution is 0.03 cents per one hundred (100) pounds of milk delivered to the pasteurization plants of the Baie des Ha! Ha! Region. The producers authorize the Producers' Bureau to receive this amount, which must serve exclusively to pay the expenses of the administration and the application of the joint plan.”

3. By adding to the joint plan the two following paragraphs: “Save in the cases where the Agricultural Marketing Act subjects the application of a regulation to its publication in the *Québec Official Gazette*, the publication of regulations referring to the modalities of execution of the joint plan and the exercise of the powers of the Bureau shall be made in the French and English languages, by appearing in “*La Terre de chez-nous*” newspaper.”

Section XIV — “In case of a difference between the French and English texts of the present joint plan, or of a regulation, the French text will prevail.”

July 8, 1969.

Québec Agricultural Marketing Board.  
By: ROCH MORIN,  
Acting Secretary.

30158

**Joint plan of milk producers-suppliers to the Chicoutimi Market**

*Notice*

Take note that after having held a referendum among the interested producers in accordance with the provisions of sections 25 and 26 of the Québec Agricultural Marketing Act, the Board has amended the joint plan of milk producers-suppliers to the Chicoutimi Market in the following way:

1. by adding to the paragraph concerning the jurisdiction of the joint plan, which presently reads as follows:

“The joint plan, the application, administration and management of which will be entrusted to the Bureau of milk producers-suppliers to the Chicoutimi Market, will govern all *bona fide* milk producers of the Province of Québec, suppliers to the Chicoutimi Market, delivering their milk for raw milk consumption as well as for transformation purposes to “Laiterie de Chicoutimi Limitée”, “Laiterie Canadienne Limitée”, and to “Laiterie « Chic » enregistrée”, property the “Société Coopérative de Chicoutimi”, and to all other dairy establishments buying the surplus of milk from these same producers”, the following:

“and to any other establishment holding a raw milk pasteurisation plant operating permit situated in the Town of Chicoutimi or in a ten-mile radius thereof”.

2. en remplaçant le paragraphe « j » de la section intitulée « Pouvoirs et attributions » du plan conjoint tel qu'amendé le 29 juin 1964 par le texte suivant:

« L'administration et la mise en oeuvre du plan conjoint sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan, selon le mode déterminé par l'office.

Le montant de cette contribution est déterminé par l'office, au moyen d'une résolution qui doit être approuvée par la Régie des marchés agricoles avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, la contribution est de 0.03 cents le cent (100) livres de lait livré aux usines de pasteurisation du marché de Chicoutimi. Les producteurs autorisent l'office à recevoir ce montant qui doit servir exclusivement à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan conjoint ».

3. en ajoutant au plan conjoint les deux paragraphes suivants:

« Sauf les cas où la Loi des marchés agricoles assujettit l'application d'un règlement à sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, la publication des règlements ayant rapport aux modalités d'exécution du plan conjoint et à l'exercice des pouvoirs de l'office sera faite dans les langues française et anglaise, par parution dans le journal « La terre de chez nous ».

« Au cas de différence entre le texte français et le texte anglais du présent plan conjoint, ou d'un règlement, le texte français prévaudra ».

Ce 8<sup>ième</sup> jour de juillet 1969.

Régie des marchés agricoles du Québec.

Par le secrétaire-intérimaire,

30158-o

ROCH MORIN.

### Plan conjoint des producteurs de lait nature de la région de Roberval

#### Avis

Prenez avis qu'après avoir tenu un référendum auprès des producteurs intéressés selon les dispositions des articles 25 et 26 de la Loi des marchés agricoles du Québec, la Régie a modifié le plan conjoint des producteurs de lait nature de la région de Roberval de la façon suivante:

1. en remplaçant, dans le premier paragraphe de la section III du plan conjoint, les mots « sises dans les villes et villages de Roberval, St-Félicien, Normandin, Albanel, Dolbeau et Chibougamau », par les mots: « sises dans le comté de Roberval et dans la ville de Chibougamau ».

2. remplaçant la section XII du plan conjoint par le texte qui suit:

« L'administration et la mise en oeuvre du plan conjoint sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan, selon le mode déterminé par l'office ».

« Le montant de cette contribution est déterminé par l'office, au moyen d'une résolution qui doit être approuvée par la Régie des marchés agricoles avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, la contribution est de 0.03 cents le cent (100) livres de lait livré aux usines de pasteurisation de la région de Roberval. Les producteurs autorisent l'office à recevoir ce montant qui doit servir exclusivement à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan conjoint ».

3. en ajoutant au plan conjoint les deux sections suivantes:

2. by replacing paragraph "j" of the section entitled "Powers and functions" of the joint plan, as amended on June 29, 1964, by the following text:

"The administration and carrying into effect of the joint plan are financed by a contribution to be paid by all the producers bound by the plan, according to the method set by the bureau.

The amount of such contribution is set by the bureau, by means of a resolution which must be approved by the Agricultural Marketing Board before it comes into force. Until it is amended by such a resolution, the contribution is 0.03 cents per hundred (100) pounds of milk delivered to pasteurization plants of the Chicoutimi market. The producers authorize the bureau to receive such amount which shall be used exclusively to meet the expenses of administering and carrying into effect the joint plan".

3. by adding to the joint plan the two following paragraphs:

"Save in the case where the Agricultural Marketing Act subjects the application of a regulation to its publication in the *Québec Official Gazette*, the publication of regulations respecting the methods of carrying into effect the joint plan and the exercising of the bureau's powers shall be made in both French and English in the newspaper *La Terre de chez nous*."

"Should there be a difference in the French and English texts of this joint plan, or of a regulation, the French text shall prevail".

This 8th day of July, 1969.

The Québec Agricultural Marketing Board.

Per: ROCH MORIN,

Acting Secretary.

30158

### Joint plan of raw milk producers of the region of Roberval

#### Notice

Take notice that, following a referendum held among interested producers according to the provisions of sections 25 and 26 of the Québec Agricultural Marketing Act, the Board modified the joint plan of raw-milk producers of the Region of Roberval in the following way:

1. By replacing, in the first paragraph of Section III of the joint plan, the words "situated in the towns and villages of Roberval, St-Félicien, Normandin, Albanel, Dolbeau and Chibougamau" by "situated in the County of Roberval and in the town of Chibougamau".

2. By replacing section XII of the joint plan by the following text:

"The administration and application of the joint plan are financed by a contribution which must be paid by all producers bound by this plan, according to the mode determined by the Bureau."

"The amount of this contribution is determined by the Bureau, by a resolution which must be approved by the Agricultural Marketing Board before coming into force. Until it is amended by such a resolution, the contribution is 0.03 cents per one hundred (100) pounds of milk delivered to the pasteurization plants of the Region of Roberval. The producers authorize the Producers' Bureau to receive this amount which must serve exclusively to pay the expenses of the administration and application of the joint plan."

3. By adding to the joint plan the two following sections:

Section XIII. « Sauf les cas où la Loi des marchés agricoles assujettit l'application d'un règlement à sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, la publication des règlements ayant rapport aux modalités d'exécution du plan conjoint et à l'exercice des pouvoirs de l'office sera faite dans les langues française et anglaise par parution dans le journal « La terre de chez-nous ».

Section XIV. « Au cas de différence entre le texte français et le texte anglais du présent plan conjoint, ou d'un règlement, le texte français prévaudra ».

Ce 8<sup>e</sup> jour de juillet 1969.

Régie des marchés agricoles du Québec.

*Le secrétaire intérimaire,*

30158-0

ROCH MORIN.

Section XIII. "Save in the case where the Agricultural Marketing Act subjects the application of a regulation to its publication in the *Québec Official Gazette*, the publication of regulations referring to the modalities of execution of the joint plan and the exercise of the powers of the Bureau shall be made in the French and English languages, by appearing in "*La Terre de chez-nous*" newspaper."

Section XIV. "In the case of a difference between the French and English texts of the present joint plan, or of a regulation, the French text will prevail."

This 8th day of July, 1969.

Quebec Agricultural Marketing Board.

ROCH MORIN,

30158

*Acting Secretary.*

**Plan conjoint des producteurs de lait nature de Jonquière**

*Avis*

Prenez avis qu'après avoir tenu un référendum auprès des producteurs intéressés selon les dispositions des articles 25 et 26 de la Loi des marchés agricoles du Québec, la Régie a modifié le plan conjoint des producteurs de lait nature de Jonquière de la façon suivante:

1. en remplaçant le deuxième paragraphe de la section « D » intitulée « juridiction » par le texte suivant: « Aux fins des présentes, la région de Jonquière se définit comme étant le comté de Jonquière-Kénogami ».

2° en remplaçant le sous-paragraphe a) du paragraphe 2 de la section « E » intitulée « Pouvoirs et attributions » par le texte suivant: « L'administration et la mise en oeuvre du plan conjoint sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan, selon le mode déterminé par l'office.

Le montant de cette contribution est déterminé par l'office au moyen d'une résolution qui doit être approuvée par la Régie des marchés agricoles avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, la contribution est de 0.03 cents le cent (100) livres de lait livré aux usines de pasteurisation de la région de Jonquière. Les producteurs autorisent l'office à recevoir ce montant qui doit servir exclusivement à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan conjoint ».

3° en ajoutant au plan conjoint les sections « G » et « H » suivantes:

*Section G:* « Sauf les cas où la Loi des marchés agricoles assujettit l'application d'un règlement à sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, la publication des règlements ayant rapport aux modalités d'exécution du plan conjoint et à l'exercice des pouvoirs de l'office sera faite dans les langues française et anglaise par parution dans le journal « La Terre de chez nous »... »

*Section H:* « Au cas de différence entre le texte français et le texte anglais du présent plan conjoint, ou d'un règlement, le texte français prévaudra ».

Ce 8<sup>e</sup> jour de juillet 1969.

Régie des marchés agricoles du Québec.

*Par le secrétaire-intérimaire,*

30158-0

ROCH MORIN.

**Joint plan of Raw Milk Producers of Jonquière**

*Notice*

Take note that after having held a referendum among the interested producers in accordance with the provisions of sections 25 and 26 of the Québec Agricultural Marketing Act, the Board has amended the joint plan of raw milk producers of Jonquière in the following way:

1. by replacing the second paragraph of section "D" entitled "jurisdiction" by the following text: "For the purposes of these presents, the Jonquière area is defined as being the county of Jonquière-Kénogami".

2. by replacing sub-paragraph (a) of paragraph 2 of section "E" entitled "Powers and functions" by the following: "The administration and carrying into effect of the joint plan are financed by a contribution to be paid by all the producers joined by the plan, according to the method set by the bureau.

The amount of such contribution is set by the bureau by means of a resolution which must be approved by the Agricultural Marketing Board before it comes into force. Until it is modified by such a resolution, the contribution is 0.03 cents per hundred (100) pounds of milk delivered to pasteurization plants in the Jonquière area. The producers authorize the bureau to receive such amount which shall be used exclusively to meet the expenses of administering and carrying into effect the joint plan".

3. by adding to the joint plan sections "G" and "H" which follow:

*Section G:* "Save in the case where the Agricultural Marketing Act subjects the application of a regulation to its publication in the *Québec official Gazette*, the publication of regulations respecting the methods of carrying into effect the joint plan and the exercising of the bureau's powers shall be made in both French and English in the newspaper *La Terre de chez nous*".

*Section H:* "Should there be a difference in the French and English texts of this joint plan, or of a regulation, the French text shall prevail".

This 8th day of July, 1969.

The Québec Agricultural Marketing Board.

Per: ROCH MORIN,

30158

*Acting Secretary.*

## Ministère des Affaires municipales

## Department of Municipal Affairs

### Paroisse de Frelighsburg

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 2 juin 1969 par le conseil municipal de la paroisse de Frelighsburg, comté de Missisquoi, et conformément aux dispositions de l'article 131-A du Code municipal, il a révoqué, en date du 3 juillet 1969, le décret émis par le gouverneur général en conseil le 11 septembre 1855, ordonnant que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation précitée se fassent dans la langue anglaise seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131-A du Code municipal.

Québec, le 3 juillet 1969.

*Le ministre des affaires municipales  
par intérim,*

30164-o FRANÇOIS-EUGÈNE MATHIEU.

### Ville de Cabano

Canada,  
Province de  
Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

### Lettres patentes

ATTENDU QUE chacun des conseils municipaux de la ville de Cabano et de la paroisse de Saint-Mathias-de-Cabano, comté de Témiscouata, a adopté, à la majorité absolue de ses membres, un règlement autorisant la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant ces municipalités et créant une nouvelle municipalité sous l'autorité de la Loi de la fusion volontaire des municipalités;

ATTENDU QUE les publications requises par l'article 6 de la loi précitée ont été faites;

ATTENDU QU'un exemplaire de la requête conjointe, en date du 24 février 1969, a été transmis au ministre des affaires municipales et à la Commission municipale de Québec;

ATTENDU QU'aucune demande d'enquête n'a été faite à la Commission municipale de Québec et que cette dernière n'a pas tenu d'audition publique;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite à la requête conjointe;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1949, en date du 26 juin 1969, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que des lettres patentes soient octroyées, fusionnant la ville de Cabano et la paroisse de Saint-Mathias-de-Cabano, comté de Témiscouata, et créant une nouvelle municipalité de ville sous le nom de « ville de Cabano » en français, et de « Town of Cabano » en anglais, aux conditions mentionnées dans la requête conjointe.

Ces conditions sont les suivantes:

1<sup>o</sup> Le nom de la nouvelle municipalité est « ville de Cabano » en français et, en anglais, « Town of Cabano »;

### Parish of Frelighsburg

The undersigned gives notice that such as requested in a resolution adopted on June 2, 1969, by the Municipal Council of the parish of Frelighsburg, county of Missisquoi, and in conformity with the provisions of section 131-A of the Municipal Code, he revoked, on July 3, 1969, the decree issued by the Governor-General in Council on September 11, 1855, ordering that the publication of any public notices, by-laws, resolutions or orders of the aforesaid corporation be made in the English language only.

The present notice is published pursuant to section 131-A of the Municipal Code.

Québec, July 3, 1969.

*FRANÇOIS-EUGÈNE MATHIEU,  
Interim Minister of Municipal  
Affairs.*

30164

### Town of Cabano

Canada,  
Province of  
Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

### Letters Patent

WHEREAS each of the Municipal Councils of the town of Cabano and of the parish of Saint-Mathias-de-Cabano, county of Témiscouata, adopted by an absolute majority of its members a regulation authorizing the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in council asking him to grant letters patent amalgamating the said municipalities and creating a new municipality under the authority of the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act;

WHEREAS the publications required by section 6 of the aforementioned Act have been made;

WHEREAS a copy of the joint petition, dated February 24, 1969, was sent to the Minister of Municipal Affairs and to the Québec Municipal Commission;

WHEREAS no request for an inquiry was made to the Québec Municipal Commission, and that no public hearing was held by the latter;

WHEREAS it is expedient that the joint petition be granted;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1949, dated June 26, 1969, We have decreed and ordered and, hereby decree and order that letters patent be issued, amalgamating the town of Cabano and the parish of Saint-Mathias-de-Cabano, county of Témiscouata, and creating a new town municipality, under the name of "ville de Cabano" in French and "Town of Cabano" in English, according to the conditions mentioned in the joint petition.

These conditions are as follows:

1. The name of the new municipality is "ville de Cabano" in French and "Town of Cabano" in English;

2° Le territoire de la nouvelle municipalité est celui qu'a décrit officiellement le ministre des Terres et Forêts le 18 juin 1969; cette description apparaît dans la première annexe du décret;

3° Les dettes obligatoires des municipalités mentionnées dans la requête, contractées en vertu de règlements déjà promulgués, seront payables suivant les règlements existants par les propriétaires assujettis au paiement de ces dettes;

4° Les contribuables de la paroisse de Saint-Mathias-de-Cabano n'auront pas à payer pour les services dont ils ne bénéficieront pas. Notamment: aqueduc, égout, vidanges, éclairage de rues, entretien et réparation des rues et trottoirs;

5° Le coût du service des pompiers et du système de protection incendie sera partagé au prorata de l'évaluation;

6° La ville de Cabano sera divisée en trois (3) quartiers, portant les numéros 1 à 3 inclusivement; la description de chacun des trois quartiers apparaît dans la deuxième annexe du décret;

Les quartiers Nos 1 et 2 éliront chacun un conseiller et le quartier No 3 élira quatre (4) conseillers;

7° Après la fusion, si la nouvelle municipalité a besoin d'un aide secrétaire ou d'un commis de bureau, que ce soit une personne de la paroisse;

8° La nouvelle municipalité est régie par la Loi des cités et villes;

9° Jusqu'à la première élection générale, le conseil qui aura le pouvoir d'administrer la nouvelle municipalité sera composé de tous les membres des conseils des deux municipalités requérantes, en fonction au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes, et le maire sera monsieur Guy Michaud.

Si la charge d'un conseiller devient vacante, le conseil remplit la vacance en nommant une personne éligible de l'ancienne municipalité représentée par le conseiller démissionnaire. Lorsque le conseil temporaire remplit une vacance, le maire est tenu de voter au cas de partage égal des voix et, s'il a déjà voté, il peut alors donner un vote prépondérant.

Si la charge de maire devient vacante, le conseil remplit la vacance en nommant une personne éligible de la nouvelle municipalité;

10° La première séance du conseil provisoire sera tenue le deuxième lundi juridique suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes. Elle aura lieu à la salle du couvent de Cabano, à 7.30 heures du soir;

11° La liste des électeurs devra être dressée en temps utile conformément à la loi;

12° La première élection générale du maire et des conseillers aura lieu le premier (1er) dimanche de novembre 1969, si les lettres patentes sont en vigueur le premier (1er) août de cette année; si elles sont en vigueur après cette date, elle aura lieu le premier (1er) dimanche de novembre 1970. Les élections générales subséquentes auront lieu tous les quatre (4) ans, le premier (1er) dimanche de novembre;

13° À compter de la première élection générale, le conseil municipal est composé du maire et de six (6) conseillers élus;

14° Le siège de chacun des conseillers sera désigné par un numéro;

15° Le fonds industriel de la ville de Cabano s'appliquera à tout le territoire de la nouvelle ville.

2. The territory of the new municipality is that which was officially described by the Minister of Lands and Forests on June 18, 1969; said description appears in Annex I of the decree;

3. The debts binding on the municipalities mentioned in the petition, which were contracted pursuant to regulations already promulgated, are payable following existing regulations, by the proprietors already subjected to the payments of these debts;

4. The taxpayers of the parish of Saint-Mathias-de-Cabano shall not have to pay for services which will not benefit them, namely, aqueduct, sewers, garbage, street lighting, street and sidewalk maintenance and repair;

5. The cost of a firemen service and a fire protection system shall be paid in proportion of the valuation;

6. The town of Cabano shall be divided into three (3) wards, bearing numbers 1 to 3 inclusively; the description of each of the three wards appears in Annex II of the decree;

Ward numbers 1 and 2 shall elect one councillor and Ward number 3 four (4) councillors;

7. After the amalgamation, if the new municipality needs an assistant secretary or office clerk, it should take someone from the parish;

8. The new municipality shall be governed by the Cities and Towns Act;

9. Until the first general election, the council which will have the power to direct the new municipality shall be composed of all the members of the councils of the two municipalities submitting the petition, in office at the time of the coming into force of the letters patent, and the Mayor shall be Mr. Guy Michaud.

Should a councillor's office become vacant, the Council shall fill in the vacancy by appointing an eligible person of the former municipality represented by the outgoing councillor. When the interim Council fills in a vacancy, the Mayor shall be requested to vote if votes are divided equally and, if he had already voted, he may give a casting vote.

Should the Mayor's office become vacant, the Council shall fill in the vacancy by appointing an eligible person from the new municipality;

10 The first meeting of the interim Council shall be held on the second juridical Monday following the coming into force of letters patent. It will be held at the hall of the Cabano Convent, at 7:30 o'clock in the evening;

11. The list of electors shall be drawn up in due time according to law;

12. The first general election of the mayor and councillors shall be held on the first (1st) Sunday of November, 1969, if the letters patent are in force on the first (1st) day of August of this year; should they come into force after said date, it will be held on the first (1st) Sunday of November, 1970. Subsequent general elections shall be held every four (4) years, on the first (1st) Sunday of November;

13. From and after the first general election, the municipal council shall be composed of the mayor and six (6) councillors elected;

14. The seat of each one of the councillors shall be designated by a number;

15. The industrial fund of the town of Cabano shall apply to the whole territory of the new town.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

EX FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour de juillet en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entrent en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le sous-ministre des affaires municipales,*  
30164-o RICHARD BEAULIEU.

#### Municipalité de Saint-Dominique

Canada,  
Province de HUGUES LAPOINTE  
[Québec.

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires. Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

#### Lettres patentes

ATTENDU QUE chacun des conseils municipaux du village de Saint-Dominique et de la paroisse de Saint-Dominique, comté de Bagot, a adopté, à la majorité absolue de ses membres, un règlement autorisant la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant ces municipalités et créant une nouvelle municipalité sous l'autorité de la Loi de la fusion volontaire des municipalités;

ATTENDU QUE les publications requises par l'article 6 de la loi précitée ont été faites;

ATTENDU QU'un exemplaire de la requête conjointe, en date du 10 avril 1969, a été transmis au ministre des affaires municipales et à la Commission municipale de Québec;

ATTENDU QU'aucune demande d'enquête n'a été faite à la Commission municipale de Québec et que cette dernière n'a pas tenu d'audition publique;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite à la requête conjointe.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1950, en date du 26 juin 1969, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que des lettres patentes soient octroyées, fusionnant le village de Saint-Dominique et la paroisse de Saint-Dominique, comté de Bagot, et créant une nouvelle municipalité sous le nom de « Saint-Dominique », aux conditions mentionnées dans la requête conjointe.

Ces conditions sont les suivantes:

1<sup>o</sup> Le nom de la nouvelle municipalité est « municipalité de Saint-Dominique »; elle aura un statut de village;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C. Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this tenth day of July in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

Notice is hereby given that the issuing of the letters patent hereabove is given in conformity with section 13 of the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act.

RICHARD BEAULIEU,  
30164 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

#### Municipality of Saint-Dominique

Canada,  
Province of HUGUES LAPOINTE  
Québec.

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters, shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

#### Letters Patent

WHEREAS each of the Municipal Councils of the Village of Saint-Dominique and of the Parish of Saint-Dominique, County of Bagot, adopted by an absolute majority of its members a regulation authorizing the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council asking him to grant letters patent amalgamating the said municipalities and creating a new municipality under the authority of the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act;

WHEREAS the publications required by section 6 of the aforementioned Act have been made;

WHEREAS a copy of the joint petition, dated April 10, 1969, was sent to the Minister of Municipal Affairs and to the Québec Municipal Commission;

WHEREAS no request for an inquiry was made to the Québec Municipal Commission, and that no public hearing was held by the latter;

WHEREAS it is expedient that the joint petition be granted;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1950, dated June 26, 1969, We have decreed and ordered and, hereby decree and order that letters patent be issued, amalgamating the Village of Saint-Dominique and the Parish of Saint-Dominique, County of Bagot, and creating a new municipality under the name of "Saint-Dominique", according to the conditions mentioned in the joint petition.

The said conditions are as follows:

1. The name of the new municipality is "municipalité de Saint-Dominique"; it shall have the status of a village;

2° Le territoire de la nouvelle municipalité est celui qu'a décrit officiellement le ministère des Terres et Forêts le 18 juin 1969; cette description apparaît dans l'annexe du décret ci-haut mentionné;

3° Le taux de la taxe foncière générale pour l'ancienne municipalité de la paroisse est fixé à un cent (\$0.01) par cent dollars d'évaluation pour une période de sept ans à compter de la première imposition faite par conseil de la nouvelle municipalité;

4° Le conseil de la nouvelle municipalité maintiendra autant que faire se peut, les conditions établies par le conseil de l'ancienne municipalité de la paroisse en ce qui concerne l'éclairage du rang des côtes et tel que constaté dans une résolution adoptée le 3 octobre 1966;

5° Les dettes par obligation de l'ancienne municipalité du village contractées en vertu du règlement déjà promulgué sont payables suivant les règlements existants sauf en ce qui concerne le règlement no 48 dont toutes et chacune des échéances en capital et intérêts seront appropriées à même le fonds général de la nouvelle municipalité;

6° Les surplus accumulés par chacune des anciennes municipalités sont versés dans le fonds général de la nouvelle municipalité;

7° La nouvelle municipalité est régie par le Code Municipal;

8° Jusqu'à la première élection générale, le conseil provisoire sera composé de tous les membres des deux conseils existant avant la fusion. Le quorum sera de huit (8) membres. Le maire de la nouvelle municipalité sera le maire de l'ancienne municipalité du village de Saint-Dominique;

9° La première séance régulière du conseil provisoire sera tenue le deuxième lundi suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes ou à toute autre date fixée par le Ministre des affaires municipales. Elle aura lieu à 20 heures dans le sous-sol de l'église Saint-Dominique;

10° Le siège de chaque conseiller sera numéroté de 1 à 6 à compter de la première élection générale;

11° La première élection générale aura lieu le premier dimanche de novembre 1969 si les lettres patentes entrent en vigueur le ou avant le 1er août 1969.

Si les lettres patentes entrent en vigueur après le 1er août 1969, la première élection générale aura lieu le premier dimanche de novembre 1970;

Les élections générales subséquentes auront lieu le premier dimanche de novembre de chaque année;

La durée des fonctions des membres du conseil sera de deux ans;

12° Le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité est le secrétaire-trésorier de l'ancienne municipalité du village de Saint-Dominique.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé, l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour de juillet en l'année

2. The territory of the new municipality is that which was described officially by the Department of Lands and Forests on June 18, 1969; said description appears in Annex I of the above-mentioned decree;

3. The rate of the general land tax for the former municipality of the Parish is assessed at one cent (\$0.01) per one hundred dollar valuation for a period of time of seven years as from the first assessment made by the Council of the new municipality;

4. The Council of the new municipality shall maintain as much as possible the conditions set up by the Council of the former municipality of the Parish with respect to the lighting of "Rang des côtes" and such as recorded in a by-law adopted on October 3, 1966;

5. The debts binding on the former municipality of the village, which were contracted according to regulations already promulgated, shall be payable according to existing regulations, except for by-law number 48 all and each of the terms of which, capital and interest, shall be taken from the general fund of the new municipality;

6. Surpluses accumulated by each of the former municipalities shall be transferred into the general fund of the new municipality;

7. The new municipality shall be governed by the Municipal Code;

8. Until the first general election, the interim Council shall be composed of all the members of the two councils which existed prior to the amalgamation. Eight (8) members shall be the quorum. The mayor of the new municipality shall be the mayor of the former municipality of the Village of Saint-Dominique;

9. The first regular meeting of the interim Council shall be held on the second Monday following the coming into force of the letters patent or at any other date fixed by the Minister of Municipal Affairs. It will take place at 8:00 o'clock in the evening, in the basement of the Saint-Dominique Church;

10. The seat of each councillor shall be designated by numbers 1 to 6 from and after the first general election;

11. The first general election shall take place on the first Sunday of November, 1969, if the letters patent come into force on or prior to the first day of August, 1969.

Should the letters patent come into force after the first day of August, 1969, the first general election will be held on the first Sunday of November, 1970;

Subsequent general elections shall take place on the first Sunday of November of each year;

The term of office of council members will be two years;

12. The Secretary-Treasurer of the former municipality of the Village of Saint-Dominique shall become the Secretary-Treasurer of the new municipality.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this tenth day of July, in the year of Our Lord one

mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entrent en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le sous-ministre des affaires municipales,*  
RICHARD BEAULIEU.

thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

Notice is hereby given that the issuing of the letters patent hereabove is given in conformity with section 13 of the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act.

RICHARD BEAULIEU,  
30164 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

## Vente — Loi de faillite

## Sale — Bankruptcy Act

Canada, province de Québec, district de Beauce, dans la Cour Supérieure (en matière de faillite) No: 417-F; Dans l'affaire de la faillite de HÔTEL CHÂTEAU GRANDNYD LTÉE, de St-Joseph, comté de Beauce, débitrice, et GRÉGOIRE BELLAVANCE, 760 est Grande Allée, Québec, syndic.

Avis est par les présentes donné que SAMEDI, le VINGT-TROISIÈME jour d'AOÛT, 1969 à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public au lieu et place d'affaires de la débitrice, Hôtel Château Grandnyd Ltée, situé à St-Joseph, comté de Beauce, le ou les immeubles ci-après décrits, savoir:

Un immeuble désigné et connu comme étant:

« Un terrain ou emplacement situé à Ville de Saint-Joseph de Beauce, côté nord-est de l'avenue du Palais, connu et désigné comme étant les lots numéros cinq cent trente et un, subdivision F, cinq cent trente et un, subdivision G, cinq cent trente-huit et cinq cent trente et un, subdivision dix-neuf, (531-F, 531-G, 538 et 531-19) du cadastre révisé d'une partie de la paroisse de Saint-Joseph, division d'enregistrement de Beauce, village de Saint-Joseph, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; lequel immeuble est communément connu et désigné « Hôtel Château Grandnyd Ltée »; le tout tel qu'il se trouve présentement avec et sujet aux servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, pouvant affecter ledit immeuble suivant titres et avec tous les droits inhérents et accessoires audit immeuble.

Le tout meublé et équipé aux fins d'opérer un commerce d'Hôtellerie et de salle de danse. »

Le ou lesdits immeubles seront offerts en vente à la folle enchère au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes qui peuvent exister, ainsi que sujet aux servitudes actives et passives.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente à la folle enchère est faite conformément à l'article 55 de la Loi de faillite et des articles du Code de procédure civile pouvant s'y appliquer, et en vertu d'un jugement de cette Cour en date du 25 juin, 1969.

Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.  
Québec, ce 19 juillet, 1969.

*Le syndic,*  
GRÉGOIRE BELLAVANCE.

30171-0

Canada, Province of Québec, district of Beauce, in the Superior Court (in a matter of bankruptcy) No. 417-F; in the matter of bankruptcy of HÔTEL CHÂTEAU GRANDNYD LTÉE, of St-Joseph, county of Beauce, debtor, and GRÉGOIRE BELLAVANCE, 760 Grande Allée East, Québec, trustee.

Notice is hereby given that on SATURDAY, the TWENTY-THIRD day of AUGUST, 1969, at TEN o'clock in the forenoon, the immovable(s) hereinafter described will be sold by public auction on the spot and place of business of the debtor, "Hôtel Château Grandnyd Ltée", situated at St-Joseph, county of Beauce, to wit:

An immovable designated and known as follows:

"A lot of land or emplacement situated in the Town of Saint-Joseph de Beauce, on the north-east side of Avenue du Palais, known and designated as being lots numbers five hundred and thirty-one, subdivision F, five hundred and thirty-one, subdivision G, five hundred and thirty-eight and five hundred and thirty-one, subdivision nineteen (531-F, 531-G, 538 and 531-19) in the revised cadastre of a part of the Parish of Saint-Joseph, registration division of Beauce, Village of Saint-Joseph, with all the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies; the said immovable is commonly known and designated as "Hôtel Château Grandnyd Ltée"; the whole as it is presently to be found, with and subject to active and passive servitudes, apparent or unapparent which may affect the said immovable according to deeds, and with all inherent and accessory rights to the said immovable.

The whole is furnished and equipped to operate a hotel and dance hall."

The said immovable(s) will be offered in resale for false bidding to the highest and last bidder, subject to rents which may exist, as well as to active and passive servitudes.

The deeds and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This resale for false bidding is made pursuant to section 55 of the Bankruptcy Act and to sections of the Code of Civil Procedure which may apply thereto, and pursuant to a judgment rendered by said Court on June 25, 1969.

This sale is the equivalent of a Sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.  
Québec, this July 19, 1969.

GRÉGOIRE BELLAVANCE,  
*Trustee.*

30171-0

**Ventes par Shérifs**

**Sheriffs' Sales**

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**A B I T I B I**

**A B I T I B I**

*Fieri Facias*

Province de Québec — District d'Abitibi

Cour Supérieure, { DAME FLEURETTE  
No 15,209. { ROY, ménagère, rési-  
dant et domiciliée à Val d'Or,  
district d'Abitibi, veuve non remariée de feu  
Clermont Roy, demanderesse, vs LES HÉRI-  
TIERS DE GUSTAVE GIROUARD, de son  
vivant, hôtelier, résidant et domicilié à Val d'Or,  
district d'Abitibi, défendeurs.

« Les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Bourlamaque, sous les numéros de la subdivision deux cent soixante-quinze et deux cent soixante-seize du bloc trente-quatre (34-275 et 34-276) avec bâtisses dessus érigées et dépendances;

Un lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Senneville, sous le numéro onze (11) du bloc B, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances, tel que décrit: De figure irrégulière; borné au nord-est par le rang IV, au sud-est par le lot B-12, au sud-ouest par le Lac Blouin, au nord-ouest par le lot B-10, mesurant deux chaînes et huit cent soixante-dix-huit millièmes (2.878 chs) au nord-est deux chaînes et sept cent quatre-vingt-dix-sept millièmes (2,797 chs) au sud-est, deux chaînes et quatre cent quarante-deux millièmes (2,442 chs) du nord-ouest, contenant une superficie de soixante-quatorze centièmes d'acre (0.74 acre).

Pour être vendu au bureau d'enregistrement au Palais de Justice d'Amos, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AOUT 1969, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif,*  
Amos, 7 juillet 1969. LAVAL GOULET. 30176-0

**G A S P É**

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec  
District de Gaspé

Cour Provinciale, { ROBIN, JONES & WHIT-  
No: 1516. { MAN LTÉE, corpora-  
tion légale avec siège d'affai-  
res à Paspébiac, district de Bonaventure, deman-  
deresse, vs ARMAND AUBUT, Rivière-au-  
Renard, Comté de Gaspé, défendeur.

« Un lot de terre, sis et situé en la municipalité de Rivière-au-Renard, connu et désigné comme étant la majeure partie du lot numéro deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent dix-neuf (119-Ptie-2) aux plan et livre de renvoi officiels pour le rang sud de la rivière, canton Fox, mesurant cent quatre-vingt-six pieds (186') de largeur et borné comme suit: en front, vers le nord-ouest, par le nouveau chemin; à l'arrière vers le sud-est par le deuxième

*Fieri Facias*

Province of Québec — District of Abitibi

Superior Court, { DAME FLEURETTE  
No. 15,209. { ROY, housewife, re-  
siding and domiciled at Val  
d'Or, district of Abitibi, unmarried widow  
of late Clermont Roy, plaintiff, vs THE HEIRS  
OF GUSTAVE GIROUARD, in his lifetime  
hotelkeeper, residing and domiciled at Val d'Or,  
district of Abitibi, defendants.

“The lots known and designated on plan and book of reference of the official cadastre for the township of Bourlamaque, under numbers of the subdivision two hundred and seventy-five and two hundred and seventy-six of blok thirty-four (34-275 and 34-276) with the buldings thereon erected and dependencies.

A lot known and designated on plan and book of reference of the official cadastre for the township of Senneville, under number eleven (11) of Block B, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, as described: Of irregular figure, bounded on the northeast by the IV Range, on the southeast by lot B-12, on the southwest by Blouin Lake, on the north-west by lot B-10, measuring two chains eight hundred and seventy-eight thousandths (2.878 chs) on the northeast two chains seven hundred and ninety-seven thousandths (2.797 chs.) on the southeast two chains four hundred and forty-two thousandths (2.442 chs.) from northwest, containing an area of seventy-four hundredths of an acre (0.74 acre).

To be sold at the registry office, at the Court House of Amos, the TWENTY-SEVENTH day of AUGUST, 1969, at TEN THIRTY in the forenoon.

Sheriff's Office, *LAVAL GOULET,*  
Amos, July 7, 1969. Sheriff. 30176

**G A S P É**

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Québec  
District of Gaspé

Provincial Court, { ROBIN, JONES & WHIT-  
No. 1516. { MAN LTÉE, a legal  
corporation with business of-  
fice at Paspébiac, district of Bonaventure,  
plaintiff vs ARMAND AUBUT, Rivière-au-  
Renard, county of Gaspé, defendant.

“A lot of land lying and situate in the Municipality of Rivière-au-Renard, known and designated as being the greater part of lot number two of the official subdivision of original lot number one hundred and nineteen (119-P.-2) on the official plan and book of reference for the south range of the river, Fox township, measuring one hundred and eighty-six feet (186') in width and bounded as follows: In front, towards northwest, by the new road; in rear towards

rang est; d'un côté vers le nord-est par le lot 119-1 propriété de Frédéric Aubut; de l'autre côté vers le sud-ouest, partie par le lot 119-4, propriété de Germain Aubut, et par partie de la route, le tout avec maison dessus construite, circonstances et dépendances ».

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, LUNDI, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOÛT 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

*Le shérif adjoint,*

Bureau du Shérif, WILLIAM KEIGHAN.  
Percé, le 7<sup>ème</sup> jour de juillet 1969. 30177-0

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec  
District de Gaspé

Cour Supérieure, { TREMBLAY ALUMI-  
No 8003. NIUM, corps politique  
légalement constitué ayant  
une place d'affaires à Québec, district de Québec,  
demanderesse, vs JEAN-GUY FRANCOEUR,  
Rivière-au-Renaud, district de Gaspé, défendeur.  
« Lot numéro 785 dit « Le Marais », dans le  
canton Fox, mesurant 138' de largeur sur une  
profondeur de 233' »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, LUNDI, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOÛT 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*  
WILLIAM KEIGHAN.  
Percé, le 7 juillet 1969. 30178-0

## HAUTERIVE

*De Terris*

Canada — Province de Québec  
District de Hauterive

Cour Provinciale, { LIONEL COLLIN, rési-  
No 3025. dant et domicilié à Fo-  
restville nord, comté de Sa-  
guenay, P.Q., demandeur contre PAUL ÉMILE  
TREMBLAY, résidant et domicilié à Baie des  
Bacons, comté de Saguenay, P.Q., défendeur.

« Un certain terrain ou emplacement situé dans la paroisse de Sault au Mouton (Baie des Bacons), comté de Saguenay, du côté nord-ouest de la route nationale, de forme triangulaire, dont la base mesure cent cinquante pieds (150') anglais, et se trouve sur le sens de la route nationale, dont la hauteur se trouve en bordure de la Rivière des Rochers (Ruisseau Rouge), et dont l'hypothénuse mesure cent pieds (100') de longueur et se trouve à prendre à la route nationale pour se diriger dans une direction est-ouest, jusqu'à l'intersection avec le Ruisseau-Rouge. Cet immeuble fait partie du lot numéro trente-trois A (P. 33-A), rang quatre, aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Iberville, et est borné comme suit: en front au sud-est, par la route nationale, d'un côté, au nord, à la balance dudit lot (propriété de Jean H. Gagnon ou représentants); et vers le sud-ouest, à la rivière des Rochers.

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du registraire, de la division d'enregistrement du comté de Saguenay, au Palais de Justice de Baie-Comeau, MARDI, le DIX-NEUVIÈME jour du mois d'AOÛT 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

*Le shérif adjoint,*

MARCEL RODRIGUE.  
30179-0

southeast, by the second east range; on one side towards northeast, by lot 119-1 property of Frédéric Aubut; on the other side towards southwest, partly by lot 119-4, property of Germain Aubut, and partly by the route, the whole with a house thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Office of the Registration Division of Gaspé, at Percé, MONDAY, the TWENTY-FIFTH day of AUGUST, 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

WILLIAM KEIGHAN,

Sheriff's Office, *Associate Sheriff.*  
Percé, the 7th day of July 1969. 30177

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec  
District of Gaspé

Superior Court, { TREMBLAY ALUMI-  
No. 8003. NIUM, a body politic  
legally constituted having a  
place of business in Québec, district of Québec,  
plaintiff, vs JEAN-GUY FRANCOEUR, Rivière-  
au-Renaud, district of Gaspé, defendant.

"Lot number 785 called "Le Marais", in the township of Fox, measuring 138' in width by a dept of 233'."

To be sold at the office of the registration division of Gaspé, at Percé, MONDAY, the TWENTY-FIFTH day of AUGUST, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, WILLIAM KEIGHAN,  
*Associate Sheriff.*  
Percé, July 7, 1969. 30178

## HAUTERIVE

*De Terris*

Canada — Province of Québec  
District of Hauterive

Provincial Court, { LIONEL COLLIN, resid-  
No. 3025. ing and domiciled at Fo-  
restville North, county of  
Saguenay, P.Q., plaintiff, against PAUL-ÉMILE  
TREMBLAY, residing and domiciled at Baie des  
Bacons, county of Saguenay, P.Q., defendant.

"A certain piece of land or emplacement situated in the parish of Sault au Mouton (Baie des Bacons), county of Saguenay, on the north-west side of the main highway, of a triangular form, the base of which is one hundred and fifty feet (150'), English measure, and is in the same direction as the main highway, the height of which borders the Des Rochers River (Ruisseau Rouge), and the hypotenuse of which is one hundred feet (100') long and goes from the main highway in a east-west direction, as far as its intersection with Ruisseau Rouge. The said immovable is part of lot number thirty-three A (P. 33-A), range four, on the plan and book of reference of the official cadastre for the township of Iberville, and is bounded as follows: in front, on the south-east, by the main highway, on one side, on the north, by the remainder of the said lot (property of Jean H. Gagnon or representatives); and towards the south-west, by Des Rochers River.

With buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the office of the registrar for the county of Saguenay registration division, at the Baie-Comeau Court House, TUESDAY, the NINETEENTH day of the month of AUGUST, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

MARCEL RODRIGUE,

*Associate Sheriff.*  
30179

RICHELIEU

RICHELIEU

Canada — Province de Québec  
District de Montréal

Cour Supérieure, { DAME GILBERTE GAU-  
No: 687 765. { THIER, administrateur,

célibataire, domiciliée et rési-  
dant au 350 Côte Vertu, en les cité de St-Laurent  
et district de Montréal, ès-qualité de cessionnaire  
du demandeur en la présente cause, demanderesse  
ès-qualité, vs CASTEL MADELEINE DE  
VERCHÈRES CASTEL INC., corporation  
légalement constituée, ayant son siège social  
et sa principale place d'affaires en la cité de  
Boucherville, district de Montréal, défenderesse,  
et MARCEL PATENAUDE, défendeur, et  
LE RÉGISTRATEUR DE LA DIVISION  
D'ENREGISTREMENT DE VERCHÈRES,  
mis-en-cause, et CONRAD GAUTHIER, admi-  
nistrateur, décédé, ayant demeuré en la cité de  
Boucherville, district de Montréal, demandeur  
décédé.

« Un emplacement situé en la paroisse de  
Verchères, faisant partie du lot numéro un de la  
subdivision officielle du lot originaire numéro  
cent dix-sept (No. 117-Ptie 1) aux plan et livre  
de renvoi officiels de la paroisse de Verchères,  
et décrit comme suit: partant d'un point situé  
sur le chemin public dans la ligne de division  
entre le lot No. 117-1 et la partie du lot No 117  
(Monument Madeleine Verchères) de là allant  
dans une direction sud-ouest, mesurant « cent  
pieds (100') où il est borné au sud-est par une  
partie du lot No 117 (Monument Madeleine de  
Verchères), de là allant dans une direction sud-  
est, mesurant cent pieds (100') où il est borné  
au nord-est par une partie du lot No 117 (Mo-  
nument Madeleine de Verchères), de là contin-  
uant dans une même direction sud-est, mesu-  
rant respectivement quatre-vingt-trois pieds  
(83') et quatre-vingts pieds (80') où il est borné  
au nord-est par une partie du lot No 117-1 de là  
continuant encore dans un même direction  
sud-est, mesurant soixante pieds et cinq dixièmes  
(60.5') où il est borné au nord-est par une partie  
du lot No 114, de là allant dans une direction  
sud-ouest, mesurant cent dix-huit pieds et trois  
dixièmes (118.3') où il est borné au sud-est par  
le lot No. 113, de là allant dans une autre direc-  
tion sud-est, mesurant cent quatre pieds et huit  
dixièmes (104.8') où il est borné au nord-est par  
le lot No 113, de là allant dans une autre direc-  
tion sud-ouest, mesurant cent cinq pieds et cinq  
dixièmes (105.5'), où il est borné au sud-est par  
le lot No 119, de là allant dans une direction  
nord-ouest, mesurant six cent cinquante pieds  
et trois dixièmes (650.3') où il est borné au sud-  
ouest par le lot No 118, de là allant dans une  
direction nord-est, mesurant quatre cent qua-  
rante-neuf pieds (449'), où il est borné au nord-  
ouest par une autre partie du lot No 117-1,  
de là allant dans une autre direction sud-est,  
mesurant cent trente pieds (130') au point de  
départ où il est borné au nord-est par le chemin  
public des plan et livre de renvoi officiels de la  
paroisse de Verchères ayant une superficie de  
cent soixante-deux mille trois cent quarante pieds  
carrés (162,340'), mesure anglaise.

Tel que montré sur un plan préparé par M. C.  
Lefèbre, arpenteur-géomètre, en date du 30  
mai 1958.

Canada — Province of Québec  
District of Montreal

Superior Court, { DAME GILBERTE GAU-  
No. 687 765. { THIER, executive, spins-  
ter, domiciled and residing at

350 Côte Vertu, in the city of St. Laurent and  
district of Montreal, es-quality as cessionary  
for the plaintiff in the present case, plaintiff  
es-quality, vs CASTEL MADELEINE DE  
VERCHÈRES CASTEL INC., a corporation  
legally constituted, having its head office and  
principal place of business in the city of Bouch-  
erville, district of Montreal, defendant, and MAR-  
CEL PATENAUDE, defendant, and THE RE-  
GISTRAR FOR THE REGISTRATION DIVI-  
SION OF VERCHÈRES, mis-en-cause, and  
CONRAD GAUTHIER, executive, deceased,  
having lived in the city of Boucherville, district  
of Montreal, deceased plaintiff.

“An emplacement situated in the parish of  
Verchères, forming part of lot number one of the  
official subdivision of original lot number one  
hundred and seventeen (No. 117 P. 1) on the  
official plan and book of reference for the parish  
of Verchères, and described as follows: Starting  
from a point situated on the public road in the  
division line between lot No. 117-1 and the part  
of lot No. 117 (Madeleine de Verchères Monu-  
ment) thence, going in a south-west direction,  
measuring one hundred feet (100') where it is  
bounded on the south-east by a part of lot No.  
117 (Madeleine de Verchères Monument), thence,  
going in a south-east direction, measuring one  
hundred feet (100') where it is bounded on the  
north-east by a part of lot No. 117 (Madeleine  
de Verchères Monument), thence, continuing in  
a same south-east direction, measuring respec-  
tively eighty-three feet (83') and eighty feet (80')  
where it is bounded on the north-east by a part  
of lot No. 117-1 thence, still continuing in a same  
south-east direction, measuring sixty feet and  
five tenths (60.5'), where it is bounded on the  
north-east by a part of lot No. 114, thence,  
going in a south-west direction, measuring one  
hundred and eighteen feet and three tenths  
(118.3') where it is bounded on the south-east  
by lot No. 113, thence, going in another south-  
east direction, measuring one hundred and four  
feet and eight tenths (104.8') where it is bounded  
on the north-east by lot No. 113, thence, going  
in another south-west direction, measuring one  
hundred and five feet and five tenths (105.5')  
where it is bounded on the south-east by lot  
No. 119, thence, going in a north-west direction,  
measuring six hundred and fifty feet and three  
tenths (650.3') where it is bounded on the south-  
west by lot No. 118, thence, going in a north-  
east direction, measuring four hundred and forty-  
nine feet (449'), where it is bounded on the north-  
west by another part of lot No. 117-1, thence,  
going in another south-east direction, measuring  
one hundred and thirty feet (130') up to the  
starting point where it is bounded on the north-  
east by the public road of the official plan and  
book of reference for the parish of Verchères  
having an area of one hundred sixty-two thousand  
three hundred and forty square feet (162,340'),  
English measure. As designated on a plan  
executed by M. C. Lefèbre, land-surveyor,  
dated May 30, 1958.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et notamment:

1. Servitudes en faveur de partie du même lot, appartenant actuellement à Marcel Desmarais, pour fins d'égout, avec les conditions mentionnées dans l'acte reçu devant Me Hervé Gendreau, notaire, le vingt-quatre octobre mil neuf cent cinquante-huit et enregistré à Verchères sous No 65640;

2° Droit de passage, droit de coupe d'arbres et prohibition de construction, tel que mentionné sur un plan et certificat d'expropriation du Département des Transports du Gouvernement du Canada, pour fins de station de signalisation pour le fleuve St-Laurent, daté du 2 février 1959, enregistré au bureau d'enregistrement de Verchères le 10 février 1959, sous le No 141. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Verchères, à Verchères, VENDREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour d'AOÛT 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Palais de Justice,  
Sorel, le 8 juillet 1969.

Le shérif,  
FRANÇOIS GÉLINAS.  
30180-0

As the whole now subsists, with all the servitudes active and passive, apparent or unapparent attached to the said immovable and more particularly:

1. Servitudes in favour of part of same lot, belonging presently to Marcel Desmarais, for sewer purposes, with the conditions mentioned in the deed passed before Me. Hervé Gendreau, notary, on October twenty-fourth, one thousand nine hundred and fifty-eight and registered in Verchères under No. 65640.

2. Right of passage, right of cutting down trees, prohibition of construction, as mentioned on a plan and certificate of expropriation of the Department of Transports of the Canadian Government for the purpose of signalling station for St. Lawrence River, dated February 2, 1959, registered at the registry office of Verchères on February 10, 1959, under No. 141."

To be sold at the registry office of Verchères, in Verchères, FRIDAY, the TWENTY-NINTH day of AUGUST, 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
Court House,  
Sorel, July 8, 1969.

FRANÇOIS GÉLINAS,  
Sheriff.  
30180

## INDEX No 29

### ARRÊTÉS en Conseil

1735 — Confection pour dames, province ( <i>Erratum</i> ).....	3965
1735 — Cloak and Suit (Ladies') Province ( <i>Erratum</i> ).....	3965
1758 — Impôt provincial sur le revenu, et les frais de représentation payées aux commissions scolaires ( <i>Erratum</i> ).....	3965
1758 — Provincial Income Tax Act and the representation expenses to School Boards Commissioners ( <i>Erratum</i> ).....	3965
1978 — Gant de cuir, Province.....	3961
1978 — Leather Glove, Québec.....	3961
1979 — Accessoires de mode, Montréal.....	3962
1979 — Fashion accessories, Montreal.....	3962
1980 — Fourrure, gros, Montréal.....	3964
1980 — Fur, wholesale, Montreal.....	3964
1982 — Fourrure, détail, Montréal.....	3964
1982 — Fur, retail, Montreal.....	3964

### ORDERS in Council

### AVIS divers

Association des Courtiers d'Assurances de la Province de Québec (L') ( <i>Requête</i> ).....	3978
Chevaliers de Colomb de Fabre inc., Conseil Fabre No 6035 (Le).....	3977
Chevaliers de Colomb de Ste-Anne-de-la-Pocatière inc., Conseil Ste-Anne No 5425 ( <i>Règl.</i> ).....	3976
Chevaliers de Colomb de Ville St-Laurent, Conseil St-Laurent No 3050 (Le) ( <i>Règl.</i> ).....	3976
Corporation des Bibliothécaires Professionnels du Québec (La) ( <i>Requête</i> ).....	3974
Corporation of Professional Librarians of Québec (The) ( <i>Petition</i> ).....	3974
Estate Armand Fauteux ( <i>Benefit of Inventory</i> ).....	3976
Insurance Brokers' Association of the Province of Québec ( <i>Petition</i> ).....	3978
Knights of Columbus of Fabre Inc., Council Fabre No. 6035 (The).....	3977
Knights of Columbus of Ste-Anne-de-la-Pocatière Inc., Council Ste-Anne No. 5425 ( <i>by-laws</i> )..	3976
Knights of Columbus of Ville St-Laurent, Council St-Laurent No. 3050 (The) ( <i>By-laws</i> )...	3976
New-Richmond, canton-township ( <i>Requête-Petition</i> ).....	3979
St-André, (Sans désignation) ( <i>Requête-Petition</i> ).....	3977
St-André, Village ( <i>Requête-Petition</i> ).....	3977
St-Jérôme, village ( <i>Rachat d'obligations-Redemption of Bonds</i> ).....	3977
Succession Armand Fauteux ( <i>Bénéfice d'inventaire</i> ).....	3976

### MISCELLANEOUS Notices

### CHANGEMENT DE NOM — Loi du

Abramovitch, Arthur Lawrence ( <i>Dem.-Appl.</i> ).....	3986
Ewaschuk, Tom ( <i>Dem.-Appl.</i> ).....	3986
Gour, Willis Wayne ( <i>Dem.-Appl.</i> ).....	3987
Harisay, Navilio, Constantin ( <i>Dem.-Appl.</i> ).....	3986
Lavoie, Pierre Raymond ( <i>Dem.-Appl.</i> ).....	3987
McLoof, Joseph ( <i>Dem.-Appl.</i> ).....	3986
Shtull, Melvin ( <i>Dem.-Appl.</i> ).....	3986

### CHANGE OF NAME — Act

CAISSES d'épargne et de crédit	SAVINGS and credit unions	
Caisse Populaire de La Tabatière (La) (Const.-Inc.).....		3991
Caisse Populaire des Enseignants de la Côte de Beauré (La) (Formation)...		3991
Caisse Populaire des Professeurs Catho- liques de Québec (La) (Formation)...		3992

COMMISSION municipale de Québec	QUÉBEC Municipal Commission	
Anjou, ville-town (En défaut-in default)		3981

COMPAGNIES	COMPANIES	
Avis relatifs à la loi des Autorisées à faire des affaires	Notice relative to the Act of Licensed to do Business	
Roblin Sporting Goods Ltd.....		3980
Winchell Donut House, Inc.....		3980

Chartes — demandes d'abandon de	Charters — Application for Surrender of	
Dormin-Osco Institute Ltd.....		3980
Fort Steel Equipment Ltd.....		3980
Salaisons Unies Inc.....		3981

Dissoutes	Dissolved	
Amerivision Inc.....		3953
Cie de Téléphone St-Félix inc. (La).....		3953
Continental Drive Yourself Inc.....		3953
Crête ltée-Ltd.....		3953
Davis Realty & Investment Corporation		3953
De Luxe Brands (1962) Ltd.....		3956
Donnacona Sales Corporation.....		3954
Dominic Construction Ltd.....		3954
Dresser, Watson, Fuller, Inc.....		3954
Duvernay United Corp.....		3954
Édifices rue Lebrun inc.....		3954
Good Luck Realities Inc.....		3954
Granby Residential Center Inc.....		3955
Greenfield Park Theatre Co. Ltd.....		3955
Growers' Wholesale Florists Inc.....		3955
Ijay Investment Corporation.....		3955
Josmar (1963) Inc.....		3955
Laprairie Trailer Park & Camping Co. Ltd.....		3955
Laval Enterprises Co. Ltd.....		3956
Marques de Luxe (1962) ltée.....		3956
Niagara Construction Co. Ltd.....		3956
Placements Paul Delisle ltée (Les).....		3956
Riverdale Apparels Inc.....		3956
Rotovan, inc.....		3956
Syndicat d'Entreprises inc. (Le).....		3957

Divers	Miscellaneous	
Canadian Federation of Karate (By- laws).....		3981
Centre des Loisirs de Mascouche inc. (Règl.-By-law).....		3984
Chambly Industrial Developments Inc. (Dir.).....		3982
Chambre d'Immeubles de Québec (Règl.)		3982
Cie de Location Trans-Canada ltée (La) (Nom ch.).....		3982
Ciné-Synch limitée (Dir.).....		3982
Clement's Food Market Inc. (Dir.).....		3982
Couvoir Modèle limitée (Dir.).....		3982
Développements Industriels Chambly inc. (Les) (Dir.).....		3982

Direct Motor Express (Québec) Limi- ted (Dir.).....	3982
Distributeurs du Nord-Est Terex (1969) ltée (Nom ch.).....	3983
Evalyne Sales Corp. (Nom-Name ch.)..	3983
Fédération Canadienne de Karaté (Règl.).....	3981
Greenshields Incorporated (Dir.).....	3984
Greenshields Incorporated (Dir.).....	3984
H. F. Investments Inc. (Dir.).....	3983
Mercerie Longueuil inc. (Dir.).....	3983
North-Eastern Terex Distributors (1969) Ltd. (Name ch.).....	3983
Optique Sherbrooke inc. (L') (Dir.)....	3983
Placements H. F. inc. (Dir.).....	3983
Québec Real Estate Board (By-laws)...	3982
Sherbrooke Optical Inc. (Dir.).....	3983
Société Fabec inc. (Dir.).....	3983
Télémedia inc. (Nom-Name ch.).....	3983
Trans-Canada Leasing Ltd. (Name ch.)..	3982
Transocean Shipping & Chartering Company, Inc. (Nom-Name ch.).....	3984

Lettres patentes	Letters Patent	
A & W Dress Co. Ltd.....		3914
Abrasifs Keto inc.....		3936
Alpha Art Inc.....		3914
Arsima inc.....		3915
Art et Photocopie de Québec inc.....		3915
Association des Principaux d'Écoles de la Lanaudière.....		3915
Association des Réchapeurs et Mar- chands de pneus du Québec inc.....		3916
Autocar du Nord inc.....		3916
B. K. Service Inc.....		3916
Beauce Speedway Inc.....		3917
Beaumont Imports Inc.....		3934
Beauregard (Denis) inc.....		3917
Bélangier Products Inc.....		3945
Bélem Photo inc.....		3917
Ben-Son Products Ltd.....		3918
Blanc Sablon Drive Yourself Inc.....		3918
Bourse d'Automobiles du Québec ltée (La).....		3918
Bousquet Machinery & Equipment Ltd.		3919
Boutique de Vénus inc. (La).....		3919
Boutique Michel-Chantal inc.....		3919
Brite-Lite Industries Inc.....		3920
Buanderie & Cosmétiques Colette inc..		3920
Bureau (Lorenzo) inc.....		3920
C. & H. Cartage Inc.....		3921
Camp L'Escalpe.....		3921
Carrier (Roger) inc.....		3921
Centre Technique d'Ameublement inc..		3922
Chamdev Corp.....		3922
Champion Mobile Homes Inc.....		3946
Ciné-Club amateur V. M. inc.....		3922
Ciné Son inc.....		3923
Club auto-neige Volant de Hudson inc..		3923
Club Lions de Matane inc. (Le).....		3923
Club Optimiste Anjou inc.....		3924
Club Optimiste de Châteauguay inc....		3924
Colette produits de Beauté inc.....		3925
Compagnie Devcon ltée (La).....		3925
Construction Albert inc.....		3925
Construction Seigneurie des Saules inc..		3926
Côte des Neiges Bar-B-Q Inc.....		3945
Créations Jacques Perreault inc.....		3926
Cyr (Roger) & fils limitée.....		3926
Devcon Company Ltd.....		3925
Distributions Trois C inc. (Les).....		3927
Domaine Philippe inc. (Le).....		3927
Ecos Ltd.....		3927
Éditions Médicales inc. (Les).....		3928
Entreprises Laury inc. (Les).....		3928

## Lettres patentes

(suite)

Entreprises Lecabrie ltée (Les).....	3928
Ferme Normand Crête inc.....	3929
Fielding Construction Corp.....	3929
Firstbrook & Cassie (Qué.) Ltd.....	3929
Fleurs Canada, Région du Québec, inc..	3930
Flowers Canada, Québec Region, Inc...	3930
Fondation de la Fraternité Internatio- nale des Ouvriers en électricité, Local 568 (La).....	3930
Fonds Richelieu inc.....	3931
Forté Developments Inc.....	3931
General Hood Lock Inc.....	3947
Glandol Industries Ltd.....	3931
Hains & fils ltée.....	3932
Hamelin & Associés, ltée.....	3932
Hôtel Prince ltée.....	3932
Huard (Félix) inc.....	3932
Hudson Flying Snow-Mobile Club Inc..	3923
Ideal Swimming Pool Inc.....	3943
Immeubles Marie-Jean limitée.....	3933
Immeubles Marieville inc. (Les).....	3933
Immeubles Petite Vallée ltée (Les)....	3933
Immeubles Versant Nord inc.....	3934
Immeubles Weedon inc. (Les).....	3934
Importations Beaumont inc. (Les).....	3934
Investissements Confiance ltée (Les)...	3935
J A R Investments Ltd.....	3935
J M K Enterprises Inc.....	3935
Jubal Development Inc.....	3936
Keto Abrasives Inc.....	3936
Lacoursière (Charles) inc.....	3936
Lamoureux (Louis P.) inc.....	3937
Larocque & Guay inc.....	3937
Lecavalier (André) ltée.....	3937
Lloyd Garage Inc.....	3938
Loisirs des Adultes d'Alma inc. (Les)..	3938
Lugo inc.....	3938
Lydrak inc.....	3939
Machinerie & Équipement Bousquet ltée.....	3919
Magasin de Terrebonne inc.....	3939
Maisons & Chalets Plaisance inc.....	3939
Marché Carleton ltée (Le).....	3940
Marché St-Germain (Montréal) inc.....	3940
Marjer Holdings Ltd.....	3940
Meubles Yu-Go inc.....	3941
Mike's Delicatessen and Supermarket Inc.....	3941
Mobilcom inc.....	3941
Moderni Tissage de cheveux inc.....	3942
Morency & Richard inc.....	3942
Motel Bon Air ltée.....	3942
Nadon (Paul) inc.....	3943
Optimist Club of Châteauguay Inc.....	3924
P. A. C. inc.....	3943
Piscine Idéale inc. (La).....	3943
Placements B. D. L. F. inc. (Les).....	3944
Plourde Construction inc.....	3944
Prince Hotel Ltd.....	3932
Principal Service Inc.....	3944
Produits Bélanger inc.....	3945
Produits de ciment Windsor inc. (Les).	3945
Québec Automobiles Exchange Ltd....	3918
Québec Retreaders and Tire Dealers Association Inc.....	3916
Rôtisserie Côte des Neiges inc. (La)...	3945
Roulottes Champion ltée (Les).....	3946
St. Germain Market (Montreal) Inc....	3940
Salaison St-Denis inc.....	3946
Sans-Souci Holding Inc.....	3946
Serrure de capot général inc.....	3947
Service d'Ambulances des Laurentides ltée (Le).....	3947

## Letters Patent

(continued)

Service Principal inc.....	3944
Sports motorisés de Jonquière ltée (Les)	3947
Tasoulis Enterprises Inc.....	3948
Université du Québec à Chicoutimi....	3992
Université du Québec à Trois-Rivières.	3992
University of Québec at Chicoutimi....	3992
University of Québec at Trois-Rivières.	3992
Vénus cosmétiques inc.....	3948
Vincent (Jean-Marie) ltée.....	3948
Winnie Fur Co. Ltd.....	3949
Yu-Go Furniture Inc.....	3941

## Sièges sociaux

## Head Offices

Centre Chirurgical Crémazie inc.....	3984
Compagnie de Gestion Fradet inc. (La).	3984
Édifices Sept-Iles inc. (Les).....	3985
Entreprises Giffen limitée (Les).....	3985
Giffen Enterprises Limited.....	3985
Multitours inc.....	3985
Sept-Iles Buildings Inc.....	3985
Service Social Familial inc. (Métropoli- tain Sud).....	3985
Société du Hameau ltée (La).....	3985
Top-View Corp.....	3986

## MINISTÈRES

## DEPARTMENTS

## Affaires municipales

## Municipal Affairs

Cabano, ville-town (L.P.).....	3996
Frelighsburg, par. (Publ.).....	3996
Saint-Dominique, village (L.P.).....	3998

## Éducation

## Education

## Municipalité scolaire de: School Municipality of:

Université du Québec à Chicoutimi (L.P.).....	3992
Université du Québec à Trois-Rivières (L.P.).....	3992
University of Québec at Chicoutimi (L.P.).....	3992
University of Québec at Trois-Rivières (L.P.).....	3992

Institutions  
financières,  
compagnies  
et coopérativesFinancial  
Institutions,  
Companies  
and Cooperatives

## Assurance:

## Insurance:

La Paix, Société Anonyme d'Assurances à primes fixes contre les Accidents, l'Incendie, le Vol et Autres Risques Divers (Permis-Licence).....	3990
Peerless Insurance Company (Annul.)	3989
Québec Health Services (Head Office)	3989
Services de Santé du Québec (Les) (Siège social).....	3989

Industrie  
et commerceIndustry  
and Commerce

Ordonnance on Lobster Fishing.....	3988
Ordonnance sur la pêche au homard...	3988

## Teres et Forêts

## Lands and Forests

## Cadastré:

## Cadastre:

Antoine, canton-township.....	3949
Brompton, canton-township.....	3949
Brompton, canton-township.....	3949
Charlesbourg, par.....	3950
Lachine, par.....	3950
Lussier, canton-township.....	3950
Notre-Dame de la Nativité de Bécan- cour, par.....	3950
St-Ambroise de la Jeune Lorette, par..	3950

<b>Terres et Forêts</b>	<b>Lands and Forests</b>	<b>SOUSSIONS</b>	<b>TENDERS</b>
<i>Cadastre:</i>	<i>Cadastre:</i>	Ascot-Nord-North, munic.....	3965
( <i>suite</i> )	( <i>continued</i> )	Châteauguay, ville-town.....	3967
At-Antoine de Longueuil, par.....	3950	St-Hubert, c.s.-s.c.....	3969
St-Antoine de Longueuil, par.....	3951	St-Lambert, ville-town.....	3971
St-Augustin, par.....	3951	Villeneuve, ville-town.....	3972
St-Étienne de Lauzon, par.....	3951		
St-Flavie, par.....	3951	<b>SYNDICATS</b>	<b>PROFESSIONAL</b>
St-Genève, par.....	3951	<b>Professionnels</b>	<b>Syndicates</b>
St-Laurent, par.....	3951	Association des Camionneurs du Comté	
St-Laurent, par.....	3952	de Témiscouata ( <i>Const.-Inc.</i> ).....	3987
St-Sauveur, par.....	3952	Association des Enseignants de Verdun	
St-Télesphore, par.....	3952	( <i>Nom-Name ch.</i> ).....	3987
St-Thérèse de Blainville, par.....	3952	Fédération des Associations des Camion-	
St-Thérèse de Blainville, par.....	3952	neurs Artisans du Bas du Fleuve et de	
St-Timothée, par.....	3952	la Gaspésie ( <i>Const.-Inc.</i> ).....	3987
St-Zotique, par.....	3953		
		<b>VENTES</b>	<b>SALES</b>
<b>Voirie</b>	<b>Roads</b>	<b>Licitation</b>	<b>Licitation</b>
Entretien de routes discontinué.....	3990	Price vs Price et al.....	3988
Maintenance of roads discontinued....	3990		
<b>RÉGIE</b>	<b>QUÉBEC</b>	<b>Loi de faillite</b>	<b>Bankruptcy Act</b>
des marchés agricoles	<i>Agricultural</i>	Hôtel Château Grandnyd ltée.....	4000
du Québec	<i>Marketing Board</i>		
Milk producers suppliers to the dairies		<b>SHÉRIFS</b>	<b>SHERIFFS</b>
of Baie des Ha! Ha! ( <i>Joint Plan</i> )....	3992	<b>Abitibi</b>	<b>Abitibi</b>
Milk producers-suppliers to the Chicou-		Roy vs. Heirs-Héritiers Gustave Gi-	
timi Market ( <i>Joint Plan</i> ).....	3993	rouard.....	4001
Producteurs de lait fournisseurs aux lai-		<b>Gaspé</b>	<b>Gaspé</b>
teries de la Baie des Ha! Ha! ( <i>Plan</i>		Robin, Jones & Whitman Ltd. vs Aubut	4001
<i>conjoint</i> ).....	3992	Tremblay Aluminium vs Francoeur....	4002
Producteurs de lait fournisseurs du mar-		<b>Hauterive</b>	<b>Hauterive</b>
ché de Chicoutimi ( <i>Plan conjoint</i> )....	3993	Collin vs Tremblay.....	4002
Producteurs de lait nature de Jonquièr		<b>Richelieu</b>	<b>Richelieu</b>
( <i>Plan conjoint</i> ).....	3995	Gauthier vs Castel Madeleine de Ver-	
Producteurs de lait nature de la région		chères Castel Inc.....	4003
de Roberval ( <i>Plan conjoint</i> ).....	3994		
Raw Milk Producers of Jonquièr ( <i>Joint</i>		<b>Taxes</b>	<b>Taxes</b>
<i>Plan</i> ).....	3995	Chicoutimi, cité-city.....	3957
Raw Milk Producers of the region of		Rivière-du-Moulin, ville-town.....	3957
Roberval ( <i>Joint Plan</i> ).....	3994		
<b>SOCIÉTÉ</b>	<b>COOPERATIVE</b>		
coopérative	<i>Agricultural</i>		
agricole	<i>Association</i>		
Société coopérative agricole de Rigaud			
St-Clet ( <i>Nom-Name ch.</i> ).....	3981		



## AVIS

Veillez noter qu'à compter du premier juillet 1969, le prix d'un abonnement à la **Gazette officielle du Québec** sera porté à \$20 par année. (Arrêté en conseil 1348 du 30 avril 1969). Les abonnements sont acceptés pour les trois périodes suivantes, au choix, soit du premier janvier au 31 décembre, \$20; du premier avril au 31 décembre, \$15 et du premier juillet au 31 décembre, \$10.

L'augmentation considérable des frais postaux a rendu nécessaire cette hausse.

## NOTICE

Please note that from and after July 1st, 1969, the price of a subscription to the **Québec Official Gazette** will be increased to \$20 per year. (Order in Council 1348 dated April 30, 1969). Subscriptions are available for the three following periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

The considerable rise in postal rates has made this increase necessary.